

JEAN-PIERRE RAISON

L'AFRIQUE DES HAUTES TERRES



ARMAND
COLIN

L'AFRIQUE
DES HAUTES TERRES

L'AFRIQUE DES HAUTES TERRES

JEAN-PIERRE RAISON

ARMAND COLIN
103, boulevard Saint-Michel, PARIS V°

Cet ouvrage doit beaucoup à l'amitié et à l'aide de nombreux collègues dans les pays les plus divers.

Notre reconnaissance va tout particulièrement à R. T. Jackson, ancien assistant à l'université de Makerere (Uganda), qui fut non seulement un informateur précieux, mais un sagace lecteur de notre manuscrit. B. W. Langlands en Uganda, S. H. Ominde au Kenya, I. D. Thomas en Tanzanie, J.-F. Dupon et D. Lefèvre à la Réunion nous ont fait profiter de leurs grandes connaissances et nous ont accueilli avec une parfaite hospitalité. Que tous soient ici très vivement remerciés.

Sur la couverture : Gardien de troupeau en Ethiopie
(Photo Thomas Höpker - Magnum).

© Librairie Armand Colin, Paris, 1974.

Introduction :

Diversité et unité de l'Afrique des Hautes Terres

Tout découpage est arbitraire. Celui que nous avons opéré ici surprendra plus d'un lecteur. Quels facteurs communs peuvent unir des terres aussi variées ? Aux steppes subdésertiques de la Somalie répondent les rives verdoyantes du lac Victoria ; les Hautes Terres tempérées d'Ethiopie dominent des rivages brûlants ; de la forêt toujours verte à la prairie alpine et aux steppes d'épineux, la gamme des formations végétales est très large. Point, non plus, d'unité des civilisations : types physiques, genres de vie, coutumes alimentaires opposent Sémites, cultivateurs de blé et d'orge, et Indonésiens, mangeurs de riz, pasteurs nomades et agriculteurs sans bétail. La conquête et l'organisation coloniales n'ont même pas créé une unité superficielle : cinq pays se sont taillé ici des domaines, et seule l'Ethiopie a pratiquement échappé à l'occupation européenne ; chaque nation a apporté, avec sa langue, ses modes d'organisation et de

mise en valeur, et la variété des ^vpassés coloniaux gêne aujourd'hui la prise de conscience d'une communauté d'intérêts. Aucun terme, d'ailleurs, n'existe pour désigner cette somme de pays : « Afrique de l'Est » a pris un sens restreint et s'applique aux trois pays anglophones ; Madagascar ne se sent pas africaine et les Mascareignes évoquent les Antilles : pourtant, faute de mieux, nous parlerons d'Afrique orientale, ou, plus fréquemment, d'Afrique des Hautes Terres.

Mais l'unité dans les contrastes est propre à cette partie du continent et l'oppose en particulier à une Afrique de l'Ouest structurée par ensembles plus cohérents. Ces oppositions tranchées apparaissent presque dans chaque Etat ; seule, parmi les plus grands, la Somalie en est exempte, tandis qu'elles se manifestent de façon saisissante sur de minuscules territoires : la Réunion en est peut-être le plus bel exemple, où moins d'une heure de voyage conduit de la forêt équatoriale aux steppes semées d'agaves et des champs de canne à sucre aux landes des « Hauts ». Les contrastes brutaux traduisent concrètement certains traits communs du monde est-africain.

C'est d'abord un pays de hautes terres et de montagnes volcaniques. L'Afrique méridionale, sans doute, est formée pour l'essentiel de hauts plateaux, à plus de 1 000 m, mais rares y sont les régions d'altitude supérieure à 2 000 m ; ici, au contraire, de vastes ensembles dépassent cette altitude, soit dans un vaste ovale frangeant le bassin du lac Victoria, soit surtout dans l'impressionnant bastion éthiopien. L'ampleur et la vigueur du relief s'expliquent par une tectonique puissante dont les manifestations les plus spectaculaires sont les grands fossés qui, du lac Nyassa, ou Malawi, se poursuivent presque continûment jusqu'à la mer Rouge, et les épanchements de laves qui leur sont associés.

La montagne a partiellement sauvé les pays d'Afrique orien-

tale d'une véritable malédiction climatique, qui en fait une Afrique sèche, frappée par ce que Trewartha appelle « la plus impressionnante anomalie climatique de toute l'Afrique ». A cette aridité, manifeste jusque sous l'équateur, n'échappent pratiquement que les montagnes, grâce aux effets de l'ascendance orographique, et, bordant une grande masse d'eau intérieure, les rives riantes du lac Victoria.

Les divisions climatiques sont donc largement déterminées par un relief d'orientation générale nord-sud et échappent à l'organisation « zonale » en bandes parallèles à l'équateur, qui caractérise si nettement l'Afrique occidentale. Cette disposition méridienne est de surcroît discontinue : point de grands ensembles, mais des noyaux de forte pluviosité, correspondant à des massifs montagneux individualisés. Des contrastes brutaux sur de courtes distances déterminent la répartition des hommes et leurs activités, opposant généralement aux montagnes peuplées plateaux et plaines de densités très faibles.

La disposition méridienne du relief, l'absence d'une forêt dense continue qui forme filtre ont facilité les grands mouvements de population ; des peuples venus du Nord ont pu aisément pénétrer au sud de l'équateur : la diversité des conditions naturelles a favorisé le rapprochement, et parfois la coexistence dans des sociétés complexes et hiérarchisées, de groupes d'origine et de civilisation différentes.

Les pays d'Afrique orientale sont aussi des pays de l'océan Indien, liés au monde arabe, à l'Inde et à l'Indonésie. Ils en ont reçu une bonne part de leur population, Couchites du Nord-Est, Indonésiens de Madagascar, et très tôt ont vu s'établir sur leurs côtes des minorités commerçantes islamisées. L'Afrique de l'Ouest a connu un Islam guerrier, conquérant ; l'Afrique orientale a vu naître des sultanats commerçants, plus soucieux de traite que de prosélytisme,

qui ont cependant exercé sur leur hinterland une influence appréciable.

Sauf dans les îles Mascareignes, occupées dès la fin du XVII^e siècle, la pénétration européenne a été plus tardive ici qu'en Afrique occidentale et méridionale, et, face à des sociétés très diversement évoluées, la colonisation a pris des formes variées : les anciens royaumes ont connu, sauf à Madagascar, une administration indirecte plus ou moins souple ; ailleurs au contraire, l'administration directe fut de règle, tandis que certaines régions, au Kenya, étaient strictement réservées aux colons européens. Dans plusieurs pays, l'importance numérique des minorités européennes et asiatiques fut un obstacle sérieux à la décolonisation.

L'occupation européenne, qui fit sensiblement évoluer la production agricole, ne provoqua par contre aucun développement minier et industriel d'importance. Ceci nous a incité à exclure de notre étude le Malawi, qui fait encore partie de l'Afrique des fossés tectoniques, mais dont la population migrante participe largement à l'exploitation des mines de Zambie et d'Afrique du Sud, tout comme le Mozambique, proche à bien des égards du sud de la Tanzanie, mais étroitement lié à l'Afrique australe industrielle et de domination blanche.

Si morcelée soit-elle, l'Afrique orientale s'organise en quelques grands ensembles, auxquels correspondent des civilisations originales. Dans une bande continue de très faibles densités, un monde pastoral qui occupe les régions semi-arides cède la place vers le sud à une agriculture sans bétail, fondée sur le brûlis de la forêt sèche ; une civilisation céréalière, qui utilise l'araire, domine les plateaux éthiopiens, au contact de la Méditerranée et du Moyen-Orient ; le cœur de l'Afrique de l'Est, particulièrement divers, voit coexister des sociétés variées, plus pastorales ou

plus agricoles, et s'opposer à des régions céréalières des noyaux d'« agriculture plantée », où s'est développée la culture de la banane ; une frange côtière islamisée s'organise autour des villes commerçantes ; enfin, le monde insulaire oppose à Madagascar, sous-peuplé, où triomphe une civilisation rizicole, de petites îles surpeuplées vouées à l'économie sucrière.

Nous présenterons successivement ces grands ensembles après avoir défini les caractères des divers milieux naturels et les circonstances de leur peuplement. Mais les découpages politiques, arbitraires, ne s'appuient pas sur les grands types de civilisations, et les Etats doivent se construire en combinant des domaines divers : nous analyserons donc ensuite les conditions et les modalités du développement des économies nationales au cours des premières années d'indépendance, pour situer plus précisément, en conclusion, cette fraction du continent dans l'ensemble africain.

Les grands traits du relief

Aux paysages africains classiques de vastes aplanissements sur des roches anciennes, la tectonique combine en Afrique orientale des fossés d'effondrement de dimensions continentales, les *rifts*, dont la direction, méridienne dans l'ensemble, est souvent contrariée dans le détail, et auxquels s'associent d'importantes manifestations volcaniques.

Style africain : les grands aplanissements

S'il est souvent masqué, en Ethiopie et en Somalie, par des nappes de basaltes et des dépôts sédimentaires récents, le socle précambrien couvre les 4/5 de l'Afrique anglophone et les 2/3 de Madagascar. Dans le Nord-Est, l'ensemble métamorphique de schistes, quartzites, cipolins et paragneiss est perturbé par des venues granitiques d'âges divers. En Afrique anglophone, on peut plus aisément dégager certains caractéristiques

tères du socle. Celui-ci comprend un certain nombre de boucliers, constitués par les systèmes les plus anciens et les plus métamorphisés, môles du Nord-Congo, du Nyanza-Kavirondo (à l'est du lac Victoria) et du Centre tanzanien (système de Dodoma). Le Précambrien moyen est marqué par la formation, entre ces môles, des chaînes géosynclinales du Toro, et, au sud-ouest, de l'Ubendien, métamorphisées et aplanies. Au Précambrien supérieur se produit la puissante orogénèse d'une chaîne qui s'étendait de la région de Kibara au sud-ouest à l'Ankole au nord-est; une discordance majeure marque enfin le passage au Précambrien terminal de Bukoba, peu plissé au nord du moins et faiblement métamorphisé, avec surtout des quartzites, des schistes et des grès. A l'est, le système de Mozambique, qui s'étend à travers toute l'East Africa selon une direction méridienne, est formé de roches très variées, métamorphisées au Cambrien lors de deux phases orogéniques.

Chaque système est caractérisé par un certain type de métamorphisme et par un style tectonique souvent complexe. Ainsi, le système de Nyanza montre une prédominance des directions ouest-est, tandis que dans le Toro les principales directions de plissement, méridiennes dans la partie sud, passent à l'ouest-sud-ouest — est-nord-est dans la partie septentrionale. Ces lignes anciennes de plissement et de fracturation ont eu une influence non négligeable sur le tracé ultérieur des rifts.

A Madagascar, dominant gneiss, quartzites, cipolins, granites stratoïdes dont le classement en trois systèmes (Androy, Graphite et Vohibory), granitisés à trois reprises, est aujourd'hui remis en cause.

Les séries sédimentaires sont incomplètes et particulièrement peu étendues dans le centre de l'Afrique orientale. Le Trias, surtout continental, est plus développé à Madagascar (séries

de l'Isalo) et dans le sud-est de la Tanzanie ; le Jurassique marin, qui s'est largement étendu dans l'Afrique du Nord-Est, ne pénètre pas ailleurs à plus de 150 ou 200 km ; sauf à Madagascar, le Crétacé est essentiellement continental. Les séries éocènes et oligocènes occupent une très grande partie de la Somalie ; le Pliocène est partout détritique. Ces couches sédimentaires ne jouent en général qu'un rôle mineur dans l'élaboration du relief : peu étendues, sauf en Somalie, et n'ayant guère laissé de témoins sur le socle, elles présentent généralement peu de contrastes de dureté et se prêtent par conséquent à des aplanissements réguliers. Madagascar est une exception à cette règle, où les contrastes entre couches gréseuses et calcaires d'une part, argiles et marnes de l'autre, permettent la formation d'un très beau relief de cuestas, modérément perturbé par la tectonique.

La netteté et l'importance morphologique des surfaces d'érosion ont justifié des études détaillées, qui cependant ne permettent pas encore de bonnes corrélations entre pays. Surfaces fini-jurassique et fini-crétacée n'ont laissé en Afrique que des témoins mineurs, sauf en Ethiopie et en Somalie où elles ont été fossilisées sous des dépôts plus récents ; mais la surface « africaine » mi-tertiaire ou miocène et surtout la surface « post-africaine » fini-tertiaire ou quaternaire ont laissé des aplanissements d'une rare perfection ; dans le nord de la Somalie, en raison de la permanence de mouvements tectoniques, elles semblent se confondre en une seule surface complexe.

Malgré plusieurs essais, la corrélation entre surfaces d'érosion à Madagascar et sur le continent est encore imparfaite. La vigueur de l'érosion, liée à la proximité du niveau de base marin, a empêché la conservation dans la Grande Ile de vastes ensembles continus. Un seul aplanissement parfait a été conservé par endroits : le niveau supé-

rieur des *Tampoketsa*, remontant tout au plus au Crétacé terminal, protégé par des éléments de cuirasse et les môles résistants de barres granitiques. Les surfaces plus récentes sont imparfaites et d'extension locale : le « niveau intermédiaire », sans doute méso-tertiaire, et des « niveaux inférieurs », fini-tertiaires, sur les roches tendres, évoluant isolément. Madagascar offre sans doute un bel exemple du rôle de la tectonique et de l'érosion dans l'inachèvement et la destruction des aplanissements, mais dans toute l'Afrique orientale, du Crétacé à l'époque actuelle, les mouvements tectoniques ont fracturé ou gauchi les surfaces d'érosion.

Les rifts, accidents continentaux

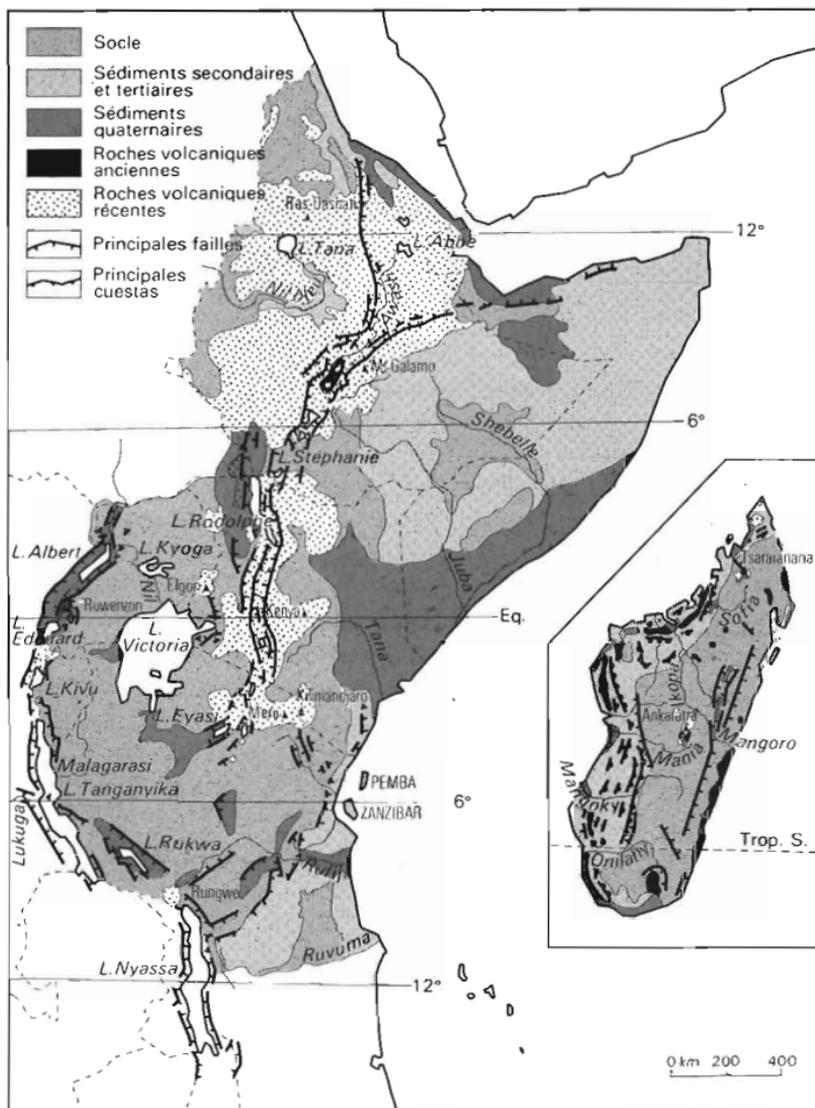
Jalonnés de lacs aux noms célèbres — Albert, Edouard, Kivu, Tanganyika... —, les grands fossés d'effondrement connus sous le nom de rifts, qui parcourent la totalité de l'Afrique orientale, sont l'élément le plus important de sa morphologie. Plus que par la vigueur des rejets de faille (plus de 3 000 m au nord du lac Nyassa) et l'ampleur des dénivelées, on est impressionné par l'existence même de ces grandes fractures fraîches dans un continent africain généralement marqué par des formes lourdes. Car les rifts ont des dimensions continentales : de la mer Rouge au lac Nyassa, ils s'allongent presque continûment sur plus de 4 000 km, unis en de rares secteurs pour diverger plus fréquemment en enserrant de hautes terres.

Au nord, les fossés de la mer Rouge et du golfe d'Aden convergent dans le grand triangle des plaines Afar-Dankali pour s'unir dans le rift éthiopien, prolongé par le fossé du

lac Rodolphe. Puis deux ensembles se distinguent, séparés par les plateaux du lac Victoria : le rift occidental et le rift oriental ou rift kenyan, qui se croisent dans la région du mont Rungwe. Tandis que la direction nord-ouest — sud-est de la partie méridionale du rift occidental se prolonge par le lac Nyassa, un fossé moins marqué, formant avec lui un angle aigu, marque la direction de la rivière Luangwa, affluent du Zambèze.

Quoique certaines directions soient remarquablement constantes sur de grandes distances, comme dans le fossé éthiopien, la ligne générale des rifts résulte souvent de la juxtaposition de segments plus ou moins bien reliés entre eux. De nombreux décrochements marquent par exemple les côtes du lac Tanganyika ; au sud du Ngorongoro, le rift oriental émet un diverticule vers le sud-ouest, où se loge le lac Eyasi. A ces irrégularités du tracé s'ajoute une grande variété des profils en travers et en long. Il est fréquent que l'un des bords du fossé soit considérablement plus élevé que l'autre : autour du lac Albert, la faille occidentale a créé un escarpement de 1 500 m, tandis que le bord oriental n'a que 800 m. Parfois, un seul bord du fossé est faillé : à la hauteur d'Addis-Abeba, le versant occidental du rift éthiopien semble seulement marqué par une flexure, face au vigoureux escarpement de la faille orientale. Le profil en long des fossés fait apparaître l'existence d'une série de paliers séparés par de fortes dénivelées. Par une série de gradins, le rift kenyan s'élève de 400 m au lac Rodolphe à 1 800 m au lac Naivasha pour redescendre à 610 m dans le bassin du lac Natron et s'effacer quelque peu sur le plateau central tanzanien.

De surcroît, l'ordonnance régulière et la platitude des fossés, dues à des accumulations sédimentaires, sont troublées par la présence de reliefs volcaniques ou de blocs cristallins

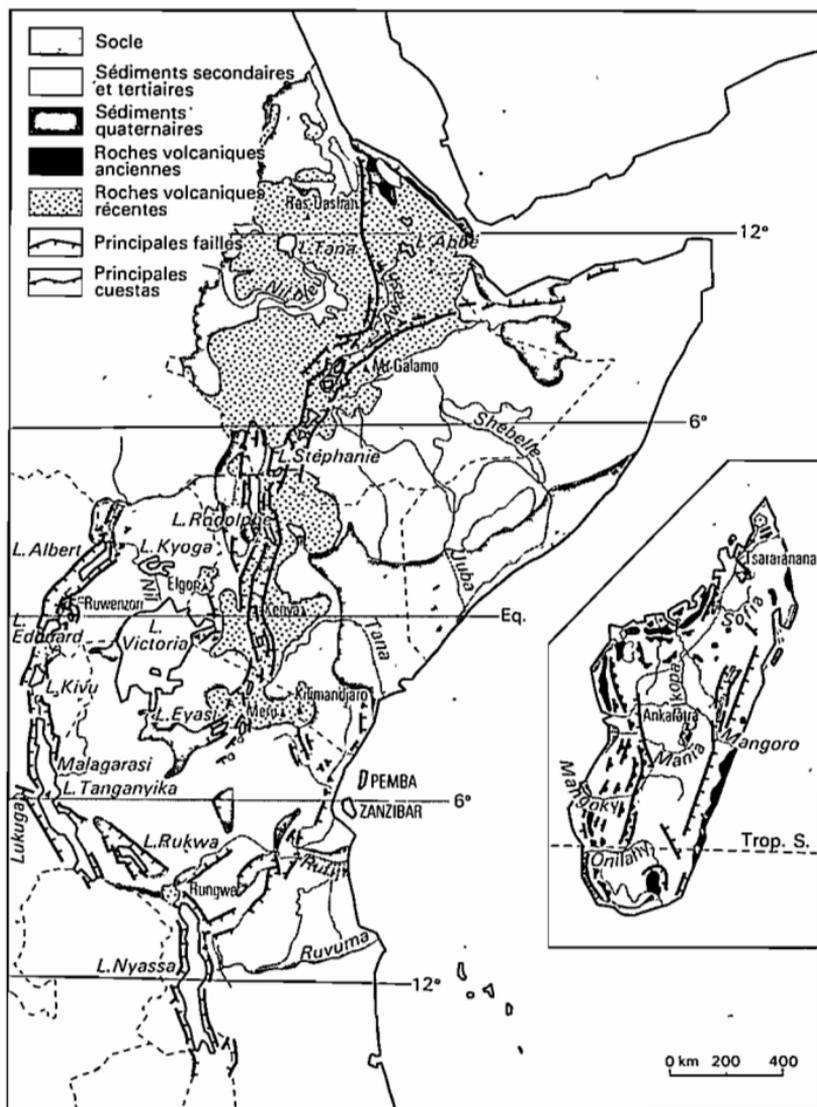


Géologie et morphologie

soulevés, dont le plus notable est le Ruwenzori (5 119 m), seule grande montagne d'Afrique orientale qui ne soit pas d'origine volcanique. L'écoulement des eaux en est perturbé, spécialement dans le rift kenyan, où l'endoréisme est de règle ; ailleurs, les émissaires des lacs ont fréquemment changé et se fraient un chemin par des gorges impressionnantes, comme la Ruzizi entre les lacs Kivu et Tanganyika.

L'ampleur du développement des rifts et leur extrême irrégularité de détail s'expliquent par leur origine. Ils sont la traduction en terre ferme d'un relief du fond des océans, des dorsales médio-océaniques. Les fossés africains sont un diverticule de la dorsale médio-indienne, grand Y renversé dont le pied se prolonge par le fossé de la mer Rouge. Ces larges bourrelets rompus en leur centre par un fossé axial semblent dus à d'amples et lents mouvements de convection du magma qui provoquent un bombement et des failles de tension en son centre. De fait, la plupart des fractures des rifts semblent être des failles de tension. L'échelle planétaire du phénomène et son caractère continu permettent de comprendre l'extension des fossés africains et la variété des profils, des rejets, des directions qui résultent d'une succession de mouvements poursuivis jusqu'à l'époque actuelle. Les fossés d'Afrique orientale ne sont pas des zones de paroxysmes tectoniques, mais de lents mouvements s'y déroulent sur de très longues périodes.

De grands accidents auraient esquissé les rifts dès le Précambrien, et le lac Nyassa existait déjà au Crétacé inférieur. Au nord, dans le fossé de l'Afar, les failles les plus anciennes, prémiocènes, sont toujours en activité. Plus récents, les rifts kenyan et ugandais dateraient pour l'essentiel du Néogène et du Quaternaire : de manière spectaculaire, des failles très récentes y affectent des gisements de l'âge de



Géologie et morphologie

Pierre ou des volcans aux formes très fraîches, comme le Sambu, près du lac Natron.

L'ampleur primordiale des grands fossés ne doit cependant pas nous faire négliger l'existence de fractures importantes qui semblent sans rapport avec eux, comme la faille d'Aswa, nord-ouest — sud-est, qui traverse l'Uganda de la frontière du Soudan au mont Elgon et semble se prolonger au Kenya.

Liés aux rifts, le volcanisme et les déformations du socle

La naissance des rifts s'est accompagnée d'amples phénomènes volcaniques, nappes de laves ou appareils, tant dans les fossés que sur leurs bordures jusqu'à des distances très considérables, car, sur le grand bombement d'ensemble dont le rift n'est qu'un élément, des failles et fissures secondaires apparaissent comme au cœur des fossés. Très variées dans leurs formes, les manifestations volcaniques sont inégalement développées selon les régions. Elles sont très localisées dans le rift occidental, avec des phénomènes explosifs dans la région du lac George, au pied du Ruwenzori, et, entre les lacs Edouard et Kivu, l'impressionnant ensemble des monts Virunga dont deux appareils sont encore actifs.

Le volcanisme est d'une tout autre ampleur dans les rifts éthiopien et kenyan. En Ethiopie, de part et d'autre du rift, d'immenses nappes de laves, basaltiques puis rhyolitiques et basaltiques, empilées sur plus de 2 000 m, semblent postérieures aux grandes fractures oligocènes. Sans doute ne s'agit-il pas toujours d'épanchements fissuraux sans appa-

reils. Le fond du fossé lui-même est largement couvert d'andésites et de rhyolites et de multiples édifices volcaniques récents jalonnent sa limite septentrionale. Dans le rift oriental, les grandes coulées débutent au Crétacé par des phonolites très fluides qui forment à l'est de grandes plaines comme celle d'Athi ; elles se développent à la fin du Miocène, avant l'apparition des fractures du fossé, et se poursuivent au Quaternaire, provoquant un empilement de plus de 1 500 m où est découpée la partie centrale du rift. Mais aux nappes se combinent de grands édifices volcaniques. Dans la « vallée », ce sont en particulier le Longonot, encore actif, au sud du lac Naivasha, et, au sud du lac Natron, le massif du Ngorongoro, avec son extraordinaire cratère d'effondrement et des coulées qui obstruent presque entièrement le fossé. Les volcans les plus importants sont cependant les grands édifices des plateaux orientaux et le mont Elgon, isolé à l'ouest du rift oriental. Leurs âges différents se traduisent par une dissection plus ou moins poussée. Tandis que le Kenya est morcelé par des vallées rayonnantes, le Kilimandjaro et le Meru, considérés comme actifs, ont des formes encore fraîches.

Les coulées de lave, en obstruant certains secteurs des fossés, ont contribué à perturber le drainage. Les coulées des monts Virunga ont coupé aux eaux du Kivu leur chemin vers le Nil, et, par la Ruzizi, elles gagnent le Tanganyika et, de là, le fleuve Congo.

La tectonique récente a d'autre part provoqué le morcellement du socle en une série d'éléments d'altitude et de morphologie variées. Les plateaux centraux sont les plus élevés. Au nord, le plateau central d'Uganda descend doucement vers le nord, de 1 300 à 800 m ; rares sont les hauteurs qui l'accidentent. Le plateau du lac Victoria, à une altitude un peu plus élevée, présente des paysages morphologiques très

différents au nord, avec les collines plates à flancs raides du Buganda, et au sud, où les glacis du pays sukuma sont dominés par des *kopjes* granitiques. Ces plateaux ont été déformés en une vaste gouttière qui provoque la concentration des eaux dans l'immense lac Victoria ; celui-ci, profond de moins de 80 m, massif mais très ramifié dans le détail, contraste par son dessin avec les lacs allongés et profonds des fossés. Les bords de la cuvette sont sujets à des mouvements de soulèvement sensibles qui ont provoqué, à l'ouest, le détournement vers le lac de certaines rivières affluentes du Congo. Plus au nord, la Kafu a de même été détournée vers l'est et le lac Kioga.

Le plateau central tanzanien dépasse souvent 1 300 m ; fort monotone dans son ensemble, il n'est disséqué que dans la basse Malagarasi et la région du lac Rukwa. Très plan est aussi le plateau masai, au nord-est, d'altitude un peu inférieure (1 000 à 1 300 m), parfois accidenté de collines granitiques aux flancs raides. Les plateaux orientaux ont les altitudes les plus faibles : au Kenya, il s'agit d'un plan incliné très régulier descendant vers l'est de 1 000 à 300 m et qui, déprimé au nord, s'ennoie sous les sédiments. Dans le sud-est de la Tanzanie, les plateaux, entre 330 et 660 m, forment un léger bombement ; aux zones très planes du socle de Mozambique s'oppose la dissection plus marquée des sédiments du Karroo.

Le relief de *horsts* est particulièrement caractéristique de la Tanzanie où les exemples les plus marquants sont le grand horst d'Iringa, dont la masse orientée nord-nord-est — sud-sud-ouest sépare plateau central et plateaux du sud-est, et, au nord, les petits massifs disposés en échelon d'Usambara, Uluguru et Pare.

Madagascar échappe au système des rifts, mais bombements, tectonique de faille et volcanisme jouent un rôle essentiel

dans sa morphologie. A plusieurs reprises, le centre de l'île a été relevé et affecté sur ses marges de flexures et de failles qui créent un contact souvent brutal avec les zones côtières sédimentaires. Deux directions tectoniques dominent : la direction côte Est (Nord 20° Est) et la direction Bongo lava (Nord 15° Ouest). La tectonique de faille, manifeste au Trias sur le versant occidental, a formé des fosses profondes remplies de sédiments et créé l'escarpement du Bongo lava. Au nord-ouest, le bassin de Majunga est séparé du centre de l'île par une ample flexure passant à la faille en profondeur. Le relief escarpé du versant oriental, la rectitude de la côte, accidentée par le *graben* de Maroantsetra, au nord-est, suggèrent l'existence d'une tectonique de faille qui n'est pas partout prouvée. La falaise de l'Est est sans doute un relief dérivé d'une faille de la première moitié du Tertiaire. Dans le fossé de l'Alaotra-Mangoro, parallèle à la côte, les failles ont joué jusqu'au Quaternaire récent.

Moins spectaculaires qu'en Afrique orientale, les phénomènes volcaniques sont à Madagascar importants et variés. Le Crétacé est caractérisé par des coulées fissurales surtout basaltiques, interstratifiées dans les couches sédimentaires au nord-ouest et au sud-est, et par la formation du grand massif de l'Androy, où 1 500 m de basaltes et de rhyolites sont déformés par un effondrement en chaudron. La deuxième phase volcanique s'est déroulée de la fin du Miocène au Quaternaire dans le centre des Hautes Terres et l'extrême Nord. Autour de l'Ankaratra, grand édifice hawaïen disséqué, les massifs de l'Itasy, et de Betafo ont des cônes stromboliens très frais. Au nord, seule la montagne d'Ambre, hawaïenne, est bien connue, mais les épanchements sont importants dans le massif du Tsaratanana.

Les côtes africaines, taillées dans des sédiments aplanis, sont généralement basses et régulières, accidentées au sud

par l'avancée de quelques grands deltas. Leur trait le plus marquant est l'importance des récifs coralliens soulevés ; un relèvement récent du niveau marin a créé par endroits des rias, beaux sites portuaires. Si la côte orientale malgache est d'une monotone rectitude, en dehors de l'échancrure de la baie d'Antongil, le relief du nord-ouest, envahi par la mer, a donné naissance à d'amples baies, comme celle de Narinda.

Les petites îles de l'océan Indien, parfois bordées de récifs coralliens (Mayotte et Maurice notamment), sont, sauf pour les Seychelles, entièrement volcaniques. L'archipel des Comores présente tous les degrés d'évolution du volcanisme, depuis les vieilles coulées basaltiques de Mayotte à l'est, jusqu'à la Grande Comore à l'ouest, où le Kartala, très actif, est un grand volcan basaltique, qui renferme en son centre trois cratères emboîtés. A l'île Maurice, un volcan hawaïen du Pliocène ancien, effondré en chaudron et érodé, a été complété par des venues quaternaires très récentes de basaltes poreux, issus d'une vingtaine de bouches. La Réunion comprend deux massifs : le Piton des Neiges est un édifice complexe construit en quatre temps, depuis 2 millions d'années ; il est morcelé par cinq cirques accolés, remplis de brèches et de coulées peu épaisses, et dont l'origine n'est sans doute pas un grand effondrement central, mais une érosion brutale ; à l'est, le volcan actif de la Fournaise, né au Quaternaire, comprend autour d'un cratère actuel quatre effondrements concentriques (fig. p. 159).

La tectonique cassante et l'activité volcanique ont donc fait apparaître dans toute l'Afrique orientale de vigoureux reliefs, alignés selon des directions méridiennes. Pourtant, les surfaces planes du vieux socle, si morcelées et dénivelées soient-elles par les failles, fortement attaquées par l'érosion à Madagascar, beaucoup mieux conservées en Afrique, occupent encore la plus grande surface : ces grands espaces d'altitude

LES GRANDS TRAITS DU RELIEF

moyenne et peu accidentés, qui sont en général sur le continent des régions sèches, montrent ce que serait l'ensemble de l'Afrique orientale si le fait de relief n'intervenait pas pour modifier de manière favorable un climat anormalement sec.

L'anomalie climatique de l'Afrique orientale

Sur la carte pluviométrique du continent africain, où les isohyètes se disposent normalement en zones parallèles à l'équateur, l'Afrique orientale, sèche jusque sous l'équateur, est, plus encore que l'Afrique du Sud-Ouest, une anomalie majeure, d'autant plus surprenante que la façade orientale devrait être frappée par des alizés humidifiés par un long trajet sur l'océan. De surcroît, les isohyètes sont disposées en bandes grossièrement méridiennes, reflétant assez précisément l'orientation des principaux reliefs. La relation entre relief et fortes pluies ne connaît que deux exceptions majeures, le plateau du lac Victoria et le Sud-Est de la Tanzanie, humides quoique peu accidentés. Une grande bande de faibles précipitations (moins de 750 mm) pénètre en coin vers le sud-ouest jusqu'aux limites de la Zambie, particulièrement marquée dans le nord et atteignant encore la côte sous l'équateur. Elle enserre le bastion éthiopien par deux branches annexes, le long de la mer Rouge, et en direc-

tion du Soudan par le lac Rodólphe. Cette vaste région de faibles pluies contraste avec des noyaux peu étendus de forte pluviométrie. A Madagascar, la disposition des isohyètes reflète également dans ses grandes lignes l'organisation méridienne du relief. Mais la Grande Ile, pourtant méridionale, est très fortement arrosée par rapport au continent et, contrairement à celui-ci, montre une nette diminution des pluies vers l'ouest.

Une convergence sans pluies

Pourtant, la circulation atmosphérique générale est comparable à celle du reste du continent. L'Afrique orientale est touchée par le grand balancement annuel de la convergence intertropicale, entre les deux alizés du sud-est et du nord-est, qui détermine une alternance de pseudo-moussons de directions opposées. Le mouvement de la convergence est même ici particulièrement accentué, allant de la mer Rouge au nord à 22° de latitude sud. La convergence intertropicale connaît des mouvements amples et souvent brusques. En janvier-février, elle est située sur le Nord du Mozambique et l'extrême Nord de Madagascar. En mars, elle entame une remontée rapide qui la mène, en avril, au-delà du 5° parallèle nord : l'alizé austral du sud-est, alors détourné de sa direction initiale, tend à longer la côte. En mai, la convergence est sur la Somalie et en juin-juillet sur le golfe d'Aden : les alizés vont alors jusqu'à prendre une direction ouest-est. A la fin d'octobre commence un mouvement de recul très brusque qui s'achève avec l'année.

Ce mouvement de la convergence, s'il rythme les climats de

l'Afrique orientale, ne suffit pas à déterminer les pluies, qui se produisent fréquemment avant ou après son passage et font intervenir d'autres phénomènes. Comment s'explique cette curieuse carence ?

On notera tout d'abord qu'elle n'existe pas à Madagascar et aux Mascareignes où les vents de sud-est apportent très régulièrement sur les façades orientales des pluies accentuées par un relief vigoureux, tandis que les versants « sous le vent », s'ils connaissent en hiver austral la descente de vents de foehn chauds et secs, sont très arrosés en saison des pluies : il tombe 1 527 mm en six mois à Tsiroanomandidy, dans le Moyen-Ouest malgache. Mais, asséchés par leur passage sur Madagascar, premier responsable donc de l'aridité du continent voisin, les alizés n'apportent à la côte africaine qu'une lame d'air humide assez mince, surmontée par un courant d'air sec venant aussi de l'est, qui empêche le développement des nuages en altitude et les grands phénomènes de convection, générateurs de pluies. De surcroît, les courants de sud-est continuent de présenter, après leur passage sur Madagascar, une tendance à la subsidence et, en arrivant sur le continent, divergent dans plusieurs directions. Or les pluies sont provoquées par l'ascendance et la convergence des masses d'air que seuls des reliefs sont aptes à provoquer ici, mais qu'ils suscitent trop peu puisque l'alizé, presque parallèle à la côte, les heurte rarement de plein fouet.

La trop rapide redescente de la convergence intertropicale ne saurait non plus provoquer de fortes pluies, d'autant qu'elle mène vers le sud des masses d'air d'origine continentale, à peine humidifiées par de courtes incursions océaniques. Madagascar et les Comores échappent encore à cette règle, car l'alizé du nord-est, détourné vers le sud-est au sud de l'équateur, se charge d'humidité sur le canal de Mozambique

et frappe de plein fouet Comores et bassin de Majunga à partir de décembre, y causant des pluies violentes (Majunga : 1 577 mm). Les effets de cette « mousson » s'atténuent vite vers le sud-ouest (Morondava : 780 mm), car les masses d'air déjà en partie asséchées prennent une direction presque parallèle à la côte. L'extrême Sud malgache, abrité de l'alizé par les hauteurs de l'est, est à peine atteint par la mousson et sa sécheresse est encore renforcée sur la côte occidentale par la présence d'un courant marin froid (274 mm à Soalara).

Les précipitations d'été austral sont souvent aggravées dans les îles par de violents cyclones, circulant d'est en ouest, dont les trajectoires, qui se recourbent vers le sud-est après leur passage sur Madagascar, n'atteignent qu'exceptionnellement la côte africaine.

Des pluies accidentelles

Si la combinaison des effets de relief et du jeu classique des mouvements atmosphériques permet d'expliquer les climats insulaires et leurs contrastes, il faut, pour saisir les climats de l'Afrique orientale, faire appel à d'autres phénomènes générateurs de pluie. Ceux-ci semblent d'échelles diverses.

De grande ampleur, mais irrégulière, est l'avancée des masses d'air humide congolais, provoquée en arrière de la convergence intertropicale par un courant ouest-est d'altitude, qui apporte des pluies importantes à l'ouest de la Tanzanie et de l'Uganda et joue un rôle décisif lors de la grande saison des pluies éthiopienne, de mai à octobre. D'autres phénomènes sont d'échelle plus locale. Ce sont d'abord des perturbations qui accentuent les mouvements de convection dans la

zone de convergence intertropicale, normalement calme. Ce sont aussi, dans les régions côtières, au mois d'août et septembre, des bandes de pluie, de direction est-ouest, qui pourraient être en rapport avec des venues d'air froid du sud dans l'alizé. A l'extrême nord, des fronts d'origine méditerranéenne apportent en décembre quelques pluies sur l'Erythrée et le Nord de la Somalie. Enfin, l'immense nappe d'eau du lac Victoria vaut à une grande part de l'Uganda un climat plus humide.

La variété et la courte durée de ces phénomènes atmosphériques sont illustrées par l'exemple de l'Ethiopie. Selon la latitude, elle devrait connaître un régime soudanien, avec une seule saison pluvieuse ; or, presque partout, on note l'existence de trois périodes de pluies d'importance inégale. La première, entre le 15 mars et le 15 mai, correspond à un affaiblissement de l'anticyclone d'Asie occidentale qui permet une invasion d'air maritime. La plus importante, de date normale, est liée à l'avancée de l'air congolais ; elle est plus longue dans le sud où elle dure de mai à octobre. Une brève période pluvieuse, enfin, suit à la fin de novembre le recul de la convergence qui permet une nouvelle irruption d'air maritime de l'est avant que ne se rétablisse un régime anticyclonique.

Des rythmes classiques mais une grande incertitude

Ces divers agents de précipitations interviennent en fonction du passage de la convergence. Aussi l'anomalie pluviométrique de l'Afrique orientale s'accompagne-t-elle de rythmes climatiques le plus souvent classiques : on peut, comme ailleurs,

opposer les régions équatoriales, qui connaissent deux saisons de pluies liées aux deux passages de la convergence, et les régions tropicales, où alternent une saison sèche et une saison de pluies d'été. Mais, à un rythme régulier correspondent des précipitations très variables selon les années. Cette incertitude, qui nuit au moins autant à l'Afrique orientale que sa relative sécheresse, s'explique par le caractère accidentel ou par la position géographique marginale de la plupart des agents de précipitations, air congolais ou air froid du sud par exemple. Seuls, les montagnes et les bords du lac Victoria (Entebbe : 1 506 mm) évitent presque cette irrégularité d'une extrême importance humaine et économique. Mais l'effet des pluies orographiques ne touche que des surfaces restreintes : au pied des monts Aberdares, Nairobi a déjà un climat très irrégulier où, pour une moyenne annuelle de 800 mm, on note un maximum de 1 550 mm et un minimum de 480. L'Uganda, où 78 % du territoire reçoivent en moyenne plus de 760 mm de pluies, échappe largement au risque de la sécheresse, mais il est grave pour le Kenya, dont 85 % des terres sont en dessous de cette moyenne. L'étude des régions climatiques ne peut donc s'appuyer seulement sur des moyennes, mais doit tenir compte de leur degré d'incertitude.

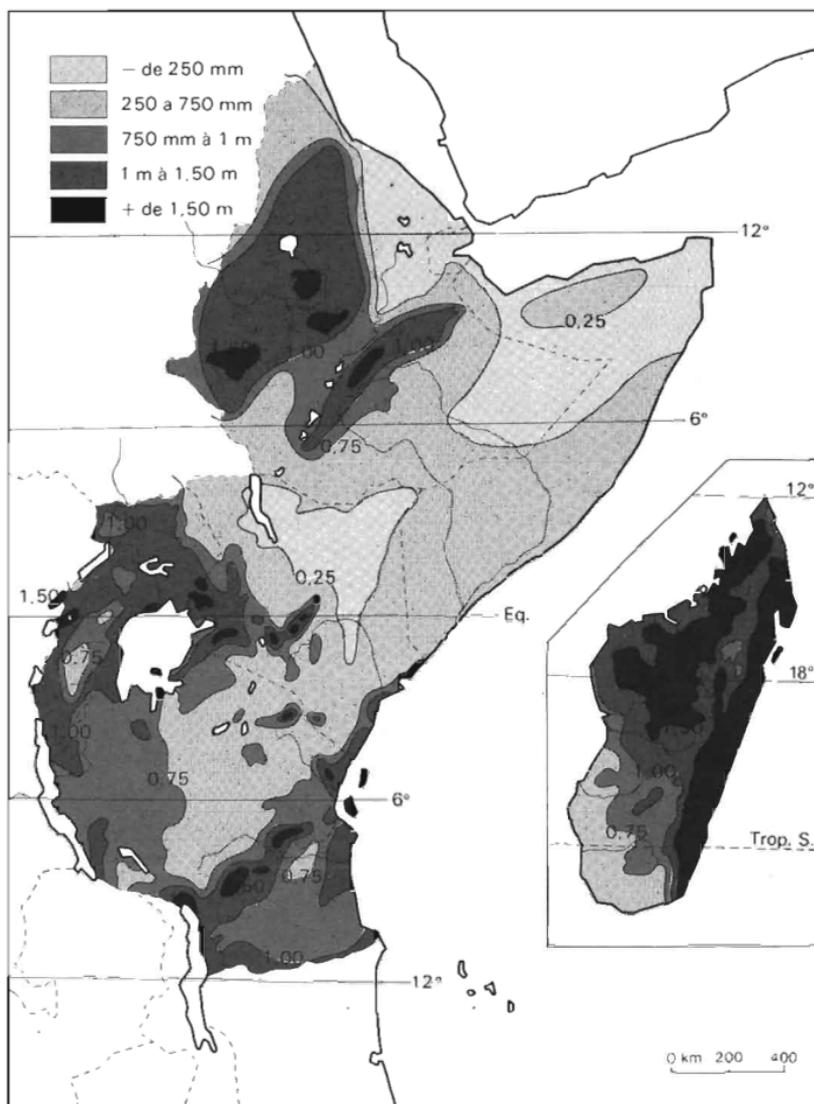
Les régions climatiques

Bien arrosées en comparaison du continent africain, les îles de l'océan Indien ont des régimes climatiques contrastés. A Madagascar s'opposent deux domaines : le domaine oriental et son annexe du Sambirano (Ambanja : 2 156 mm) connaissent un climat constamment humide, avec un minimum très peu sensible en octobre-novembre (Fort-Dauphin : 1 529 mm ;

Farafangana : 2 433 mm ; Tamatave : 3 529 mm ; Maroantsetra : 3 664 mm) ; dans le reste de l'île alternent une saison sèche d'hiver et une saison humide d'été, liée à la venue de la mousson. L'altitude et la position par rapport aux reliefs nuancent toutefois ce schéma : à plus de 1 000 m, l'Est des Hautes Terres (Tananarive : 1 354 mm ; Fianarantsoa : 1 222 mm) subit encore en hiver l'influence de l'alizé et connaît des brumes et des brouillards ; les précipitations diminuent rapidement et deviennent moins régulières dans le sud de la façade occidentale jusqu'à un extrême sud semi-aride au régime pluviométrique mal défini.

Parmi les petites îles, les Comores ont des pluies d'été comme la côte occidentale malgache, et les précipitations y varient selon le relief (Moroni, au pied du Kartala, reçoit 2 800 mm ; Dzaoudzi, sur l'île de Mayotte, 1 100 mm seulement) ; il en va de même pour les versants « sous le vent » des Mascareignes où les pluies sont médiocres (Saint-Paul-de-la-Réunion : 700 mm). « Au vent », les précipitations sont toujours plus fortes (Saint-Benoît-de-la-Réunion : 4 m), mais alors qu'à la Réunion le régime des pluies est identique à celui de la façade orientale de Madagascar, à Maurice la saison sèche est plus marquée, de juin à octobre, et seules les Hautes Terres sont constamment arrosées, avec parfois plus de 5 m de pluies, contre 1 300 mm sur les côtes nord et sud-est.

Du sud au nord de l'Afrique orientale, les rythmes climatiques se dégradent lentement et l'aridité s'accroît dans les basses terres. La plus grande partie du Tanganyika méridional a des climats à pluies d'été, entre novembre et mars. En revanche, la pluviométrie moyenne et les chances de s'en approcher varient considérablement. Une dorsale nord-est — sud-ouest, de pluies plus fortes et plus régulières, correspond à des Hautes Terres (plus de 1 m de pluies à Iringa). A



Pluviométrie annuelle

L'abri de cette ligne de hauteurs, à l'ouest, se trouve la région de pluviométrie la plus faible et la plus incertaine, avec des moyennes inférieures à 600, voire 400 mm, et un minimum probable toujours inférieur à 500 mm. Sur la côte et près du lac Tanganyika, les moyennes dépassent 800 mm (Dar-es-Salaam : 1 041 mm) et les pluies sont toujours supérieures à 500 mm. Les îles de Zanzibar et Pemba sont plus arrosées, notamment dans leurs parties hautes : 1 629 mm à Zanzibar.

Le passage aux régions caractérisées par deux saisons des pluies ne s'effectue pas selon une ligne est-ouest ; sur la côte, la limite entre les deux régimes passe à hauteur de l'île de Mafia, puis elle remonte brutalement vers le nord jusqu'à Nairobi pour prendre ensuite une direction grossièrement parallèle à l'équateur. Deux saisons des pluies se distinguent partout au nord de cette ligne, de mars à mai et d'octobre à décembre, mais, tandis que côte et Hautes Terres reçoivent toujours plus de 800 mm de pluies, la zone intermédiaire et les rifts ont des précipitations faibles et incertaines : il tombe moins de 600 mm dans les plaines d'Athi et au nord, sous l'équateur, Mandera ne reçoit que 234 mm. Sur les bords septentrionaux et occidentaux du lac Victoria, le régime à deux maxima est estompé par une humidité constante.

Au nord s'opère une transition vers les climats à saison des pluies unique, par l'intermédiaire de régions où le maximum estival est coupé d'une période légèrement plus sèche en juin-juillet : ce sont le Nord et l'Ouest de l'Uganda (où tombent en moyenne 1 250 mm de pluies, sauf dans le fossé du rift occidental où les précipitations sont inférieures à 1 m), l'Ouest du Kenya et le Sud-Ouest de l'Éthiopie, bien arrosé en général, avec souvent plus de 2 m de pluies. Mais, même dans le reste des Hautes Terres éthiopiennes (Addis-Abeba :

1 409 mm ; Gondar : 1 270 mm), les petites saisons des pluies que nous avons décrites ne sont jamais totalement masquées par la prédominance des pluies d'été qui se limitent à juillet et août dans le nord des plateaux occidentaux et sur les Hautes Terres orientales. Dans cette dernière région, (600 mm à Harar, 800 à 1 000 mm au-dessus de 2 000 m d'altitude), d'ailleurs, la saison pluvieuse d'avril-mai est assez marquée.

Ce régime à double saison des pluies, avant et après le passage de la convergence, peu conforme aux schémas traditionnels, intéresse les régions subarides, Nord-Est de l'Uganda, Nord du Kenya, Somalie (500 mm sur la côte méridionale, 250 dans l'Haud) et le rift éthiopien (600 mm dans la région de l'Awash), sauf la côte de la mer Rouge qui échappe au régime tropical : située en marge du monde méditerranéen, elle reçoit ses très faibles pluies (Djibouti : 130 mm ; Guban : 75 mm) au mois de décembre, lors du passage épisodique de fronts venus du nord-ouest.

L'originalité climatique des Hautes Terres

Hormis l'Uganda méridional et la façade orientale de Madagascar, les régions les plus fortement et les plus régulièrement arrosées sont aussi les régions les plus élevées et les plus escarpées. Le climat tempéré par l'altitude semble d'autre part plus favorable à l'activité humaine et la menace de certaines maladies tropicales s'y atténue : la malaria est rare au-dessus de 1 500 m et la glossine est inconnue à plus de 1 800 m. La fréquence des roches volcaniques promet enfin de bons sols. Tous ces facteurs qui font l'importance

UNE ANOMALIE CLIMATIQUE

démographique et économique des montagnes conduisent à analyser de plus près leurs caractères climatiques.

L'augmentation de l'altitude a des effets immédiats sur la température qui s'abaisse en moyenne de 0°54 par 100 m, tandis que le régime saisonnier s'accuse. Les montagnes ne sont pas toujours très arrosées (il ne tombe guère plus d'1 m d'eau en Kigezi) mais les pluies se font plus régulières et augmentent d'abord avec l'altitude. Ainsi en est-il au Ruanda et au Burundi ou sur les pentes du Kilimandjaro.

Ruanda, Burundi		Kilimandjaro	
Altitude	Pluviométrie	Altitude	Pluviométrie
inférieure à 1 000 m	800-1 000 mm	Arusha-Chini (600 m)	457 mm
1 000-1 500 m	900-1 200 mm	Moshi (910 m)	1 041 mm
1 500-1 800 m	1 000-1 100 mm	Kibosho (1 430 m)	2 286 mm
1 800-2 000 m	1 300-1 500 mm		

Au-dessus d'une certaine altitude cependant (entre 2 100 et 2 300 m au Kilimandjaro) les pluies deviennent plus faibles car les masses d'air ont largement déversé plus bas leur humidité. La période de pluies s'allonge en montagne : au Ruanda, on ne compte que deux mois vraiment secs, tandis qu'au bord du lac Tanganyika une saison sèche de quatre mois interrompt l'activité agricole.

La montagne africaine peut donc passer pour un domaine privilégié, au climat quasi tempéré. Au demeurant, bien des classifications climatiques l'excluent de la zone tropicale : la

définition des pays tropicaux par Köppen, pourtant la plus large, ne s'applique pas aux régions d'altitude supérieure à 1 850 m. Certes, en altitude s'atténuent certains traits classiques du climat tropical : les fortes chaleurs disparaissent, les variations diurnes et saisonnières de la température s'accroissent, et un véritable hiver peut apparaître. Mais les montagnes conservent des traits tropicaux essentiels, comme la faible variation de la durée des jours, qui rend délicate la culture des plantes de la zone tempérée, l'influence réduite de l'exposition sur la température, le soleil étant presque à la verticale. Seules les montagnes éthiopiennes, par leur situation en latitude, peuvent avec raison être classées parmi les régions tempérées.

D'autre part, selon leur position et l'exposition de leurs versants, les montagnes d'Afrique orientale offrent une grande diversité de situations climatiques. L'augmentation des précipitations, la baisse des températures sont beaucoup plus rapides en altitude près des côtes que dans l'intérieur : dans les monts Usambara, Amani, à 910 m, a une température moyenne annuelle de 20°5, qui n'apparaît qu'au-dessus de 1 400 m dans les Highlands du Kenya. Pour la même raison, malgré leur altitude médiocre, les Hautes Terres malgaches sont déjà franchement montagnardes (à Antsirabe, la température moyenne du mois le plus froid est de 12°4 et la moyenne annuelle des minima est de 10°4). Par l'effet de la continentalité, une différence nette sépare au Kenya les Hautes Terres de l'est et de l'ouest : si les températures moyennes annuelles sont peu différentes entre les deux régions, les extrêmes sont plus accusés à l'ouest qu'à l'est.

UNE ANOMALIE CLIMATIQUE

Altitude : 1 500 m	Ouest	Est
Moyenne des maxima	33°5	26°9
Moyenne annuelle	20°5	20°4
Moyenne des minima	11°3	13°7

L'exposition des versants est surtout d'une grande influence sur le régime pluviométrique et l'importance des précipitations. La face nord des monts Usambara a son maximum de pluies en fin d'année, par mousson du nord-est, tandis que le versant sud est surtout arrosé en mars-avril par l'air du sud-est. Au Kenya, tandis que les Hautes Terres orientales connaissent une saison sèche marquée de juillet à septembre, les Hautes Terres occidentales, recevant l'air du Congo et du lac Victoria, ont leur maximum de pluies entre avril et août. Or les différents courants atmosphériques n'apportent pas les mêmes quantités de pluies ; beaucoup de massifs montrent ainsi une nette dissymétrie de précipitations : le Kilimandjaro et le Kenya sont plus arrosés sur leurs faces méridionale et orientale, tandis qu'en bordure du rift occidental les faces ouest sont les plus humides. Ainsi, non contents de troubler l'ordonnance déjà capricieuse des précipitations, les massifs montagneux sont eux-mêmes des régions climatiques complexes qui permettent des types variés de formations végétales et une large gamme d'activités agricoles.

Végétation et sols des montagnes et des plateaux

L'importance de l'action humaine, particulièrement efficace sur des formations fragiles, soumises à des climats secs et incertains, rend complexe l'étude de la végétation. Les forêts denses, toujours vertes ou à feuilles caduques, sont très rares. Madagascar, souvent considérée comme un pays très déboisé, est en définitive relativement bien pourvue, avec une superficie forestière qui représente 21 % de la surface du pays. Certes, 45 % de la surface de la Tanzanie seraient boisés, mais il s'agit pour l'essentiel d'une forêt claire de *miombo* ; en Uganda, 5 % seulement du territoire sont considérés comme forestiers, contre 3 % environ au Kenya et à peu près autant en Ethiopie. Pourtant, protégée de l'action humaine, la forêt peut regagner rapidement du terrain : en Uganda, dans les îles Sese comme entre Kampala et Jinja, elle occupe des espaces d'où l'homme a été chassé il y a soixante-dix ans par la maladie du sommeil ; au nord-ouest du même pays, les franges de la forêt de Budongo portent

en trente ans une forêt secondaire stratifiée, avec des arbres de 55 m de haut.

On peut sommairement distinguer quelques grands ensembles : la forêt claire du Tanganyika (le *miombo*), les savanes de l'Uganda, les prairies de l'Ethiopie et de Madagascar, le *bush* et les steppes à épineux de la grande diagonale aride. Partout herbes et buissons dominant ; les forêts denses ne sont que des îlots et, sauf dans quelques cas exceptionnels, comme la forêt caducifoliée de l'Ouest malgache, les lambeaux littoraux du Kenya, ou les reprises forestières récentes de l'Uganda, elles se situent avant tout sur les montagnes où les pluies sont suffisantes et où, au-dessus d'une certaine altitude, elles sont relativement protégées du défrichement. Il semble légitime d'opposer deux domaines naturels, dont le contraste suscite maints développements de cet ouvrage : les régions montagneuses et les surfaces planes de plateaux et de plaines. Les premières, plus boisées, où altitude et climat déterminent un étagement de la végétation, offrent en définitive, à des latitudes différentes, des conditions écologiques assez semblables. Les secondes, quoique moins peuplées, ont une végétation plus aisément détruite par l'homme, dont les feux courants, surtout pastoraux, sont plus meurtriers qu'en montagne, grâce à l'importance de la végétation herbacée.

La végétation étagée des montagnes

Milieu forestier, la montagne est certes soumise à l'action obstinée des défricheurs, particulièrement sur ses versants les mieux arrosés. Mais, à une altitude variable selon les lieux, l'effort humain est entravé par l'excès des pluies et le

rafraîchissement du climat. A la Réunion, la forêt « au vent » n'a pas été attaquée à plus de 700 m au-dessus de Saint-Denis et descend de plus en plus près de la côte vers l'est, plus humide ; en revanche, « sous le vent », elle ne subsiste qu'à plus de 1 000 m. La zone des cultures ne dépasse guère 600 m au pied de la falaise orientale malgache, mais monte à 2 400 m au sud du Kilimandjaro. Ce sont donc les plus belles forêts qui sont détruites, car en altitude les arbres se font plus bas, plus tortueux, plus chargés d'épiphytes et de lichens. Dans l'Est malgache, à la forêt de basse altitude, très variée dans ses espèces, où une futaie de 25-30 m surmonte plusieurs strates d'arbres, succède de 800 à 1 300 m l'étage de moyenne altitude, à *Tambourissa* et *Weinmannia*, moins haut, plus encombré d'épiphytes, puis un étage montagnard, aux arbres couverts de mousses et de lichens, une classique *Nebelwald*. Au mont Elgon, la forêt d'altitude moyenne, à *Celtis* et *Albizzia*, apparaît vers 1 100 m ; à partir de 1 500 m, elle est remplacée par une forêt humide de montagne, moins haute, à *Pygeum*, qui, à plus de 2 000 m, se mêle de bambousaies.

Le bambou, absent pourtant des pentes du Kilimandjaro, est un des éléments classiques du paysage montagnard sur le continent. Il apparaît d'abord en mosaïque au milieu de la forêt, mais se développe à un niveau optimal, qui se situe au-dessus de la zone de plus fortes pluies, entre 2 400 et 2 900 m sur le mont Kenya, entre 2 300 et 2 750 m sur l'Elgon. La forêt monte souvent plus haut et est caractérisée dans ses étages supérieurs par les *Hagenia*.

Au-dessus de 3 000 m apparaissent des formations plus basses, fougères parfois très denses comme à Uvira à l'ouest du Tanganyika, ou bruyères mêlées à des *Hagenia* au Kenya et au Kilimandjaro. A plus de 3 600 m et jusqu'à 4 800 m règne la prairie alpine, peuplée de séneçons

et de lobélies géants, caractéristiques de l'Afrique orientale. Formation naturelle à l'origine, la prairie est cependant parfois étendue aujourd'hui dans les montagnes les moins élevées par l'action humaine aux dépens de la forêt d'altitude.

L'étagement végétal est plus difficilement perceptible en Afrique du Nord-Est où, notamment en Ethiopie, les rares arbres conservés sont généralement des espèces utiles. Pourtant, la notion d'étagement apparaît dans le vocabulaire abyssin qui distingue trois zones en fonction de l'altitude : la *Kolla* à moins de 1 800 m, la *Woina Dega* de 1 800 à 2 500 m, à laquelle succède la *Dega*. La *Kolla*, qui domine un bas niveau de savane, a un parc d'acacias, palmiers, baobabs et tamariniers. La *Woina Dega*, qui a pu être une forêt claire, porte une prairie parsemée de rares arbustes épineux, de quelques cèdres, oliviers ou *Podocarpus*. Dans la *Dega* on trouve encore quelques cèdres, oliviers et *Hagenia*, mais surtout, au milieu de la prairie, des fougères, des chardons géants et des lobélies.

Du nord au sud, on remarque donc de sérieuses différences ; toutefois, l'altitude compensant quelque peu les effets de la latitude, les étages supérieurs de la forêt, entre 2 700 et 3 000 m, semblent avoir été partout assez comparables, tandis que, d'autre part, les versants peu arrosés des montagnes méridionales présentent de sérieuses analogies avec les montagnes plus septentrionales ; comme au mont Elgon ou au Kenya où ils portent des boisements de *Podocarpus* et de cèdres.

Sur plus de 20 degrés de latitude, le domaine montagnard présente une organisation générale de même type et offre à l'activité humaine deux champs d'action privilégiés : les basses pentes d'une part et de l'autre le contact entre prairie et forêt d'altitude. Une bande forestière peut ainsi servir de

tampon entre deux groupes humains utilisant différemment deux niveaux montagnards ; la forêt s'interpose à la Réunion entre les champs de canne et les cultures vivrières des « Hauts », à Uvira entre l'étage des cultures et les pâturages des Tutsi, à Madagascar entre la riziculture de brûlis et la riziculture de vallée.

Forêts claires et formations ouvertes des surfaces planes

Sauf dans le sud, la végétation des plateaux et des plaines ne comprend guère de véritables formations forestières. A Madagascar, la forêt à feuilles caduques de l'Ouest est une futaie assez claire abritant de petits arbres de 4 à 10 m et parfois percée par les énormes troncs des baobabs. Par ses essences variées, elle contraste avec la grande unité des forêts claires du Tanganyika, les *miombo* où *Brachystegia* et *Isoberlinia* de 15 à 18 m au plus forment une voûte continue mais légère au-dessus d'une végétation dense à feuilles persistantes, à laquelle les feux substituent un tapis graminéen assez bas. Le *miombo* n'a guère d'équivalent : peut-être peut-on lui comparer la forêt de *Tapia* des pentes occidentales de Madagascar très résistante au feu ou, dans le nord de l'Uganda, les forêts claires d'*Albizzia*, d'*Acacia* et de *Terminalia*, qui annoncent l'Afrique occidentale.

La savane, où les arbres occupent moins de la moitié de la surface au milieu d'un tapis graminéen serré d'espèces tropicales comme l'*Hyparrhenia*, l'*Heteropogon*, le *Themeda*, le *Cymbopogon*, n'est en général qu'une formation secondaire succédant à la forêt. En Afrique orientale notamment, les

arbres d'espèces diverses s'y serrent souvent en petits bosquets drus, comme pour se protéger mutuellement du feu, particulièrement violent dans les hautes herbes.

La savane malgache est toujours une formation très ouverte, aux arbres rares et généralement peu variés dans une même petite région : on trouve des savanes à palmiers, grands rôniers ou *Satrana* très rabougris ; les savanes à *Sakoa*, grand arbre au port de pommier, et à *Tsingilofilo* qui rappelle le saule pleureur signalent des sols dégradés, tandis que les *Mangarahara* au bois noir et très dur indiquent des sols très pauvres.

La savane, peu étendue en Tanzanie, couvre en revanche le Centre et le Nord de l'Uganda. Les savanes à combrétacées, les plus fréquentes, entourent d'une vaste auréole une zone de savane à *Butyrospermum*, grand arbre au feuillage en boule qui pouvait jadis former une forêt claire. Quoique certaines espèces poussent dans des sols de vallée souvent engorgés, la savane à acacias correspond fréquemment à des régions peu arrosées, comme les rifts, ou le Nord de la Tanzanie, et peut être une forme de dégradation d'un *bush* où des euphorbes arborescentes se combinent aux acacias. On trouve des types de savanes comparables en Ethiopie, sur les basses pentes des grands massifs, avec des euphorbes, des combrétacées, des *Terminalia*.

La grande diagonale sèche qui traverse l'Afrique orientale est, comme l'extrême Sud de Madagascar, le domaine de formations plus xérophiles, *bush* très dense d'épineux et de plantes succulentes, ou steppes parsemées de maigres arbustes et de buissons. L'absence ou le caractère discontinu du tapis herbacé y rendent le feu de brousse moins redoutable. Le *bush* peut être une formation difficilement pénétrable, comme dans les parties sèches du Tanganyika ou le Sud malgache, avec ses euphorbes et ses didiéracées. Mais il cède

souvent la place à des formations plus facilement pâturées, comme dans les plaines masaï du Nord du Tanganyika, les parties sèches des rifts, le Nord-Est de l'Uganda, et les basses terres du Kenya, de l'Ethiopie et de la Somalie. Sous un climat sec, les arbres, *Commiphora* et *Acacia*, se font plus bas et plus tortueux. L'*Acacia Bussei*, qui atteint parfois 8 m de haut, exige encore plus de 300 mm de pluies malgré ses racines superficielles très étendues ; l'*Acacia etbaica* des zones basses de Somalie se contente lui de 150 mm. Dans les zones les plus arides, aux graminées pérennes succèdent des plantes saisonnières poussant brusquement avec la pluie : nous sommes aux frontières du monde désertique. La raréfaction des buissons avec la réduction des pluies n'est toutefois pas une règle absolue : l'Haud somalien et éthiopien possède encore une végétation buissonnante dense et variée que dominent même quelques *Albizzia*. Mais partout le surpâturage, problème général dans ces pays de pasteurs, tend à réduire la végétation et à faire de ces régions la proie de l'érosion et d'une désertification accélérée.

Des sols jeunes menacés par l'érosion

L'étendue des roches récentes, volcaniques en particulier, la fréquente sécheresse du climat, le relief accusé qui permet à l'érosion de tronquer les sols à peine formés sont trois facteurs qui, surtout dans les pays septentrionaux, expliquent la fréquente jeunesse ou le caractère embryonnaire des sols. Au contraire, dans les régions les plus humides, même si les roches sont jeunes et si la pente est forte, l'ampleur des précipitations accélère la décomposition de la roche : à la Réunion, les coulées du second Piton des Neiges; du début du

Quaternaire, sont extrêmement appauvries. Les sols jeunes issus de roches volcaniques sont en revanche souvent d'une assez grande richesse potentielle, tout comme les alluvions accumulées dans des dépressions mal drainées. L'Afrique orientale dispose ainsi d'une surface appréciable de sols de valeur, dont cependant l'utilisation rationnelle n'est pas, des plus aisées.

Seuls le Tanganyika et l'Uganda offrent des climats assez humides, une topographie assez molle pour que puissent se dérouler normalement les processus classiques de l'évolution pédologique tropicale, aboutissant à la mobilisation du fer, voire de l'alumine, sur de grandes épaisseurs et à la formation de cuirasses. Madagascar occupe une situation intermédiaire : les pluies y sont fortes, mais le relief vigoureux, la violence de l'érosion multiplient les sols tronqués et les phénomènes d'alluvionnement dans les vallées.

Les sols rocheux, sur laves récentes, ont une grande extension dans le Nord-Est, tant dans le Nord du rift oriental que sur les Hautes Terres éthiopiennes ou en bordure de la mer Rouge. Leur valeur dépend essentiellement de leur degré d'évolution. Les sols bruns des régions arides, très développés en Somalie, sont généralement peu fertiles ; toutefois, leur bonne structure, leur perméabilité naturelle les rendent aptes à une production agricole honnête s'il est possible de les irriguer. Dans les dépressions topographiques des rifts ou des vallées alluviales, où alternent faible drainage et dessiccation, se forment les argiles noires tropicales compactes, ou vertisols, qui sont parmi les meilleurs sols tropicaux, encore trop peu mis en valeur. Des sols similaires existent, plus au sud, sur la côte tanzanienne et les rives méridionales du lac Victoria.

Les versants des montagnes bien arrosées, en Ethiopie, au Kenya, dans l'Ouest de l'Uganda, au Ruanda et au Burundi,

portent des sols fortement décomposés mais tronqués par l'érosion comme les ferrisols ou les sols bruns eutrophes, de bonne structure, riches en éléments échangeables et donc assez fertiles, mais qui méritent d'être protégés contre l'érosion.

Le problème de l'érosion est également crucial à Madagascar, où il se forme sur la côte orientale, dans le Sambirano et la plus grande partie des Hautes Terres, des sols ferrallitiques, où l'alumine, comme le fer, est mobilisée; ils sont très rarement cuirassés, car le cuirassement ne peut se réaliser que sur d'importantes surfaces planes ou de faible pente; l'érosion les tronque en général, et ce rajeunissement provoque un enrichissement potentiel, difficilement exploitable en raison du risque de destruction des sols sous culture. Le versant occidental de Madagascar est le domaine des sols ferrugineux tropicaux, avec des épandages sableux très médiocres (« sables roux ») et très sensibles à l'érosion, même sur des pentes faibles. Les sols les plus riches et les moins fragiles sont partout ceux des vallées et des dépressions, souvent tourbeux sur la côte orientale et même sur les Hautes Terres, tandis que les riches *baiboho* de l'Ouest sont du type vertisol. L'extrême Sud, subaride, a comme la Somalie des sols peu évolués, dont une bonne part formée sur calcaire, qui supporteraient l'irrigation.

La Tanzanie et l'Uganda ont des sols plus classiques. L'essentiel de la Tanzanie est couvert de sols ferrugineux tropicaux souvent cuirassés, qu'on ne trouve en Uganda que dans la partie orientale, la plus sèche. Les sols ferrallitiques, fréquemment cuirassés eux aussi à l'origine, caractérisent le Sud-Est de la Tanzanie, le Sud et l'Ouest de l'Uganda. De manière générale, ces sols sont pauvres et profitent peu des apports d'engrais.

En fonction du relief les chaînes de sols

Mais il est imprudent de ne considérer que les grands ensembles : dès que la topographie est marquée, l'érosion, l'accumulation, le régime hydrique créent des « chaînes » de sols, qui font du versant un milieu agricole complet dont certaines parties peuvent être de réelle valeur. Dans les Hautes Terres de Gamu, au sud-ouest de l'Ethiopie, dans de profondes vallées suspendues au-dessus du rift, les hautes pentes, très raides, ont des sols fins et bien drainés convenant à l'orge ; plus bas la pente s'atténue et les sols argileux lourds, enrichis d'apports de l'amont, conviennent mieux à la culture de base, l'*ensete*. Au Buganda, le paysage, quoique accidenté, est sensiblement moins escarpé. Le sommet des plateaux anciens, dérivé de la surface de Buganda, est pauvre, consacré au pâturage. Les sols les plus riches, portant caféiers et bananiers, sont formés sur les pentes douces de la surface du Tanganyika au bas desquelles s'installent les maisons ; plus bas, des sols sableux gris, pauvres, reçoivent des cultures annuelles comme le sorgho, ou même le coton qui trouve toutefois ses meilleurs terroirs sur des argiles noires, proches des fonds marécageux. Au sud du lac Victoria, le pays Sukuma, plus sec, est dominé par des sommets granitiques en dômes ou en *tors*, avec à leur pied des sols *luguru* ou *kiganga* très peu épais, grossiers, laissés en pâtures ; les pédiments qui en descendent ont dans leur partie haute des sols *lusenyi* clairs, ou *isanga* roses à rouges, formés d'un mélange de sols ferrugineux et de produits de la désagrégation des granites ; de médiocre qualité mais légers, ils portent les champs de coton et d'arachide, autour des cases. Les bas des pédiments au sol gris plus argileux, *itogolo*, parfois engorgé, sont consacrés de préférence au

maïs. Des cordons sableux, marques d'anciens niveaux du lac, barrent les vallées ; ils reçoivent dans leur partie interne des champs de manioc et de coton, tandis que les argiles noires des vallées, les *mbuga*, sont parfois cultivées en riz.

Localement comme sur de grands ensembles, les sols d'Afrique orientale et de Madagascar ne sont donc pas tous d'une pauvreté désespérante. Mais beaucoup de sols à potentialités élevées ne sont pas cultivés, parce que leur utilisation suppose des moyens techniques et financiers considérables, ou plus souvent parce que chaque civilisation agricole utilise de préférence certains terroirs. Tandis qu'à Madagascar, les vallées, avant tout, sont aménagées, en Afrique orientale à l'inverse les pentes sont cultivées de préférence. Il reste donc à réaliser une utilisation complète de la gamme des sols disponibles.

Un carrefour de civilisations

Les pays d'Afrique orientale sont sans doute un des berceaux de l'humanité : on y a découvert le *Zinjanthropus* et l'*Homo habilis* d'Olduvai, au nord de la Tanzanie (— 1 750 000 et — 1 500 000 ans), et, plus anciens encore, les Hominiens de la vallée de l'Omo, en Ethiopie. Pourtant, les occupants actuels de ces territoires n'y sont établis qu'à la suite de mouvements récents, souvent postérieurs à l'an 1000 de notre ère, et que la conquête européenne vint interrompre ou perturber. Ces mouvements ont entraîné en Afrique orientale des populations très diverses dont une part importante est originaire du continent asiatique tout proche et où les civilisations agricoles et maritimes sont précocement apparues. Plusieurs courants, partant d'Asie occidentale, d'Indonésie et du cœur de l'Afrique, ont convergé ici, notamment dans la zone interlacustre dont le peuplement est particulièrement complexe.

Les techniques de production, les formes d'organisation sociale des divers groupes ont pu se compléter et se mêler d'emprunts divers ; il est donc aujourd'hui difficile de déga-

ger l'apport de chacun. Cependant, dans leurs grandes lignes, les civilisations des diverses vagues d'immigrants sont assez contrastées pour que l'analyse de leurs mouvements éclaire encore une étude géographique actuelle. Cette analyse est délicate, non seulement parce que subsistent de nombreuses zones d'ombre, mais aussi par suite du caractère passionné des débats. On distinguait traditionnellement, parmi les principales vagues de peuplement de l'Afrique orientale, les Bantou, les Hamites, les Nilo-Hamites et les Nilotiques. Cette terminologie est aujourd'hui remise en cause, en particulier par des chercheurs africains : on refuse le vocable de « Hamite », associé trop souvent à une idéologie qui voyait en ces groupes supposés d'origine blanche les introducteurs en Afrique des formes les plus évoluées de civilisation ; sans bouleversement profond de la classification, un nouveau vocabulaire est ainsi proposé, qu'on peut mettre en parallèle avec les termes classiques :

Ancienne terminologie	Nouvelle terminologie
Bantou	Bantou
Hamite	Couchite
Nilo-Hamite	Nilotique des plaines
	Nilotique des Hautes Terres
Nilotique	Nilotique des rivières et des lacs

Querelle de mots sans doute, mais dont on ne peut manquer de respecter les motivations profondes¹.

1. Il nous arrivera cependant encore d'employer l'ancienne classification, de maniement stylistique plus aisé.

Les plus anciens groupes encore représentés en Afrique orientale semblent être des Bushmen qui vivent de chasse et de cueillette, et dont quelques représentants subsistent encore près du lac Eyasi. Très anciens aussi sont ceux que l'on nomme les chasseurs symbiotiques, qu'on trouve encore en Ethiopie, en Somalie, dans les régions sèches du Kenya, où ils sont en contact étroit avec les agriculteurs voisins.

Mais si ces groupes ont été en quelque sorte préservés par la rusticité de leur genre de vie, l'Afrique orientale abonde en traces de civilisations disparues, fragiles parce qu'évoluées. S'agit-il, comme on le dit souvent, de civilisations « blanches » ? Dès les temps préhistoriques, au Paléolithique, existait une civilisation assez élaborée de chasseurs et pêcheurs capsien (cinquième millénaire) qui pratiquaient notamment la poterie. On a écrit que, si les Capsien du Soudan (Khartoum) étaient des négroïdes, ceux du Kenya étaient des proto-Hamites : ceci est aujourd'hui contesté. Aux temps historiques, au début du deuxième millénaire, existait au Kenya une civilisation agricole azanienne, fort évoluée, qui a laissé des vestiges de maisons de pierre, de terrasses et de systèmes d'irrigation, de grandes routes. S'agit-il de Couchites chassés de la corne de l'Afrique par la pression arabe ? ou plus simplement de négroïdes ? Quoi qu'il en soit, l'Azanie fut balayée par l'expansion bantou et ses habitants assimilés, réduits ou repoussés.

La genèse des Bantou et leur expansion

Le mouvement d'expansion des Bantou, qui occupent aujourd'hui tout le Centre et le Sud de l'Afrique et une part

importante de l'Afrique orientale, frappe par sa rapidité et son ampleur. Mais l'origine des Bantou reste entourée de mystère. Le terme qui les désigne n'a au juste qu'un sens linguistique, s'appliquant à des populations qui parlent des langues très voisines, apparentées à celles de l'Ouest soudanien et qui n'ont pas dû se séparer depuis plus de deux ou trois mille ans. Les Bantou ont envahi l'Afrique orientale et méridionale dans les premiers siècles de notre ère, apportant l'usage du fer et des techniques agricoles nouvelles, notamment l'usage des plantes bouturées, l'igname et surtout la banane à cuire, qui leur permettait d'occuper la forêt humide. Quoique certains auteurs aient attribué ces connaissances à des influences indonésiennes, venues par Madagascar et la vallée du Zambèze à un pays bantou dont le cœur se situerait près du Katanga, il paraît plus probable que les Bantou, originaires de l'Adamaoua, aient, s'ils ne l'ont pas découvert seuls, reçu l'usage du fer de l'Égypte par le Soudan, et que la banane ait atteint le centre de l'Afrique par les oasis du Sud de l'Arabie et l'Éthiopie. L'apport indonésien à la civilisation bantou nous semble mythique.

Ces nouvelles techniques ont permis aux Bantou de conquérir la forêt surtout sur ses marges les plus fragiles, à l'est. Un premier mouvement aurait conduit les pré-Bantou, par les lacs du rift occidental, au Katanga et en Zambie où se serait formé le groupe proto-Bantou. L'expansion ultérieure, aux causes obscures, ne peut pour le moment être tracée précisément. S'agit-il d'un mouvement en éventail à partir du foyer méridional, ou d'un mouvement à partir de deux centres : un centre septentrional, diffusant vers le lac Victoria, le Kilimandjaro et la côte, un centre méridional d'où les Bantou ont gagné l'océan et remonté jusqu'à la vallée de la Juba ? On ne sait. Il est sûr, en tout cas, que les Bantou

ont pénétré loin vers le nord-est d'où ils ont dû refluer tardivement pour gagner la région du mont Kenya : les Kikuyu, par exemple, n'occupèrent la région de Fort Hall qu'au XVIII^e siècle.

Sauf dans cette zone septentrionale contestée, les Bantou ont absorbé les populations plus anciennes, qui ont adopté leur langue. Mais sans doute les envahisseurs furent-ils aussi influencés par les vaincus ; d'où les profondes différences entre groupes bantou, malgré l'homogénéité linguistique. Certains Bantou ont adopté l'agriculture céréalière ; ayant originellement un système de parenté matrilineaire, les Bantou du Nord sont devenus patrilinéaires ; alors que la société bantou traditionnelle semble ne pas avoir de chefs et s'appuyer seulement sur l'autorité des anciens, plus de la moitié des tribus bantou d'Afrique orientale ont aujourd'hui des chefferies. Cette évolution, sans doute précoce, a été incontestablement accélérée par de nouveaux envahisseurs.

Les nouvelles invasions

Au début du deuxième millénaire de notre ère, les Couchites, en nombre croissant, occupèrent la « corne de l'Afrique » et s'étendirent dans l'ensemble du massif éthiopien, peut-être poussés par une phase d'assèchement du climat. Leur mouvement chassa vers le sud des populations nilo-hamites (Nilotiques des plaines ou des Hautes Terres), venues du nord du lac Rodolphe, tandis que la crise qui suivit, dans la vallée du Nil, la chute des royaumes chrétiens du Soudan provoqua un même mouvement des Nilotiques du Bahr-el-Ghazal. Expansion bantou et mouvements des groupes du Nord et du Nord-Est ne furent donc pas strictement successifs, mais pour une bonne part simultanés.

Les grandes invasions, dans le Nord-Est, débutèrent au *x^e* siècle. Les royaumes abyssins, chrétiens depuis le *iv^e* siècle, durent lutter sans trêve contre les émirats des régions basses, Ifat et Harar, puis contre les invasions galla, particulièrement au *xvi^e* siècle. Or, les galla conquérants fuyaient devant la progression des Somali qui, partis des bords de la mer Rouge, avancèrent vers l'ouest jusqu'au *xviii^e* siècle par la côte et la vallée de la Shebelle. Cette expansion, d'autre part, provoqua le mouvement des Nilo-Hamites — Nandi ou Masaï — s'enfonçant en coin dans la masse bantou. L'arrivée des Nilotiques fut plus tardive, et se traduisit au *xv^e* siècle par l'invasion de petits groupes guerriers des rives nord du lac Victoria, puis au *xvii^e* siècle par le mouvement de masse des Luo à l'est du lac. La conquête nilotique entraîna le départ vers le sud des groupes régnants qui s'installèrent au Ruanda, au Burundi, dans le pays de Bukoba, chez les Sukuma et sans doute jusqu'au sud-ouest du Tanganyika.

Nouveaux types d'activités et nouvelles formes d'organisation caractériseraient les groupes envahisseurs. Le plus souvent pastorales, patrilinéaires, les sociétés couchites confieraient les tâches agricoles à des groupes asservis et connaîtraient l'existence des chefferies ; ce dernier point cependant est loin d'être général, et la chefferie somali, d'origine arabe, est purement honorifique. Les sociétés pastorales nilo-hamitiques, sans chefs, ont une stricte organisation en classes d'âge. Enfin les Nilotiques, pour qui particulièrement les bœufs ont une valeur sacrée et une fonction sociale, auraient apporté avec eux la conception d'un roi sacré, fréquente dans la vallée du Nil.

L'expansion de l'élevage bovin, l'organisation de systèmes politiques monarchiques, centralisés et hiérarchisés, plus aptes à contrôler l'espace seraient pour certains les consé-

quences des nouvelles invasions. En fait, la liaison entre ces divers faits est très floue : le plus souvent, jusqu'à une époque tardive, l'élevage reste une activité périphérique, pratiquée sur la frange des royaumes, tandis que l'organisation politique et spatiale de ceux-ci n'est, quelles que soient ses origines, réalisée que dans des groupes d'agriculteurs très attachés à la terre, et atteint son achèvement le plus remarquable chez les Baganda, avec l'apparition de véritables fonctionnaires royaux. L'adoption de nouveaux systèmes sociaux peut d'ailleurs résulter d'emprunts et non de conquêtes : pour des raisons d'efficacité, les Kikuyu ont adopté le système de classes d'âge de leurs voisins Masai. Cette évolution politique et sociale et l'organisation qui en résulta étaient d'ailleurs loin d'être achevées lors de l'irruption des Européens.

Le mystère malgache

Au premier abord, Madagascar semble par son peuplement extrêmement différente du continent africain : civilisation et langage sont causes d'un évident particularisme. Mais l'origine des habitants de la Grande Ile reste incertaine. La seule certitude est ici encore linguistique : les dialectes malgaches sont tous d'origine malayo-polynésienne et se seraient séparés des langues asiatiques dès les premiers siècles de l'ère chrétienne. La linguistique suggère d'autre part une divergence d'une quinzaine de siècles entre les plus différents parmi eux.

Les conditions de la navigation océanique n'ont imposé aux divers groupes indonésiens aucun itinéraire particulier, et ils ont pu arriver soit directement, soit par la côte d'Afrique

orientale, où certains chercheurs ont cru retrouver leur trace. Dans la première hypothèse, ils ont dû débarquer à l'est, ce que paraît confirmer la présence des densités les plus fortes dans un triangle dont la base est sur la côte orientale ; dans le deuxième cas, passant par les Comores, ils auraient touché terre au nord-ouest, ce que confirmerait la diversité des dialectes de cette région.

S'ils sont passés par l'Afrique, les premiers Malgaches ont dû se mêler aux peuples africains : ce mélange, souvent mis en doute, semble pourtant devoir être prouvé par les recherches actuelles d'anthropobiologie ; mais il reste à expliquer comment des Indonésiens peu nombreux ont pu imposer l'adoption de dialectes difficiles et profondément différents de toute langue africaine. On doit pour le moment s'en tenir à des hypothèses : par l'Afrique et les Comores, les premières migrations auraient pu s'effectuer au plus tôt entre le IV^e et le IX^e siècle, augmentées ensuite jusque vers 1200 par de nouveaux apports, plus nettement africains. D'autres groupes indonésiens seraient arrivés directement sur la côte orientale entre 1300 et 1500 et auraient gagné les Hautes Terres en chassant ou assimilant les premiers Malgaches ou Vazimba.

Le monde de l'océan Indien

Quelle que soit l'importance des apports africains, Madagascar, quoique marginale, a, comme la côte africaine, fait partie de l'aire d'expansion commerciale et culturelle musulmane dans l'ouest de l'océan Indien. L'existence de cités commerçantes et la présence de marchands du Moyen-

Orient sont une constante sur la frange côtière. Commerçants gréco-romains et indiens étaient en Somalie au début de notre ère, et au même moment les Arabes troquaient, au Tanganyika, le fer contre l'ivoire. La prédominance arabe s'accrut dans les siècles suivants et par la présence continue de communautés marchandes provoqua une véritable islamisation des côtes au XII^e siècle. Par l'intermédiaire de l'Indonésie sans doute, des échanges s'effectuèrent alors jusqu'en Chine. Au XV^e siècle, qui marqua l'apogée des villes côtières, on comptait 37 centres entre Mogadiscio et Kilwa, groupant autour d'un comptoir étranger des villages africains. En 1498, l'arrivée des Portugais rompit cet équilibre.

Sans jamais réussir à s'établir solidement ni à commercer avec profit, même au XVIII^e siècle où leurs affaires furent pourtant les plus prospères, les Portugais contribuèrent à ruiner la côte, saccagée de surcroît par les massacres des sauvages Zimba, venus du sud à la fin du XVI^e siècle. L'expansion du sultanat d'Oman, qui se libéra en 1650 du joug portugais, marqua un nouveau temps de la prépondérance musulmane et une évolution commerciale. Jusque-là, sauf en Somalie, la traite des esclaves était rare et le commerce avec l'intérieur, mal organisé, portait sur l'ivoire, l'or, le cuivre du Katanga. Au XVIII^e siècle, la traite se développa, en particulier vers les Mascareignes, et les sultans d'Oman organisèrent un véritable empire commercial, avec de solides comptoirs et des caravanes vers l'intérieur. Une brillante civilisation côtière, la civilisation swahili, naquit de la fusion d'éléments islamiques et africains, et le swahili, combinant grammaire bantou et vocabulaire arabe, gagna peu à peu l'intérieur.

L'influence britannique

L'apogée de la civilisation côtière se situe sans doute durant la seconde moitié du XIX^e siècle, après l'établissement à Zanzibar en 1840 de Sayyid Saïd (1806-1856). Sayyid contrôlait pratiquement toutes les villes côtières jusqu'à la Ruvuma et multipliait ses ressources par une politique économique habile, encourageant le commerce sur lequel il ne prélevait qu'une taxe de 5 % aux importations, organisant les caravanes arabes qui se passaient de l'intermédiaire des Nyamwezi et assurant la prospérité de son empire par le développement à Zanzibar et à Pemba de grandes plantations de girofle. La Grande-Bretagne, à partir de 1822, lui apporta son appui, espérant grâce à lui faire disparaître la traite, et Zanzibar signa des traités avec les grandes puissances européennes et les Etats-Unis. En 1859, l'île exportait pour 750 millions de livres d'ivoire, de girofle, de cauris et importait pour 909 millions de livres de cotonnades et de perles de verre.

Mais ce commerce licite ne fit pas disparaître la traite, qui se poursuivit à Kilwa. Les traitants arabes, pénétrant hardiment dans l'intérieur, armaient certains royaumes comme le Buganda, qui leur livraient de l'ivoire et des esclaves. Les méfaits de la traite gagnèrent donc malgré tout l'intérieur, où les troubles furent aggravés par la pénétration des armées égyptiennes le long de la vallée du Nil. L'intervention européenne, précipitée par l'apparition de nouveaux impérialismes, a sans doute empêché l'entrée de l'Afrique orientale dans l'orbite islamique.

A la même époque, les Britanniques menaient à Madagascar une politique identique, en soutenant un royaume qui semblait capable de soumettre toute l'île et d'accepter l'inter-

diction de la traite. C'est ici la monarchie merina, connue plus tardivement que les royaumes côtiers, mais dont les grands souverains, Andrianampoinimerina puis Radama I^{er}, montrèrent une remarquable capacité de conquête et d'organisation du territoire. Soutenu par les subsides et les conseils des Anglais, Radama étendit son royaume des Hautes Terres au nord-ouest et à l'est de l'île et accueillit missionnaires et artisans protestants. Malgré la réaction nationaliste et anti-chrétienne de Ranavalona I^{re}, la pénétration de la technique européenne se poursuivit tout comme la conquête merina, qui ne fut cependant pas suivie d'un réel contrôle. La conversion de Ranavalona II et de son premier ministre au protestantisme en 1869 parut marquer le triomphe de l'influence britannique, mais celle-ci ne se traduisit par aucun protectorat. D'autre part, sans grandes ressources, le royaume merina n'avait pas les moyens de sa politique et ses efforts l'épuisèrent. La crise de la société merina en fit une proie facile pour l'impérialisme français, quand, à la fin du siècle, les puissances européennes se partagèrent précipitamment l'Afrique orientale.

Le partage de l'Afrique orientale

Alors qu'en 1860 aucun Européen n'avait voyagé au cœur de l'Afrique de l'Est, exception faite de l'Ethiopie et de Madagascar, trente ans plus tard seuls ces deux pays échappaient encore à la mainmise, au moins théorique, des Européens. Cette appropriation formelle, qui remplaçait l'empire informel de la puissance économique dominante, la Grande-Bretagne, s'explique par la brusque intervention des Allemands, qui, à partir de 1884, multiplièrent les traités

de protectorat avec les chefs africains. Le partage définitif des territoires entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne en 1890 mena rapidement à une occupation réelle. Plus au nord, sauf dans le Somaliland proche d'Aden et à Djibouti, les Italiens s'efforçaient d'affirmer leur présence, occupant Massawa en Erythrée, et concluant une série de protectorats avec les chefs somalis. La volonté d'établir un protectorat sur l'Ethiopie les conduisit à un conflit armé avec l'empereur Ménélik, et à l'humiliante défaite d'Adoua, premier grand succès des Africains sur les conquérants européens (1896). A Madagascar, un conflit semblable aboutit en 1895 à la prise de Tananarive, puis à la disparition de la monarchie ; il fallut dix ans de dure « pacification » pour parvenir à l'unification de la Grande Ile sous la tutelle coloniale.

Au Kenya, en Uganda, au Tanganyika, le contrôle du territoire progressa vite à la faveur de la concurrence anglo-allemande, qui conduisit les gouvernements à suppléer très tôt les compagnies à charte. Des chemins de fer furent hâtivement construits jusqu'aux lacs, de Mombasa à Kisumu au Kenya, entre 1896 et 1902, et de Dar-es-Salaam à Kigoma au Tanganyika entre 1905 et 1914. Au Tanganyika et au Kenya, Allemands et Anglais, se trouvant en général face à des sociétés sans Etat, nommèrent certes des chefs, mais mirent en place une administration assez directe. En revanche, dans l'intérieur, découvrant des royaumes aux brillantes apparences, ils s'orientèrent vers une administration indirecte, au profit particulier de ceux qui s'étaient faits leurs alliés, comme le Buganda qui, en récompense de son soutien contre le Bunyoro, reçut de nouveaux territoires et un statut politique privilégié. Dans les limites du système colonial du moins, l'autorité des monarques fut renforcée et leur pouvoir territorial étendu, notamment au Ruanda, à

des zones encore insoumises ; les classes dominantes furent favorisées, comme en Buganda où, en 1901, la terre fut donnée aux féodaux et fonctionnaires royaux. Après 1918, le Tanganyika sera administré par la Grande-Bretagne, le Ruanda et le Burundi par la Belgique sans que le système administratif soit considérablement modifié.

Cette différence dans les systèmes administratifs eut de profondes répercussions sur l'évolution économique et le peuplement. Dans les « protectorats » l'accent fut mis sur le développement de l'agriculture indigène. En Uganda, l'établissement de colons n'a jamais été souhaité. A Zanzibar, le système féodal et les grandes plantations arabes furent préservés. Au Tanganyika, au contraire, les Allemands favorisèrent l'implantation d'une appréciable colonie européenne, qui atteignait 5 336 personnes en 1914, sans toutefois interdire formellement aux Africains les cultures d'exportation. Il en fut autrement au Kenya où l'on encouragea, sur les Hautes Terres, l'établissement d'une colonie européenne aux effectifs toujours assez limités (il y aura au maximum, en 1960, 67 700 Européens, dont une minorité de colons), mais qui s'octroya une puissance économique exceptionnelle et le monopole de l'agriculture d'exportation.

L'établissement de colons européens eut au Kenya une influence très forte sur la situation des Africains, confinés dans des réserves et incités à travailler sur les plantations. Si les spoliations foncières ont touché surtout des tribus pastorales comme les Masai, elles ont arrêté l'expansion vers le sud des agriculteurs kikuyu. La colonisation figea une situation encore mouvante, et de surcroît troublée, juste à ce moment, par une série d'épidémies catastrophiques. Les Kikuyu venaient d'être décimés par la variole qui leur fit abandonner la région de Nairobi. Au même moment, la peste bovine provoquait une hécatombe de bétail, et détrui-

sait certains royaumes de pasteurs. Enfin, la mouche tsé-tsé étendait son domaine, s'attaquant aux hommes comme aux bœufs : au début du siècle, la maladie du sommeil fit 200 à 300 000 morts en Uganda, surtout sur les rives du lac Victoria, et dans le centre du pays où de vastes surfaces furent fermées au peuplement. De cette cristallisation d'une situation de crise résulteront de nombreuses difficultés.

L'occupation européenne provoqua enfin l'augmentation des minorités asiatiques, déjà présentes sur les côtes et qui se répandirent alors dans l'intérieur. A côté de leurs traditionnelles fonctions commerçantes, elles assumèrent, dans les pays d'administration directe, des tâches nouvelles d'intermédiaires entre Européens et Africains, en peuplant la petite administration et les services techniques. Les Asiatiques formèrent une grande part de la population des villes dont il accentuèrent le caractère étranger à l'Afrique. En 1962, ils étaient plus de 300 000 en Afrique anglophone, dont 90 000 au Tanganyika, 75 000 en Uganda et 135 000 au Kenya

Madagascar est un cas original parmi les pays tropicaux colonisés par la France ; la politique d'administration directe et d'assimilation théorique s'y appliqua à un contexte particulier. Avec plus ou moins de réticence, l'administration utilisa comme agents les Merina et Betsileo des Hautes Terres, plus instruits, favorisa leur établissement sur les côtes, ce qui, à la fois, accentuait l'unité de l'île et attisait les rivalités entre côtiers et habitants de l'intérieur. D'autre part, la colonisation agricole européenne fut relativement importante. Malgré la variété de ses formes, la masse des colons était sans grands moyens et ses rapports avec la population malgache n'en furent que plus tendus. L'insuffisance de la production européenne a finalement incité l'administration, surtout sur la côte orientale, à forcer les paysans à produire

pour l'exportation ; mais les cultures de plantation, d'abord pratiquées sous forme de travail quasi forcé chez les Européens, ne suscitèrent ici qu'un très faible engouement.

L'Ethiopie, enfin, ne fut occupée par l'Italie que de 1936 à 1941. En ce court laps de temps, l'œuvre italienne, préparée depuis longtemps par une pénétration commerciale, fut impressionnante dans le domaine des travaux publics, mais sans effet sur la production et sur l'organisation sociale mise en place par l'empire abyssin conquérant.

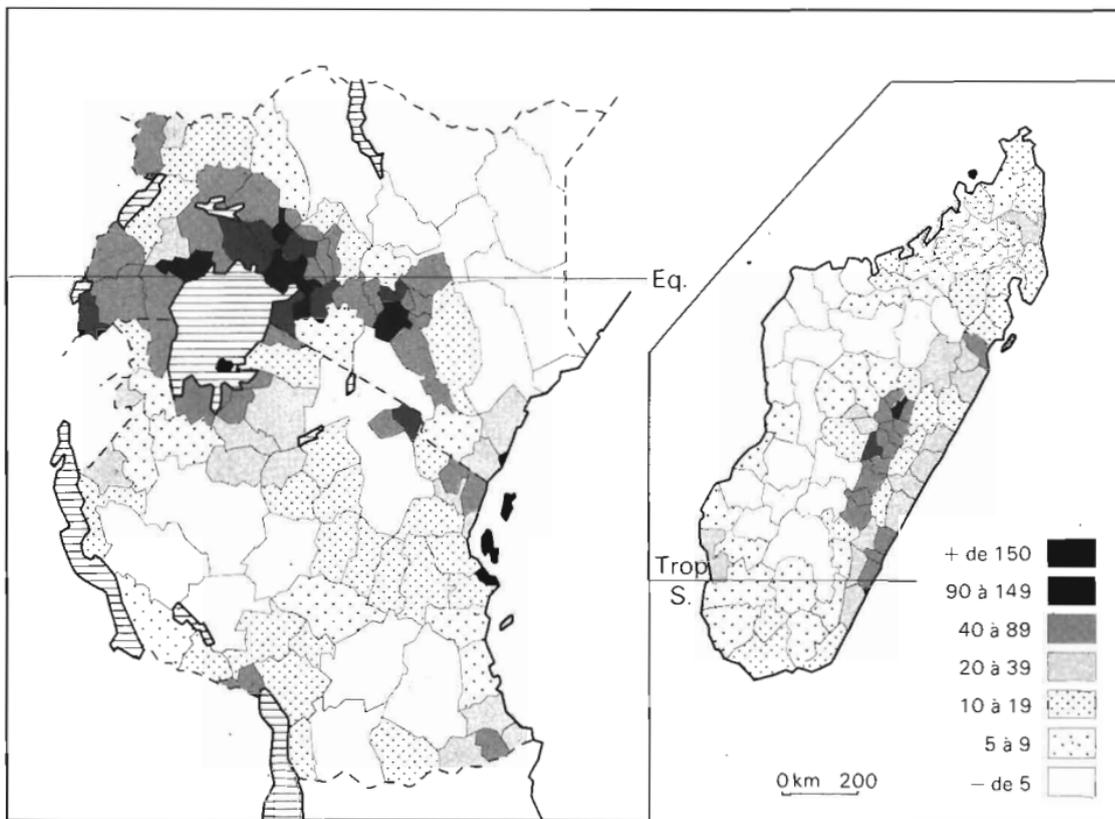
La répartition de la population

Une étude détaillée de la répartition de la population ne peut être menée dans l'ensemble de l'Afrique orientale car, pour certains pays comme l'Ethiopie et la Somalie, les connaissances restent très limitées. Selon les estimations de l'O.N.U., parfois sujettes à caution, la population des pays que nous étudions aurait été en 1965 de 70 808 000 habitants sur plus de 4 millions de km², soit une densité moyenne de 17,5 habitants au km², valeur arbitraire, cependant sensiblement plus élevée que la moyenne africaine. L'Afrique du Nord-Est aurait 25 858 000 habitants avec une densité de 13,7, l'Afrique de l'Est proprement dite 36 343 000 habitants avec une densité de 20, les îles 8 607 000 habitants et une densité de 14,4. Les densités nationales ne sont révélatrices que pour de petits pays, toujours très densément peuplés. Cependant, dans le Nord-Est, le contraste entre l'Ethiopie qui a 19 habitants au km² et la Somalie qui n'en a que 3,5 est grossièrement significatif. En fait, plus encore que le reste de l'Afrique, les pays des Hautes Terres, avec

leurs contrastes locaux, offrent des différences brutales de densité et, partant, de mise en valeur.

Le peu que nous savons de l'Afrique du Nord-Est confirme un contraste prévisible entre Hautes Terres et basses terres semi-désertiques qui couvrent toute la Somalie et près de la moitié de l'Ethiopie. En Somalie, la seule région de concentration relative de la population est située entre la Juba et la Shebelle, et surtout le long de ces fleuves, principales zones agricoles du pays. En Ethiopie, 3 millions d'habitants se dispersent dans les basses terres, tandis que dans les Hauts Plateaux la densité moyenne est proche de 35 ; elle tend à diminuer du nord au sud, mais on trouve partout d'importants contrastes et localement des densités très élevées, supérieures à 250 au km², qui ne sauraient s'expliquer seulement par les conditions naturelles, mais aussi par des facteurs historiques, comme le déroulement de l'invasion galla ou les phases d'expansion de l'empire abyssin. Même sur les Hautes Terres, on peut s'attendre à trouver à côté de noyaux de peuplement dense d'importants espaces sous-exploités, notamment sur les franges occidentales.

L'état des connaissances nous permet de saisir avec beaucoup plus de précision la répartition des densités en Afrique de l'Est proprement dite. La carte des densités par districts, établie d'après les derniers recensements (1967 ou 1969), frappe par la vigueur des oppositions régionales. Au Kenya, les régions peuplées des pays luo et kikuyu forment deux îlots de densités supérieures à 100 habitants au km² entourés d'espaces quasiment vides, que réunit une zone de peuplement moyen au centre de la Rift Valley. Les conditions climatiques et pédologiques jouent assurément un rôle dans cette répartition, mais seule la délimitation des terres jadis réservées aux Blancs permet de comprendre les densités encore médiocres des régions médianes. La Tanzanie présente des contras-



Les densités de population

tés comparables, selon un dispositif inverse : les régions de fortes densités sont toutes périphériques, tandis qu'une grande part du centre a des densités inférieures à 5 hab./km². Les fortes densités périphériques s'expliquent le plus souvent par les conditions naturelles, mais celles-ci ne sauraient justifier le très faible peuplement des régions centrales, notamment des Hautes Terres du Sud. Par contraste, l'Uganda, le Ruanda et le Burundi sont plus fortement et plus constamment peuplés. En Uganda, le peuplement se dispose grossièrement en auréoles de densités décroissantes du sud au nord, avec des concentrations remarquables au bord du lac Victoria et sur les massifs du Kigezi et de l'Elgon. Quoique certaines régions soient interdites au peuplement par la présence des glossines, ou déjà semi-arides, les densités moyennes ne tombent jamais au-dessous de 10 hab./km². Au Ruanda et au Burundi, les densités se répartissent sensiblement selon l'altitude, avec des concentrations de population très fortes entre 1 500 et 1 800 m. Localement, les contrastes de densité sont encore plus fins : c'est à une échelle locale qu'on peut seulement saisir les rapports entre peuplement, altitude et orientation des versants en particulier.

La carte des densités de l'Afrique de l'Est appelle quelques réflexions supplémentaires. Elle souligne l'extraordinaire capacité des agricultures locales à nourrir des populations très denses, ainsi que la rapidité avec laquelle ces fortes densités s'établissent : le pays kiga, dont le nord n'est peuplé que depuis le début du XIX^e siècle, a aujourd'hui des densités nettement supérieures à 100 hab./km². Enfin, la répartition spatiale très variée des fortes densités dans les différents pays est d'une importance considérable dans l'organisation des économies nationales.

Dans le monde insulaire, les petites îles, les pays les plus peuplés de l'Afrique des Hautes Terres, s'opposent à Mada-

gascar, le moins densément peuplé, Somalie mise à part. Ces différences de pression démographique ne se traduisent pas, malgré quelques essais, par des mouvements appréciables de migration entre les îles.

Même dans les petites îles, la densité est loin d'être uniformément répartie. Généralement, ce sont les régions hautes qui sont les moins peuplées, les plaines côtières bien arrosées et aux pentes modérées convenant parfaitement à l'agriculture, sauf dans quelques secteurs « sous le vent ». Pourtant, certaines régions hautes de l'île Maurice ou les Hautes Plaines de la Réunion pourraient porter des densités plus fortes, tandis que les « Hauts » du Piton des Neiges ont des densités trop fortes pour leurs ressources. En fait, la répartition du peuplement est largement justifiée par une orientation économique vers la monoculture sucrière.

Enfin, à Madagascar, la répartition très inégale du peuplement ne correspond pas à l'altitude. Deux grands ensembles s'opposent : le premier, de densité supérieure à la moyenne, constitue un grand triangle qui s'appuie sur la côte orientale et dont le sommet est à 100 km à l'ouest de Tananarive, et les fortes densités se trouvent aussi bien dans les régions basses, notamment au sud-est, que sur les Hautes Terres. Certes, celles-ci sont plus salubres que les plaines, mais les sols y sont pauvres, les froids hivernaux sensibles et les rendements s'en ressentent. Les fortes densités des Hautes Terres s'expliquent plutôt par la science de l'aménagement du sol dont leurs populations ont fait montre ; l'Est est peut-être fortement peuplé pour avoir accueilli beaucoup d'immigrants sur ses côtes, mais l'intérêt agricole d'un climat chaud et humide, les capacités d'adaptation des hommes à cette nature ont dû également intervenir. Les faibles densités de l'Ouest se comprennent d'autant plus difficilement qu'il fut un point d'arrivée des immigrants : les bons

sols sont localisés mais ne manquent pas et le rapport entre faible densité et développement de l'élevage est une conséquence, non une cause, d'un sous-peuplement que n'expliquent d'autre part ni événements historiques (sinon sans doute la traite) ni grande épidémie. Certes, nous devons renoncer à en trouver les causes et nous contenter plus modestement, ici comme ailleurs, de déterminer quels rapports les hommes établissent, selon leurs techniques, leur densité, l'évolution spontanée ou provoquée de leur société, avec le milieu qu'ils ont été amenés à habiter.

*Les régions de faible densité
entre la vie pastorale
et l'agriculture sans bétail*

Les deux groupes de populations que décrit ce chapitre semblent s'opposer radicalement : le premier, constitué de tribus traditionnellement classées « hamites » ou « nilo-hamites » (couchites ou nilotiques), consacre la quasi-totalité de son temps à l'élevage que le second, formé de Bantou, ignore totalement. Pourtant, leur réunion dans un même chapitre, quoique paradoxale, n'est pas totalement arbitraire. Ils ont comme premier point commun d'occuper très lâchement de vastes espaces qui restent largement à l'écart de la vie nationale, et dont l'aménagement rationnel ouvrira parfois des terres nouvelles à une occupation plus dense. Si opposées soient-elles, leurs formes d'utilisation du sol peuvent se succéder sur une courte période : une avancée de la trypanosomiase, avec le recul des éleveurs, peut provoquer la progression de purs agriculteurs dans ces terres vides. Les formes d'aménagement moderne elles-mêmes sont suscepti-

bles de balancer entre ces deux pôles opposés : une part des terres arrachées au *miombo* pour la culture mécanisée des arachides est aujourd'hui transformée en *ranches*. Aux deux formes primitives d'utilisation du sol peuvent donc correspondre deux formes nouvelles de mise en valeur, entre lesquelles le choix reste à faire.

Les sociétés pastorales

Moins de 8 millions d'éleveurs occupent près de la moitié de l'Afrique orientale. Leur poids économique est minime : les régions pastorales ne sont pas celles qui nourrissent le plus de bêtes, mais celles où les bêtes sont nettement plus nombreuses que les hommes et où — élément de la vie sociale autant que de la survie des hommes — elles ne faisaient guère traditionnellement l'objet de transactions marchandes. Marginales, ces sociétés posent aux jeunes pays des problèmes politiques sérieux, et la mise en valeur plus intensive de leur territoire suppose leur intégration réelle à la vie nationale.

De la corne de l'Afrique au sud des steppes masaï, les zones pastorales occupent une vaste bande diagonale qu'interrompt à peine, dans le rift kenyan, une région encore récemment dévolue à la colonisation européenne. L'extension de la trypanosomiase, à la fin du XIX^e siècle, a sensiblement limité leur étendue, d'autant qu'il existe plusieurs glossines qui s'adaptent à des milieux différents : *Glossina morsitans* apprécie les couverts arborés clairs du *miombo*, *Glossina Swynnertoni*, qui vit dans des buissons plus maigres, est menaçante au nord-est de l'Uganda ; les éleveurs, peu nombreux, sont pratiquement incapables de dominer la végétation : des essais effectués chez les Tugen du Kenya

semblent montrer qu'ils ne peuvent débrousser une surface suffisante pour nourrir leur bétail et, à fortiori, pour contrôler une progression des glossines.

Les sociétés pastorales sont d'origine couchite au nord, nilotique (nilo-hamite notamment) au sud. Peut-on pour autant établir un rapport entre héritage ethnique et vie pastorale ? L'écrasante majorité des Couchites vit de l'agriculture et les Galla ont montré leur aptitude à devenir en peu de temps, quand les conditions naturelles s'y prêtent, de bons agriculteurs. Les Nilo-Hamites pasteurs n'ignorent pas toujours entièrement l'agriculture : les Teso, qui appartiennent à cette famille, ont construit un des paysages ruraux les plus stables et les plus géométriques de l'Uganda. Le poids des conditions physiques n'explique pas toujours non plus la spécialisation pastorale : les Masaï, par exemple, disposent sur les bords occidentaux du rift de très bonnes terres, propres à l'agriculture grâce à une pluviométrie annuelle de 1 200 à 1 300 mm, et pourtant n'y cultivent pas. En fait, hors des cas climatiques extrêmes, le maintien de la vie pastorale, la répugnance pour l'agriculture résultent non seulement des sollicitations du milieu, mais aussi de l'attachement à un certain type de société, difficile à maintenir dans le cadre d'une agriculture sédentaire. La liaison étroite entre types d'activité et organisation sociale semble une des constantes de la vie pastorale, et rend délicate son adaptation au monde d'aujourd'hui.

Des traits communs évidents rapprochent les groupes de pasteurs. C'est d'abord l'attachement au bétail, condition de survie, mesure du prestige, instrument des rapports sociaux. Leur mobilité, due à la recherche incessante de l'eau et du pâturage, justifie un habitat en hameaux restreints, et dont la composition est aussi changeante que la position. Ces sociétés aux membres dispersés et mobiles

paraissent d'abord inorganiques, sans chefs, sans cellules de base constituées une fois pour toutes ; leur empreinte est faible sur le sol. Et pourtant elles parviennent à grouper dans un sentiment de commune appartenance des effectifs importants : avec 3 millions de membres répartis sur plus de 800 000 km², la nation somalie est l'une des plus solides d'Afrique et supporte très mal sa division entre quatre Etats. L'unité des groupes pasteurs se fonde en général sur de vastes organisations claniques, sur l'existence de communautés plus restreintes sans assise spatiale précise, mais dont dépendent la survie ou du moins la sécurité de l'individu, tels les groupes de *dia* des Somalis, pour le paiement des amendes en cas de meurtre, qui peuvent grouper plusieurs milliers d'individus, enfin sur une multitude d'alliances sanctionnées par l'échange de bétail. En cas de besoin, naissent des institutions nouvelles, comme les systèmes militaires des clans Hawyie et Daarood de Somalie, établis au XIX^e siècle, ou les classes d'âge des Masai.

Il n'est pas facile de classer aujourd'hui les peuples pasteurs : leur mode de vie a déjà subi trop de transformations, et l'adoption de l'agriculture, quasi générale, est fort inégale selon les régions. Une distinction entre groupes nomades et semi-nomades semble relativement peu pertinente et en tout cas insuffisante, car les transitions sont insensibles du nomadisme au semi-nomadisme et à la simple transhumance. Il reste que, situés généralement dans les conditions les moins favorables, certains groupes pratiquent des déplacements de grande ampleur et vivent essentiellement de leur troupeau, tandis que d'autres n'effectuent qu'un nomadisme « équatatorial » sur de faibles distances et se livrent peu ou prou à l'agriculture, avec des degrés de sédentarisation très inégaux.

Les pasteurs purs

Les Somalis

La nation somalie est essentiellement pastorale, quoique, à côté des Samale pasteurs, les Sab de la Juba et de la Shebelle soient des agriculteurs. Les Samale, répartis entre quatre grands groupements claniques, subdivisés en clans, lignages primaires et groupes de *dia*, mènent leur vie pastorale par petits groupements de proches parents, auxquels se joignent parfois des alliés, par exemple des gendres. Ces groupes instables se déplacent suivant un mouvement annuel assez constant : en Somalie du Nord, ils circulent dans deux ou trois des grandes régions naturelles : le Guban côtier, arrosé très irrégulièrement l'hiver, mais où l'eau descendue des Hautes Terres est à faible profondeur sous le sable ; les Hautes Terres de l'Ogo et du Goli, entre 900 et 1 800 m, mieux arrosées, mais dont les puits profonds sont appropriés par clans ou lignages, enfin, au sud, le Haud, sans points d'eau permanents, mais où les pâturages sont riches pendant les pluies de *gu* au printemps, de *dayr* à l'automne.

Tandis que le petit bétail de chèvres et de moutons, abreuvé tous les jours et qui constitue la source habituelle de nourriture, demeure près du gros de la famille, les chameaux, la vraie richesse, vont chercher plus loin leur nourriture, sous la garde des jeunes de 7 à 20 ans, qui couchent à la belle étoile dans de sommaires *kraals* d'épineux. Le plus souvent, les itinéraires convergent aux saisons des pluies dans le Haud, où, après la famine du *jiilal*, la longue saison sèche d'hiver, la nouvelle joie de vivre marque pour quelques jours les fêtes de la naissance des chamelons, avant que chacun se disperse sur les pâturages abondants.

Les grandes lignes des mouvements laissent place, selon les

circonstances, à de multiples variations ; les groupes n'ont pas véritablement de territoire ; la seule richesse est l'eau dont on dispose sans trop de mal grâce à de multiples alliances donnant un droit d'usage sur les puits. Aux déplacements pastoraux proprement dits, les chefs de famille ajoutent de nombreux voyages pour inspecter leurs chameaux, rendre visite en ville aux anciens ou aux chefs religieux. D'autres déplacements sont effectués pour troquer avec les agriculteurs les produits de l'élevage contre des céréales ou du sucre. Les Sab du Sud, sans doute métissés de Bantou, et souvent encore considérés comme des serfs, ne sont cependant pas des étrangers ; de surcroît, d'anciens éleveurs se sont fixés dans les vallées, et eux aussi pratiquent la culture du sorgho, du maïs, du sésame, voire de l'arachide et du coton, en utilisant les crues des fleuves grâce à des canaux sommaires, et ils confient à leurs parents pasteurs les bêtes qu'ils possèdent, maintenant ainsi les alliances. D'autre part, au nord-ouest, des Daarood, à l'instigation de chefs religieux, cultivent à la charrue des champs de sorgho en concentrant l'eau par des canaux en épi ; possédant des bœufs, ils pratiquent la transhumance. Vrais pasteurs s'il en est, les Somalis établissent donc des liens solides avec le monde agricole, voire le monde urbain, et ne sont pas moins aptes que d'autres à modifier profondément leur genre de vie.

Les Turkana

Plus au nord, la vie pastorale des Afar est comparable à celle des Somalis ; en revanche, dans des conditions guère plus favorables, les Turkana du Nord du Kenya, nomades équatoriaux, ont d'autres types de mouvements pastoraux. Ils possèdent eux aussi des troupeaux complexes de bovins, chameaux, chèvres, moutons et ânes, avec en moyenne 3 ou

4 bovins et 10 têtes de petit bétail par personne ; mais ils ont la chance de pouvoir les faire pâturer sur de courtes distances, en général 15 à 30 km, en utilisant les différences d'altitude entre les plaines du lac Rodolphe et les plateaux bordiers occidentaux du rift, où tombent 600 mm de pluies. Cependant, gens des plaines, les Turkana évitent ces hauteurs, où seuls les bœufs vont régulièrement en saison sèche, tandis que les autres bêtes n'y sont conduites qu'en cas de sécheresse catastrophique. L'agriculture n'est pas totalement absente, mais elle est des plus sommaires : les femmes sèment, sur une vingtaine d'ares au maximum, dans le lit des oueds, mil et gourdes et restent seules près de leurs champs en saison des pluies. L'irrigation est ignorée. Les pratiques agricoles restent trop primitives, l'instabilité des champs trop grande pour qu'on puisse parler d'un semi-nomadisme.

Les Masaï, purs pasteurs de l'Afrique de l'Est

Nul groupe, dans l'Afrique de l'Est anglophone, ne semble plus proche des traditions pastorales que les Masaï : le conservatisme social de la tribu y est sans doute pour beaucoup, comme l'attitude paternaliste de bien des administrateurs britanniques. Les Masaï ne se déplacent que sur de courtes distances à l'intérieur du territoire de leur fraction. Leurs déplacements varient selon les conditions locales : dans la région de Narok, au Kenya, ils nomadisent entre le fond du rift et les rebords élevés du plateau où tombent près de 1 300 mm de pluies. Pendant les pluies, de mars à juin et d'octobre à novembre, on descend dans le rift, pour remonter ensuite sur le plateau, où quelques cultures sont pratiquées autour d'un *kraal* qui peut être la demeure permanente des vieillards, des femmes et des enfants. Dans des conditions moins favorables, en l'absence

de reliefs marquants, les Masaï passent la saison sèche à quelques kilomètres de vallées malsaines où les troupeaux vont boire un jour sur deux, tandis qu'en saison des pluies on peut s'éloigner des points d'eau. Les groupements, de 1 à 15 familles, assez stables, ont à emplacements fixes des campements aux curieuses cases, en forme de nid de guêpe maçonne, faites de branches et de terre, dont l'agencement systématique suppose un usage régulier. Mais, malgré la qualité relative des pâturages, l'importance des troupeaux — souvent 150 bovins par famille —, moins souvent décimés que jadis par la sécheresse et les épidémies, rend le surpâturage alarmant : chaque bête ne dispose en moyenne que de 1,20 ha et l'érosion accélérée pose le problème du maintien de la vie pastorale. Les Masaï ont-ils d'autre issue que l'élevage nomade ? Les Sonjo du Tanganyika, les Marakwet du Kenya ont su, dans les mêmes conditions, créer une agriculture céréalière irriguée. Les Masaï semblent y répugner, et l'agriculture, rarement pratiquée, est surtout le fait de femmes d'origine bantou. Pourtant, les Arusha du mont Meru sont issus des Masaï, dont ils ont gardé l'organisation sociale ; ils sont plus de 400 au km², cultivant le maïs et le bananier, et depuis les années cinquante ils ont entrepris des cultures commerciales de café, blé, oignons, etc. Les conditions pédologiques et climatiques leur étaient certes favorables, mais leur exemple montre qu'il serait possible aux Masaï de s'adapter à l'agriculture sans perdre la totalité de leur héritage culturel.

L'adaptation des pasteurs à l'agriculture

Nombreux sont les groupes qui, à des degrés divers, introduisent dans leurs activités l'agriculture. Proches parents des Turkana, les Jie du Nord-Est de l'Uganda occupent une

région comprise entre l'escarpement du rift, à 1 200 m, à l'est, et les plateaux de l'Acholi, plus bas de 200 m, à l'ouest. Les pluies atteignant 750 mm dans la partie occidentale, les pâturages y sont sensiblement meilleurs qu'à l'est, mais les rares points d'eau supposent un travail d'aménagement important. Jadis, toute la population participait à un grand mouvement annuel : après les pluies, en octobre, les troupeaux quittaient les pâturages de l'Est pour gagner les points d'eau de l'Ouest ; après une phase de courts déplacements autour des puits, la dispersion s'opérait à l'arrivée des pluies, en mars ; à la fin de juin, lorsque les pâturages orientaux avaient eu le temps de reverdir, on regagnait l'Est pour un nouveau cycle. L'administration anglaise a provoqué la fixation de la population : seuls les jeunes suivent les troupeaux, et la majorité des Jie vit dans des hameaux extrêmement rapprochés, autour de Kotido, où la densité atteint parfois 50 hab./km². Les champs de mil y ont des rendements faibles car les sols sont très fatigués.

Mais l'organisation sociale des Jie continue de s'accorder à la vie pastorale ; au demeurant, l'essentiel des ressources provient encore du bétail. Si le petit bétail, caractéristique de la vie nomade, est moins nombreux que chez les Turkana, les Jie ont autant de bovins par personne ; mais le troupeau tend à se concentrer dans les mains d'une minorité dont l'aisance vient en partie de la vente de surplus de grains. Une évolution se dessine vers une économie mixte, précaire toutefois dans de telles conditions climatiques.

Les Nandi sont plus favorisés, établis qu'ils sont sur un plateau à 1 800-2 000 m d'altitude au nord du Kavirondó, où tombent 1 100 à 1 500 mm de pluies. Point n'est besoin de quitter ce territoire de 1 800 km² où vivent 50 000 personnes et 215 000 bovins. Cette fixation a facilité l'adoption de l'agriculture : les exploitations sont de petite taille (40 ares),

mais les champs, labourés à la charrue, ne sont pas fumés. A l'éleusine, cultivée par écobuage, tendent à se substituer le sorgho et surtout le maïs, dont les rendements sont plus élevés. Céréaliculteurs, les Nandi restent, de cœur plus que de fait, des pasteurs, et le bétail demeure la mesure de toutes choses. Ceci resterait vrai encore des Teso, dont nous traiterons plus loin, car ils sont devenus d'importants producteurs de produits agricoles, et tout spécialement de coton.

Les problèmes actuels de la vie pastorale

Les problèmes que posent les pasteurs ne résultent pas seulement de leur relatif conservatisme. De fait, le pastoralisme s'adapte difficilement à l'évolution actuelle. La simple conservation de la vie pastorale pose des problèmes tant politiques que techniques. Peu peuplées, les régions pastorales sont souvent coupées par les frontières artificielles des Etats, limites dont l'éleveur n'a cure et qu'il franchit bien souvent par nécessité. La plus grande part du Haud, par exemple, est en Ethiopie ; après la seconde guerre mondiale, l'armée britannique, qui administrait tout le pays, a pu construire des réservoirs de grande capacité sur la frontière ou en territoire éthiopien, si bien que le séjour des troupeaux somaliens pouvait s'y prolonger, voire durer toute l'année. Les autorités éthiopiennes s'en inquiètent par crainte du nationalisme somali et la mésentente entre gouvernements empêche toute action concertée contre les maladies du bétail.

Partout, le surpâturage devient une réalité, qu'il soit dû à l'accroissement des troupeaux ou à la réduction des pâturages. Celle-ci résulte de causes diverses. D'une part, les éleveurs ont parfois été victimes des empiètements des agriculteurs

africains ou des colons européens (c'est le cas des Masai du Kenya). D'autre part, la trypanosomiase n'est souvent contenue que par des équilibres délicats qu'une intervention maladroite peut rompre : le cas des Dodoth en est un bel exemple. Dans l'extrême Nord de l'Uganda, ils disposaient, comme les Jie, d'excellents pâturages occidentaux où la rareté de l'eau empêchait un établissement permanent. Mais leurs voisins Nyangeya et Napore, qui les protégeaient de la trypanosomiase en chassant le gibier, furent déplacés par l'administration en raison de querelles avec les Didinga du Soudan ; dès lors les glossines se répandirent et les Dodoth furent confinés sur les terres les plus pauvres qu'ils ont épuisées. Une reconquête des terres infestées a été réalisée après 1946, mais les techniques de lutte, maintenant éprouvées, sont d'une rentabilité douteuse sans une amélioration de l'élevage, et le maintien des barrières anti-tsé-tsé suppose une densité de population incompatible avec la vie pastorale traditionnelle.

Si les pâturages se sont restreints, les troupeaux se sont accrus surtout par rapport à l'époque de crise de la fin du XIX^e siècle : la lutte contre les maladies du bétail, la multiplication des points d'eau y ont beaucoup contribué. Mais un équilibre est ainsi rompu, et les crises, pour être moins fréquentes, n'en sont que plus graves : les Masai du Kajiado, près de Nairobi, possédaient en 1946 460 000 bovins pour 51 000 personnes ; en 1962, après trois ans de sécheresse suivis d'une inondation, l'effectif du troupeau est brutalement tombé à 200 000, ce qui semble insuffisant pour les besoins de la population.

La solution théorique est une réduction des troupeaux assortie d'une amélioration de leur rendement et d'une commercialisation des excédents. Le monde pastoral est resté très étranger à l'activité économique et ne fournit que très peu

de bêtes au commerce : le Nord-Est de l'Uganda, où il est relativement actif, ne vend chaque année que 3,2 % de son cheptel. Les 11 600 km² de ranches européens du Kenya fournissaient récemment encore plus de produits animaux que les 430 000 km² de pâturages africains. Les efforts de modernisation de la vie pastorale, qui impliquaient une nette contrainte, ont jusqu'à une date récente été des échecs. Au Kenya, la création de nouveaux points d'eau était subordonnée à une réduction drastique du cheptel et à l'établissement d'une rotation des pâturages ; mais les pasteurs envoyaient plus loin une partie de leurs bêtes, aggravant la surcharge dans de nouvelles zones. La rotation du pâturage entre de grands blocs, impliquant la mobilité de l'habitat, s'oppose au désir de beaucoup de se fixer pour pratiquer quelques cultures. Les réactions des pasteurs sont souvent justifiées : en Baringo, dans les meilleurs secteurs, chaque chef de famille ne devait garder que 10 bêtes, alors que 5 à 6 paraissent un minimum nécessaire pour chaque membre de la famille, mais le surpâturage et l'embroussaillement qui en résulte auraient ici dégradé le pâturage de 300 % depuis le début du siècle. Deux solutions sont nécessaires, qu'il faut appliquer conjointement : l'amélioration du bétail (elle-même impossible sans une régénération des parcours) et la réduction du nombre des pasteurs, sans doute aujourd'hui trop nombreux. Si, au lendemain des indépendances, la plupart des tentatives « coloniales » furent abandonnées, il semble qu'aujourd'hui se dessine une évolution positive : les Masaï du Kenya eux-mêmes ont déjà consacré 400 000 ha à des ranches de groupe avec un élevage amélioré, et les pasteurs kenyans fournissent actuellement 60 % du bétail abattu par la « Meat Commission » contre 25 % à l'époque coloniale. L'intégration des régions pastorales à la vie nationale n'est pas impossible, mais elle suppose des changements plus brutaux que dans les régions agricoles, et elle implique aussi une

intégration psychologique de groupes souvent jusqu'ici considérés comme des sauvages rebelles, objet du mépris craintif de leurs concitoyens plus évolués.

L'agriculture céréalière sans bétail du Centre de la Tanzanie

Au sud de la zone pastorale, les régions centrale et méridionale de Tanzanie, envahies de glossines, ont des densités à peine supérieures, qui restent faibles même sur les Hautes Terres du Sud. Dans les plateaux centraux surtout, les districts où la densité est inférieure à 5 hab./km², qui sont aussi des régions sans bovins, occupent 30 % de la surface du pays pour moins de 7 % de sa population. Les causes de ce faible peuplement sont obscures : l'infestation par les glossines est une conséquence du sous-peuplement et non sa cause ; les sols sont médiocres mais supporteraient plus d'habitants. Sans doute faut-il incriminer les invasions Ngoni, à partir de 1835, et les raids des esclavagistes, puis la répression de la révolte maji-maji par les Allemands en 1905. Depuis lors, ni la mise en valeur coloniale, ni les migrations spontanées n'ont sérieusement touché ces régions isolées.

Ces pays sont assez particuliers dans l'ensemble de l'Afrique orientale : par leur végétation arborée, leur climat franchement tropical, leur peuplement purement bantou, les techniques et la gamme de cultures de leurs habitants, ils annoncent la Zambie et la Rhodésie voisines. La densité, toujours faible, n'atteint pas son minimum dans les régions les plus sèches du Centre-Est ; en revanche, les pays de *miombo*, à l'ouest et au sud-est, sont les régions les plus vides d'hom-

mes. Il semble que cette forêt claire, produisant relativement moins de cendre que le *bush* des régions sèches, impose une agriculture plus extensive à des paysans sans bétail. Mais partout, sauf sur quelques hauteurs privilégiées, l'activité dominante est la culture de céréales ; les régions les mieux douées cultivent le maïs, les plus pauvres ou les plus isolées se consacrent davantage au sorgho et au mil. Même les Hautes Terres méridionales, propices à la banane ou au café, ont plus de la moitié de leurs champs en maïs. Dans les régions les moins isolées, comme entre Dodoma et Arusha, le long d'une route à grande circulation, le maïs assure des ressources appréciables, mais l'agriculture de subsistance est plus souvent de règle.

Déjà influencée par les pays de la côte, la vallée de la Kilombero, au sud-est, n'est peut-être pas parfaitement typique des pays du *miombo* — fait rare, la culture de base est ici le riz —, mais dans ses grandes lignes le système agricole du brûlis s'y retrouve sur les franges forestières. Primitivement, de la culture sur brûlis abandonnés après quelques années devait résulter une lente migration des populations ; mais, avec la fixation progressive des limites entre groupes, un système de déplacement circulaire s'établit. Les habitants disposaient de trois zones de cultures ; dans une première, ils faisaient alterner sur deux champs deux ou trois cultures de riz et un temps égal de jachère sur une durée totale de 15 ans à l'issue desquels le groupe se déplaçait sur la deuxième zone pour revenir à son point de départ après un cycle de 45 ans. L'augmentation de la densité et surtout le regroupement imposé par l'administration pour lutter contre la maladie du sommeil ont réduit les parcours à deux zones, puis ont conduit à la fixation sur l'une d'elles. Si les surfaces cultivées restent assez considérables (3,6 ha en moyenne, dont 1,5 ha en riz), les techniques culturales sont devenues plus

élaborées. Le maïs s'ajoute au riz, et il est souvent semé en fin de saison des pluies si la récolte de riz apparaît insuffisante. A défaut de rotations, des techniques de fertilisation plus poussées ont été introduites : le riz est cultivé sur des buttes de 30 centimètres de large et 15 centimètres de haut, déplacées chaque année à la surface du champ et où sont incorporées herbes et branches, ainsi que la cendre des arbres peu à peu abattus ; la culture du riz s'effectue ainsi pendant 5 à 10 ans pour une égale durée de jachère, tandis que le maïs, moins soigné, n'est cultivé que 2 ou 3 ans avant 9 ans de repos.

Le déplacement des buttes de culture avec incorporation au sol des herbes et des racines caractérise tous les secteurs de densité un peu plus élevée, comme le pays des Fipa au sud-ouest, qui, en savane, font se succéder jusqu'à épuisement cultures en buttes, en billons ou à plat, où sol et herbes sont intimement mêlés. Autant de pratiques exigeantes en travail, surprenantes dans des régions où la terre ne manque pas : la nécessité d'un contrôle local des glossines, le souci d'améliorer la capacité de rétention en eau du sol dans des régions mal arrosées incitent sans doute à la concentration des efforts sur de faibles surfaces.

Médiocrement peuplées et encore boisées, les hauteurs n'échappent pas à ce système. Au nord du lac Nyassa, le pays des Nyiha de Mbozi reçoit plus de 1 200 mm de pluies, mais ses sols sont assez pauvres. Les razzias esclavagistes de la fin du XIX^e siècle sont cause d'une faible densité. Les cultures classiques des Nyiha sont l'éleusine et le sorgho, semés sur deux types de champs de brûlis, les *masango*, où, à l'image du *chitimene* zambien, on apporte et on brûle des quantités considérables de branchages coupés sur plusieurs hectares tout autour du champ, et les *nkomanjira* où l'on n'utilise que les arbres abattus sur la parcelle. Des plantes

LES REGIONS DE FAIBLE DENSITE

alimentaires nouvelles ont été récemment introduites, comme le maïs et le haricot, et le café, d'abord apparu sur de modestes concessions européennes, est maintenant cultivé en petits lopins. Mais cette évolution, qui esquisse une opposition entre hauteurs et plateaux plus secs, ne peut encore parvenir à son terme en raison de l'isolement de ces régions méridionales.

Le cœur de l'Afrique orientale

Organisé autour du lac Victoria, et se prolongeant à l'ouest dans le Ruanda et le Burundi, et à l'est jusqu'aux petits îlots peuplés du Nord-Est de la Tanzanie, le cœur de l'Afrique orientale offre, avec des traits communs, une remarquable gamme de contrastes. Ni l'altitude ni la pluviométrie, généralement un peu plus élevées que dans les régions voisines, ne suffisent à caractériser cet ensemble. Plus typiques sont les rythmes climatiques où deux maxima de pluies permettent normalement la pratique de deux cultures et des calendriers agricoles complexes. Les densités sont presque toujours fortes, rarement inférieures à 25 hab./km² et supérieures à 100 sur de grandes surfaces. Tous les grands groupes de peuples de l'Afrique orientale y sont représentés soit par des tribus homogènes, soit, comme au nord et à l'ouest du lac Victoria, par des sociétés hiérarchisées, des royaumes où une aristocratie originellement pastorale, nilotique, dominait une masse d'agriculteurs bantou.

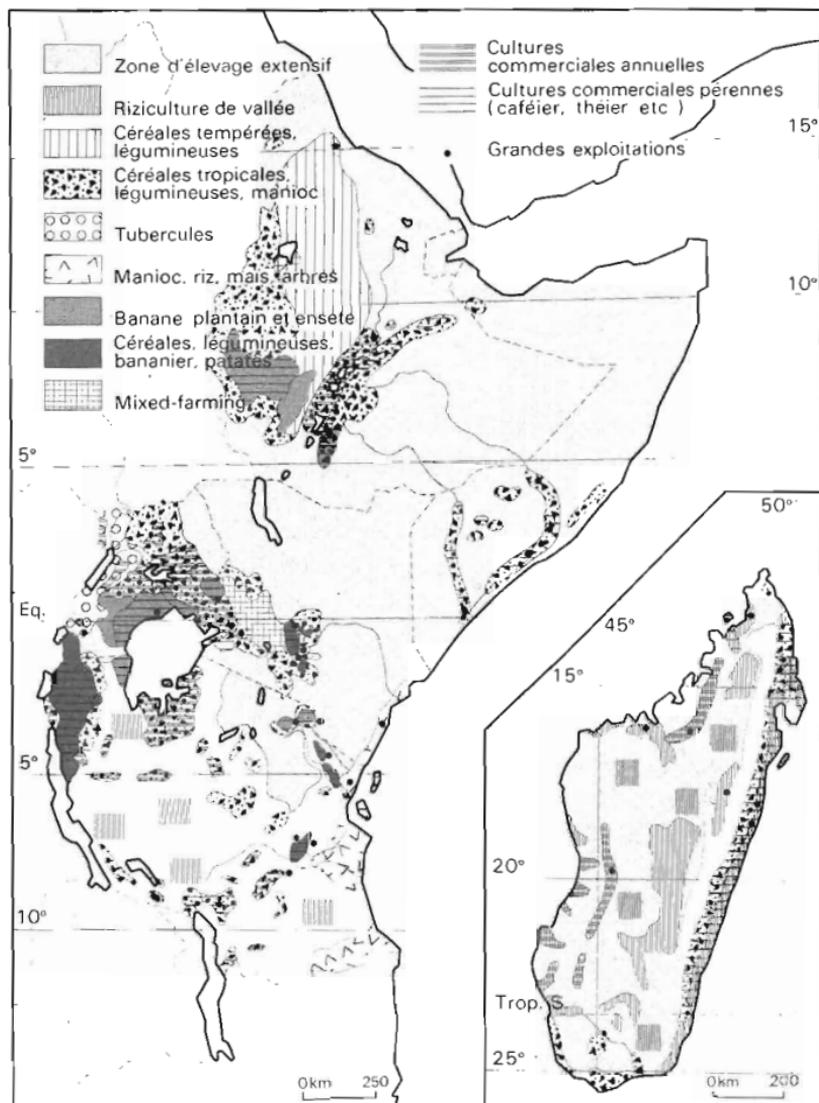
Cette région a fortement pâti des graves épidémies qui ont ravagé l'Afrique orientale à la fin du XIX^e siècle et au début

du ^{xx}e. Obligé à l'abandon de certaines régions, la maladie du sommeil a modifié la répartition des hommes, créé des marges vides entre des secteurs de peuplement dense ; la trypanosomiase et la peste bovine, en détruisant parfois presque complètement le bétail, ont sapé les bases de l'organisation sociale, comme dans le royaume de Karagwe, au sud-ouest du lac Victoria, où la disparition, en 1890-1891, de plus de 9/10 des bovins a accéléré la chute de la royauté et favorisé l'apparition, au bord du lac, d'un nouveau type d'économie, fondée sur la culture bananière et les vergers de caféiers.

Trois grands types de régions se dégagent : les régions céréalières du Sud, de l'Est et du Nord, dont la sécheresse saisonnière est assez marquée et où la densité bovine est forte, les régions d'agriculture bananière et de caféières, enfin les régions d'altitude, généralement complexes, où l'« agriculture plantée » s'associe inégalement à des cultures saisonnières dominantes.

Les pays céréaliers

Fortement typées, les régions céréalières se différencient cependant les unes des autres par des densités contrastées, l'inégal développement des cultures commerciales et le type de céréales qu'elles cultivent. La bordure orientale du lac Victoria, dont les densités sont souvent supérieures à 100 hab./km², est de loin la zone la plus peuplée ; au nord comme au sud de cette région, les densités s'établissent plus souvent entre 40 et 100 hab./km², pour s'abaisser rapidement sur les marges. Dans tous les cas ce sont des chiffres assez élevés pour des agricultures céréalières.



L'utilisation du sol

En Tanzanie, les cinq carrés dessinés dans l'aplat blanc devraient correspondre au symbole « Céréales tropicales, légumineuses, manioc ».

La gamme et les combinaisons de cultures conduisent aussi à distinguer trois ensembles. Au centre, dans les pays luo et luhya, le maïs tend de plus en plus à supplanter le sorgho comme nourriture de base et comme source de numéraire. Au sud, en pays sukuma, le maïs et le sorgho sont associés sur les champs à des légumineuses variées. En Uganda, l'éleusine l'emporte et se mêle aussi aux légumineuses. Si la culture du coton a été tentée chez les Luo, elle a longtemps été un échec, et son extension s'amorce seulement aujourd'hui ; par contre, au nord et au sud, de grandes zones cotonnières fournissent la majeure partie de la production de la Tanzanie et de l'Uganda.

Enfin, l'importance du cheptel s'explique dans le nord et le centre par l'origine pastorale de populations aujourd'hui adonnées à l'agriculture, tandis qu'en pays sukuma elle est un fait récent, lié au développement de la culture cotonnière et à l'augmentation des disponibilités monétaires.

Le surpeuplement du Kenya occidental

Sur 4 % de la surface du pays, le Kenya occidental porte 36 % de sa population. Moins nettement bloqué dans son évolution que le pays kikuyu par la colonisation agricole européenne, il n'a pas su cependant adapter son mode d'utilisation du sol à de très fortes densités. Quand toute culture commerciale était interdite aux Kikuyu, Luo et Luhya étaient très réticents à adopter la culture du coton ; aujourd'hui encore, l'innovation est accueillie avec réticence et les projets d'irrigation, notamment dans les plaines de Kano, se heurtent à de vives résistances.

Le pays ne manque pas de potentialités. Au centre, le *graben* ouest-est qui prolonge le golfe de Kavirondo est certes

difficile à mettre en valeur : les terres lourdes y sont tantôt desséchées, tantôt menacées par les inondations. Cette zone basse se prolonge au nord et au sud sur les rives du lac Victoria par des régions faiblement arrosées (900 mm environ). Plus haut, des surfaces d'altitude moyenne, entre 1 200 et 1 400 m, montent doucement vers l'est, et sont dominées au nord par l'Elgon et les coulées qui en sont issues, au sud par le plateau Kisii, entre 1 400 et 2 000 m ; ces hauteurs plus humides peuvent accueillir les cultures de plantation. Au nord, le plateau intermédiaire est occupé par les Bantou luhya ; les rives du lac, le fossé du Kavirondo et la zone moyenne du Sud sont les domaines des Nilotiques luo qui ont refoulé vers le sud-est les Bantou kisii. Ces populations très denses (les districts les moins peuplés ont 50 à 90 habitants au km²) étaient à l'origine productrices de sorgho et d'éleusine, sans ignorer toutefois certaines cultures « plantées » comme la patate et parfois le bananier. Jadis groupées en village, la paix britannique leur a permis de s'éparpiller en petits hameaux, ceinturés d'euphorbes chez les Luo, entourés de petits champs souvent géométriques. Les règles d'héritage et le désir de disperser les cultures pour pâtir le moins possible d'orages très localisés favorisent un morcellement foncier que le très fort peuplement rend abusif.

La culture cotonnière, de rentabilité douteuse, a longtemps piétiné ; elle semble progresser davantage aujourd'hui (41 000 ha en 1967, surtout dans le Nord). Mais la grande innovation a été l'introduction du maïs et aujourd'hui du maïs hybride. Elle a provoqué, dans les zones d'altitude moyenne, le recul du sorgho, qui se maintient sur les rives du golfe, plus sèches. Le maïs peut être vendu dans tout le Kenya, et le Nord surtout, bien desservi par les chemins de fer, en a fait une culture commerciale. Les districts les moins peuplés, comme le Bukusu, ont vu naître de grandes

fermes céréalières africaines. Mais la masse de la population, pour vendre son maïs, se nourrit de plus en plus de manioc. Les régions basses tirent quelques ressources de l'arachide, cultivée sur les sols sableux. L'élevage est une activité traditionnelle qui ne rapporte guère et le surpâturage a des effets très fâcheux. Les projets de développement (culture de la canne à sucre et du riz irrigué dans le fossé de Kisumu) n'intéressent que des régions limitées et se heurtent à des problèmes fonciers inextricables. En fait, les revenus sont insuffisants et l'émigration s'impose, vers l'Uganda ou le Centre du Kenya.

*L'adoption de la charrue par les éleveurs
au centre de l'Uganda*

L'expansion des caféières dans le sud de l'Uganda tend à rejeter la culture cotonnière vers l'est et les régions plus sèches du centre où elle peut s'étendre grâce à l'adoption rapide de la culture attelée. Outre le Busoga, Teso et Lango sont les grandes régions productrices en attendant sans doute l'Acholi. Mais le pays teso, au nord-est du lac Kioga, est déjà un vieux pays cotonnier (il fournissait 1/3 de la récolte ugandaise en 1914) et le paysage rural y a déjà atteint une sorte de maturité. Les surfaces d'érosion sur migmatites, que dominent des reliefs granitiques, portent deux types de sols : les *apokor*, limoneux, dans les parties élevées, sont consacrés de préférence à l'éleusine et au coton ; les *apulon*, de bas de pente, plus sableux, portent plutôt l'arachide et le manioc, culture de sécurité contre la disette.

Le paysage est partout quadrillé de champs aux formes géométriques presque parfaites, de taille homogène : 20 ares (35 yards sur 70) ou 40 ares (35 yards sur 140) disposés

selon les courbes de niveau. Sur les *apokor* alternaient annuellement l'éleusine, en première saison des pluies, la plus sûre (avril-mai), et les légumineuses, grâce au deuxième maximum d'août-septembre. L'introduction du coton (qui couvre aujourd'hui 90 000 ha) a perturbé ce système ; il est généralement semé entre mai et septembre : le semis d'août est en principe obligatoire, mais on étale l'opération par suite du manque de charrues (qui se sont pourtant multipliées entre 1930 et 1950), mais aussi par précaution contre les aléas climatiques et à cause du temps passé à la moisson de l'éleusine en juin-juillet. L'éleusine est en effet semée après le coton, vers janvier, à une époque où les pluies sont mal assurées ; une culture de pois lui succède. Les rotations suivantes peuvent être considérées comme caractéristiques des deux types de sols :

Apokor	Apulon
1° — Coton	1° — Arachide
2° — Eleusine puis légumineuse	2° — Eleusine puis patate
3° — Sésame puis manioc	3° — Manioc

La jachère devient rare ; dans le sud du pays, 74 % des terres arables sont cultivées annuellement. La culture cotonnière, en apportant une certaine prospérité, a permis d'entretenir le cheptel, traditionnel chez ces pasteurs convertis à l'agriculture à la fin du XIX^e siècle. Le pays teso compte souvent 250 bovins pour 100 habitants ; pour 6,4 % de la

population de l'Uganda, il a 15,4 % du troupeau. L'usine de viande de Soroti favorise une appréciable commercialisation du troupeau. Mais, faute de liaison suffisante entre agriculture et élevage (la fumure n'est guère pratiquée), surpâturage et insécurité alimentaire sont à redouter.

Billons et champs labourés en pays sukuma

L'agriculture sukuma, pratiquée à la houe, est fondée sur la culture mêlée du sorgho, du maïs et des légumineuses sur des billons de 20 à 25 centimètres, écartés de moins d'1 mètre et qui se croisent en certains points pour freiner l'érosion. Par mesure de précaution, les semis, qui commencent en novembre lors de la petite saison des pluies, s'étalent pendant plusieurs mois sur le même champ. Le coton, qui s'est étendu depuis 1947-1948, fait lui aussi l'objet de semis échelonnés, mais il est cultivé seul, comme le riz de bas-fond et le manioc après la première année, si bien que les cultures mêlées n'occupent plus qu'un tiers de la superficie. Dans les zones les plus peuplées, la jachère se réduit à deux ans de repos, lorsque le rendement baisse trop.

La culture cotonnière a permis d'autre part d'acquérir plus de bœufs, ce qui était jadis un privilège de l'aristocratie : on compte en moyenne 11 bovins par famille. Malgré des efforts d'organisation, comme le groupement des jachères et la vaine pâture après la récolte, le surpâturage menace. La culture cotonnière a favorisé l'expansion vers le sud et l'est. La charrue y est employée, et des champs rectangulaires plus grands remplacent les parcelles irrégulières ; mais la surface des exploitations ne s'accroît guère car le sarclage dans les champs labourés est plus délicat que sur les billons : dans les « terres neuves », la surface moyenne d'une exploitation est de 3,20 ha de cultures contre 2,40 ha dans le centre du pays.

Ukara : l'impasse d'un système de cultures raffiné

Même des techniques raffinées ne sauraient permettre à des régions céréalières très densément peuplées la production d'un surplus commercialisable : le cas de la petite île d'Ukara, voisine du pays sukuma, illustre bien ce fait. La population, pratiquement stationnaire grâce à l'émigration, y était en 1965 de 16 000 habitants, soit 205 par km². 73,6 % de l'île sont en cultures pluviales, 6,6 % sont des vallées irriguées. Les champs n'ont pas plus de 20 ares en moyenne et les exploitations ont des parcelles très dispersées. La culture étant pratiquement continue, des techniques complexes maintiennent la fertilité et limitent l'érosion. Dans les champs de mil, fumés, on sème en première année un engrais vert enfoui l'année suivante ; les deuxième et troisième années, tandis que le mil pousse en regain, on plante des *vouandzou* puis du sorgho ; en fin de cycle sont cultivés manioc, mil et *vouandzou*. En trois ans, en sus d'un engrais vert fertilisant, on obtient cinq récoltes. Toute une série de techniques protègent le sol de l'érosion : culture en courbes, en billons, construction de terrasses, murs et haies le long des ravins. Les petites vallées incisées dans les pédiments portent soit du riz puis des patates, soit deux cultures de riz, qui est une des principales sources de numéraire des Wakara. Un troupeau relativement nombreux — une bête pour 4 ou 5 habitants — reste le plus souvent à l'étable pour fournir du fumier : on le nourrit avec des herbes, des feuilles d'arbres, l'*elephant grass* cultivé sur des prairies irriguées. Seules les pâtures, où une partie des bêtes va de juin à octobre, n'ont pas fait l'objet d'améliorations sérieuses.

L'intelligence des Wakara a donc produit un système raffiné, mais elle ne leur apporte guère de ressources : avec 1,6 ha de cultures, leur exploitation assure par tête un revenu total

égal à 60 % de celui des Sukuma, mais leur revenu monétaire est cinq fois plus faible que celui de leurs voisins. Admirable certes, l'agriculture d'Ukara ne peut servir de modèle de développement agricole.

Les pays bananiers

Civilisation et milieu naturel de la bananeraie

Les systèmes de cultures fondés sur la banane plantain n'occupent que des surfaces limitées, réparties de manière discontinue du Ruanda à l'ouest au pays kikuyu et aux pentes du Kilimandjaro. De plus, beaucoup de ces régions ne se consacrent à la banane que depuis quelques décennies et n'en font pas la seule base de leur système agricole. En fait, les rives nord et ouest du lac Victoria sont de loin les principaux centres d'un système de cultures dont l'exemple achevé est le Buganda. On peut s'étonner de cette faible extension quand on voit l'intérêt de la culture bananière : un hectare de bananeraie, qui, bien soigné, dure trente ans, nourrit aisément une famille ; donnant de forts rendements pour des soins réduits, la banane permet de se consacrer à des cultures commerciales ; les pays bananiers sont aussi des pays caféiers, le caféier ayant sensiblement les mêmes exigences et des techniques de cultures voisines. Certes, la banane plantain exige plus de 1 100 mm de pluies par an et supporte mal des pluviométries mensuelles inférieures à 25 mm, mais ces conditions sont réunies dans la plus grande partie de l'Uganda où les bananeraies se sont répandues sous l'influence des Ganda émigrés. De surcroît, avec son dense feuillage, son sol couvert d'un *mulch* de végétaux en décomposition, la bananeraie crée sa propre atmo-

sphère, constamment humide : les agriculteurs de l'Elgon l'ont bien compris qui groupent leurs champs en espaces d'un seul tenant pour favoriser l'apparition de ce microclimat.

La banane plantain est dans certaines régions la base d'une véritable civilisation qui s'épanouit au Buganda, dont la société policée était un cadre favorable pour une culture exposée aux destructions et aux vols. On y compte au moins 50 variétés de bananes, adaptées à tous les usages alimentaires et à toutes les circonstances de la vie sociale. Les plus nombreuses sont les bananes à cuire *matoke* qui couvrent 60 % des bananeraies, puis viennent les bananes à bière ou *mbide* (30 %), plus accessoirement les bananes à rôtir *gonja* et les fruits *menvu*. Cette civilisation alimentaire peut cependant rapidement s'établir dans de nouvelles régions, comme en témoigne l'exemple du pays de Bukoba, qui l'a adoptée depuis moins de soixante-dix ans, et où les bananeraies couvrent en moyenne 80 % des surfaces cultivées. Recevant 2 m d'eau par an, ces rives occidentales du lac Victoria conviennent bien au bananier ; les sols sont très médiocres, mais les bananeraies ou *kibanja* créent leur propre sol grâce à l'apport de déchets ménagers, aux feuilles et aux herbes entassées en *mulch*, ou à une fumure que le manque de bétail rend pourtant parcimonieuse. Autour de chaque habitation, le *kibanja* est le milieu privilégié où d'autres cultures sont pratiquées selon une zonation horizontale et verticale : les légumes poussent près des cases, plus loin le maïs et les haricots, enfin les caféiers se mêlent aux bananiers à la périphérie du champ. La bananeraie a donc permis la naissance de la caféière, mais elle l'étouffe quelque peu : on compte 1 800 bananiers et 230 caféiers à l'hectare, alors qu'il conviendrait d'avoir 500 pieds de chaque espèce. De plus, la banane, culture vivrière, est l'objet des soins les plus attentifs.

Certes, d'autres cultures subsistent : les femmes continuent de produire sur les billons des champs de *rweya* éleusine et légumineuses, mais cette culture à longues jachères (12 ans pour 2 ans de cultures) semble bien peu rémunératrice, tandis que l'heure de travail sur la bananeraie est d'un revenu exceptionnel si du moins l'on ne cherche pas à raffiner les techniques. Aussi beaucoup d'hommes souhaitent-ils utiliser leur temps disponible par un travail non agricole.

La société de planteurs du Buganda

Cette évolution est plus marquée en Buganda, vieux pays bananier où les cultures commerciales se sont établies très tôt. Ce développement précoce, qui fut d'abord le fait des notables devenus gros propriétaires terriens en 1901, s'étendit par la suite aux petits tenanciers dont la situation fut garantie après 1927. D'abord grand pays cotonnier, le Buganda se consacra, à partir des années trente, au café *robusta*, moins exigeant en travail, d'un meilleur rapport, et qui pousse à merveille au milieu des bananiers. Dans le village de Nakamata, entre 1937 et 1962, la surface moyenne des caféières est passée de 50 ares à 1,45 ha et le café fournit 79,5 % des recettes contre 22,3 % en 1937, la part du coton n'étant plus que de 5,4 % pour 40,4 % en 1937.

Les caféières sont souvent entretenues par des salariés étrangers, tandis que les Baganda recherchent des emplois dans le secteur tertiaire. Attirés par les salaires, puis par la possibilité d'acquérir une tenure, les immigrants du Ruanda, du Burundi ou du Nord-Ouest de l'Uganda affluent depuis le début des années vingt. Les contrats de travail très souples, à la tâche et souvent contre de la nourriture, leur permet-

taient de combiner salariat et travail d'une parcelle personnelle qu'ils obtenaient assez facilement : en 1948, 60 % des immigrants avaient une parcelle. Les effectifs d'immigrants n'ont cessé de croître et en 1959 ils étaient 585 000, soit 45 % de la population du Buganda. Si un bon nombre se dirige vers Kampala, la capitale, ou vers les comtés périphériques, de climat assez sec, délaissés par les Ganda, aucun comté ne comprend moins de 25 % d'immigrés, pour la plupart agriculteurs : situation caractéristique des sociétés de planteurs d'Afrique occidentale, mais qui est exceptionnelle en Afrique orientale. Les inégalités foncières et l'arrivée d'une main-d'œuvre salariée ont accru les inégalités sociales en Buganda : 20 % des agriculteurs étaient sans terre en 1953, 27 % des agriculteurs vendaient 100 à 500 kilogrammes de café par an et n'employaient qu'occasionnellement des ouvriers ; tandis que 19 % constituaient un groupe de paysans aisés, vendant quelques tonnes, une minorité de 2 % de gros propriétaires vendait jusqu'à 40 tonnes de café par an et employait l'essentiel des salariés.

En dehors de ces régions de plateaux, la bananeraie s'étend aussi sur certains massifs montagneux, comme le Kilimandjaro ou l'Elgon, où elle se combine à la culture du café *arabica*, à un étage d'altitude bien déterminé, généralement associé à des étages céréaliers. Banane et café sont entre 1 200 et 1 800 m sur l'Elgon, et leur extension a provoqué la descente et l'éclatement des villages de cultivateurs d'éleusine, situés sur les Hauts. Sur ces massifs, la zone des bananeraies constitue moins une région proprement dite qu'une partie d'un ensemble régional varié. Sur les pentes du Kilimandjaro, les *kihamba* du haut (1,30 ha en moyenne), champs souvent clos de haies de *Dracaena*, portent les cultures pérennes de caféiers et bananiers, ainsi que quelques parcelles de maïs ;

mais les Chagga cultivent plus bas des *shambas* où s'étendent maïs, éleusine et coton. On y coupe aussi de l'herbe, montée au *kihamba* où les fourrages artificiels, récemment introduits, ne suffisent pas à nourrir les bêtes et notamment les vaches laitières dont l'importance économique va croissant.

L'inégal développement des cultures pérennes en pays kikuyu et kiga

Malgré ses avantages, la culture bananière n'a pas pris la première place dans toutes les zones d'altitude bien peuplées : les pays kikuyu et kiga en témoignent.

Stagnation et révolution de l'agriculture kikuyu

Sur 9 600 km², les Kikuyu sont 150 à 200 par kilomètre carré, et toute expansion leur était jusqu'à une date récente interdite par une ceinture de concessions européennes. Le pays peuplé s'étend de 1 200 à 2 000 m sur des épanchements basaltiques coupés d'une multitude de vallées orientées ouest-est : si l'altitude est montagnarde, le relief n'est pas impressionnant et le climat convient parfaitement au bananier. Or celui-ci, sans être ignoré, n'a jamais occupé que des surfaces limitées et laisse la première place aux céréales ; en 1902, sur un échantillon de 12 hectares de cultures, les bananiers s'étendaient sur 20 % de la surface contre 39 % aux céréales et 13,5 % aux haricots. Certes, les rendements beaucoup plus élevés de la bananeraie lui assuraient

déjà une place particulière dans l'alimentation, mais, avec l'augmentation de la population, on aurait pu s'attendre à voir sa part s'accroître ; or, dans les années cinquante, ces proportions n'avaient pratiquement pas changé. En effet, pendant ce temps, une transformation d'importance s'était opérée avec le remplacement du sorgho par le maïs, l'agriculture restant fondée sur l'alternance des céréales, plantées en petite saison des pluies, et des haricots de grande saison des pluies.

L'augmentation de la densité n'a pas non plus incité à protéger et fertiliser des sols riches mais fragiles : la fumure n'est pas systématique, et les Kikuyu n'avaient construit ni terrasses ni rideaux. L'irrigation est rare. Le seul changement important fut donc le développement du maïs, culture plus productive, mais aussi plus facile à pratiquer que le mil ; en fait, les Kikuyu, pratiquement contraints d'aller travailler pour les Européens et laissant souvent à leurs femmes le souci des cultures, n'ont dû qu'à la richesse de leur sol de survivre malgré une augmentation de population dramatique. Dans des circonstances nouvelles, ils ont montré leur aptitude au changement en étant les principaux acteurs d'une évolution spectaculaire qui fait que les Africains, sans toucher aux plantations européennes, fournissent aujourd'hui plus de la moitié du café du Kenya contre 9 % en 1957. Ceci est le résultat d'une politique concertée au cours des dernières années de la colonisation. Le remembrement, remède nécessaire à un morcellement très poussé, a créé des exploitations moyennes, dessinées en fonction des « chaînes » pédologiques, mais la suppression des exploitations jugées non rentables a multiplié les paysans sans terre (au moins 10 % des hommes adultes) qu'on voudrait voir devenir salariés dans le cadre d'une intensification de l'agriculture. Pour parer à la surproduction de café, on

encourage l'extension du thé et du pyrèthre dans les parties hautes, du ricin, de l'élevage bovin dans les zones basses. Longtemps pays de survie, le pays kikuyu devient une région agricole complexe, largement organisée selon l'altitude.

Le rapide surpeuplement du pays kiga

A l'autre extrémité de la région des rifts, le pays kiga est aussi une aire de très forte densité. Sur 4 926 km², la densité moyenne est de 130 habitants. Pourtant l'agriculture y est fondée sur des plantes assez peu productives, le sorgho et l'éleusine auxquels s'ajoutent pois, haricots et patates. Le sorgho, de surcroît, ne permet qu'une culture par an, de décembre-janvier à juillet. En 1950, les surfaces cultivées couvraient déjà 56 % de la surface totale; elles se sont étendues depuis jusqu'aux sommets des collines, à plus de 2 000 m. En 1964, dans une région de 65 km², surfaces cultivées et jachères couvraient 77,5 % du territoire et la taille moyenne des exploitations n'était que de 30 ares. Pourtant, les techniques culturales sont restées assez sommaires, aucune précaution n'étant prise contre l'érosion sur des pentes de plus de 40 %, et les spectaculaires rideaux qui modèlent aujourd'hui les collines ont été imposés par l'administration. Cette culture imprudente peut s'expliquer par le fait que les Kiga, arrivés au XIX^e siècle, ne voient pas encore leurs sols s'épuiser. La place de la banane, qui pourrait cependant être plus grande, est limitée soit par l'altitude supérieure à 1 800 m soit, dans les régions basses, par une pluviométrie souvent inférieure à 1 m. Enfin, longtemps isolé du reste de l'Uganda et peuplé d'étrangers, le pays kiga n'a guère fait l'objet de tentatives de vulgarisation des cultures commerciales. Il a fallu l'extension de la route goudronnée jusqu'à

Kabale pour que s'étendent récemment la culture et la vente de légumes frais.

Si des circonstances particulières expliquent en partie les faiblesses de certaines agricultures de montagne, on doit noter que le milieu montagnard, en dépit de ses qualités, impose des limites à l'activité humaine. Salubres, bien arrosées, à l'abri des incursions dangereuses, les montagnes ont attiré de fortes concentrations humaines qu'elles ont du mal à nourrir car à 1 800 m, altitude où la malaria cesse d'être virulente et où se situe l'optimum pluviométrique, la fraîcheur des températures nuit au bon développement des plantes les plus productives comme le manioc et le bananier. Suffisamment pluvieux et situés à une altitude moyenne, les rivages du lac Victoria sont par comparaison des pays très heureusement doués.

Hiérarchie sociale et étagement en altitude au Ruanda et au Burundi

Au Ruanda et au Burundi, la complexité des rapports entre milieu naturel, organisation sociale et formes de mise en valeur apparaît de manière particulièrement frappante, en raison de la variété des conditions physiques et du long maintien d'une société hiérarchisée. Ensemble de blocs soulevés, en pente raide vers l'ouest et descendant vers l'est par une série de plans inclinés, découpés par une multitude de vallées aux flancs raides et aux fonds marécageux, Ruanda et Burundi abritent, éparpillée sur leurs collines, une abondante population : la densité est d'environ 128 hab./km² au Ruanda, 125 au Burundi. Les régions périphériques, d'al-

titude inférieure à 1 200 m, sont très faiblement peuplées, et l'essentiel de la population se concentre entre 1 500 et 1 800 m : 80,6 % de la population vivent sur les terres d'altitude supérieure à 1 500 m, qui représentent 64,5 % de la superficie.

La coïncidence entre forte densité humaine et forte densité du bétail a incité à mettre les deux faits en rapport : dans un Etat hiérarchisé où une aristocratie nilotique de Tutsi domine une masse de Hutu, paysans bantou, l'ordre aurait été assuré par un réseau de contrats de clientèle, les *ubuhake*, sanctionnés par le prêt de bétail. L'altitude en préservant celui-ci de la trypanosomiase aurait permis l'ordre social et, partant, les fortes densités. Cette interprétation séduisante semble incomplète. La présence de bétail n'est pas nécessaire à l'établissement d'une société hiérarchisée, comme le montre le Buganda où le bétail vivait à la périphérie du royaume ; au Ruanda il en était d'ailleurs ainsi jusqu'à une époque récente : la masse des troupeaux n'a gagné les hauteurs qu'à la fin du XIX^e siècle sous la menace des glossines, et si les Tutsi s'étaient établis en altitude dès le XV^e siècle au Ruanda, ce n'est pas pour pratiquer l'élevage, mais pour se mettre à l'abri des invasions. L'*ubuhake*, institution du XIX^e siècle, est le seul élément conservé à l'époque coloniale d'un système complexe par lequel le *mwami* (roi) du Ruanda, s'étant assuré la propriété éminente de toutes les terres, les redistribuait selon des règles quasi féodales ; s'il tempérerait les abus, l'*ubuhake* n'assurait pas la tranquillité : le Ruanda resta un pays de violence, où, plus que l'accroissement de population, la conquête tutsi, inachevée à l'arrivée des Allemands, provoqua l'émigration d'un nombre important de Hutu en Kigezi.

Il faut donc expliquer en fait l'établissement d'une forte population d'agriculteurs avant l'arrivée des Tutsi et de leur

bétail, en recourant faute de mieux aux explications traditionnelles. Les conditions d'exercice de la vie agricole ne sont pas plus favorables que dans la cuvète congolaise, à l'ouest, mais sont nettement meilleures que sur les plateaux orientaux ; d'autre part, la forêt d'altitude était sans doute plus facile à attaquer que celle de la cuvette. La salubrité était plus grande (la malaria n'a gagné les Hautes Terres qu'en 1920) et le relief préserva longtemps des invasions. Mais, d'autre part, on admettra volontiers que l'arrivée du bétail, suivant celle des Tutsi, a favorisé l'accroissement des densités en permettant des échanges de produits avec les pasteurs, puis, grâce à l'*ubuhake*, en assurant aux paysans des protides animales et du fumier, nécessaire en raison du raccourcissement des jachères. Loin d'être d'une importance aberrante, comme le soutenaient les administrateurs belges partisans d'une réduction du cheptel, le troupeau, essentiellement constitué de femelles, a permis l'intensification de l'agriculture.

A la hiérarchie sociale ne correspondait plus depuis longtemps une spécialisation des genres de vie : sauf au sud du Burundi, les Tutsi sont devenus agriculteurs. L'agriculture, de pratique générale, se fonde, malgré les diversités régionales, sur des principes communs. La pluviométrie, médiocre (très rarement supérieure à 1 500 mm/an) et très irrégulière oblige à chercher la sécurité par l'étalement et la diversification des cultures, par les mélanges de variétés (pour les haricots en particulier) aux exigences différentes. En revanche, comme toujours en montagne, sur un sol régulièrement couvert de plantes, il a fallu la pression administrative pour que soient mis en place des dispositifs contre l'érosion. L'altitude et les traditions locales font varier les spécialisations agricoles. De 1 500 à 1 800 m, sorgho, maïs, haricots, bananes sont cultivés ; au-dessus le bananier dis-

paraît et on cultive surtout, outre maïs et haricots, orge, pois, éleusine et pomme de terre. Dès 1 500 m cependant, la production de bananes et de manioc est médiocre et l'on en troque en basses terres contre des produits animaux. A altitude égale, les variations sont notables : le Centre du Ruanda cultive sorgho et haricots sous les bananiers, plus au sud banane et maïs l'emportent, et les sols pauvres du Sud du Burundi sont consacrés à l'éleusine. Le bananier, surtout destiné à la production d'un cidre très alcoolisé, n'est jamais prédominant : il occupait en 1960 190 000 hectares contre 350 000 en haricots et 160 000 en sorgho. La plus grande partie des calories est fournie par les haricots et les céréales et par le manioc dans les régions basses ; on fait jusqu'à 3 récoltes de haricots ou 2 récoltes de haricots et 1 de sorgho dans l'année. A ces plantes, s'est ajoutée plus récemment la patate, en culture pluviale ou dans les bas-fonds, introduite par les Belges comme culture de précaution contre la disette. Dans ce pays d'habitat dispersé, le mode de culture s'organise selon la distance par rapport à l'enclos familial. Au Burundi, on distingue l'*itongo*, près du *kraal*, où la culture, fumée, est permanente, plus loin l'*indimo* où alternent cultures et jachère, puis l'*ubunyovu*, où les friches sont épisodiquement semées d'éleusine, enfin les marais du bas, parfois drainés et cultivés.

Ce système de cultures est suffisamment intensif pour assurer en moyenne 2 200 calories par tête à une population très dense et laisser quelque place au café *arabica*, introduit par l'administration dans les années trente. La moitié des agriculteurs ruandais cultive le caféier, sur des lopins de 100 pieds en moyenne. Pour les deux pays, les plantations couvraient 18 000 ha en 1945, 43 000 ha en 1960 et, grâce à des rendements élevés, assuraient la moitié du revenu agricole.

Mieux que dans le genre de vie, la hiérarchie sociale se manifestait dans le niveau de vie : le revenu monétaire des Tutsi était légèrement plus élevé que celui des Hutu, car ils disposaient sans doute d'un peu plus de place pour planter des caféiers, et leur bétail était plus nombreux, variant selon les régions de 0,5 à 2,4 têtes par famille contre 0,2 à 1,2 pour les Hutu. Rien de tout ceci cependant ne traduisait la rigoureuse hiérarchie sociale ; la révolution ruandaise et la fuite des Tutsi après l'indépendance expriment sans doute moins un conflit entre riches et pauvres que le rejet de la situation coloniale : les Tutsi en avaient été les soutiens sinon les symboles, mais leur position avait déjà été affaiblie par la suppression de l'*ubuhake*, suscitée par les Belges, et beaucoup plus avancée au Ruanda qu'au Burundi ; autre marque de ce rejet que le recul au moins temporaire d'une production caféière née sous la contrainte, qui a conduit au marasme des pays mal pourvus.

Les pays d' Islam swahili

La rencontre de l' Islam et de l' Afrique bantou

Marge côtière et insulaire de l' Afrique orientale, le pays swahili, malgré son étendue réduite et sa population médiocre, mérite une analyse particulière. Conditions physiques et traits humains lui valent une forte individualité : les pluies plus fortes et les densités moyennes de la côte s'opposent à la sécheresse et au vide de l'intérieur immédiat, tandis que les îles sont des régions de forte densité. Mais c'est, plus encore, une civilisation qui fait l'originalité de ces régions côtières. Par elles s'est établi le contact avec le monde marchand musulman de l'océan Indien. Elles ont respiré l'air du large ; malgré les aléas d'une histoire faite de massacres autant que de fructueux négoce, elles ont réussi un amalgame de la civilisation africaine et de la civilisation de l'Asie musulmane et forgé une langue, le swahili, essentiellement bantou, dont l'usage se répand rapidement dans l'intérieur.

Musulmans, les pays swahili s'opposent à l'intérieur, animiste ou chrétien, mais ils ont créé un Islam original, en incorporant maintes pratiques « païennes » : le nouvel an swahili mêle aux rites musulmans des pratiques africaines et perses ; le « grand mariage » est propre aux Comores où, dans les villages, l'*imam* partage le pouvoir religieux avec le *mwalimur*, intercesseur auprès des esprits. La civilisation musulmane a aussi profondément modelé les structures économiques et sociales, le paysage rural et urbain.

Cas unique en Afrique orientale, la civilisation swahili est d'abord urbaine, née dans les comptoirs où des minorités asiatiques expatriées ont, par la force des choses, noué des contacts avec des populations africaines variées, souvent établies depuis peu, mais riches d'un héritage culturel qu'elles n'ont pas entièrement renié. Les villes côtières sont d'abord tournées vers la mer. Aujourd'hui les mieux douées d'entre elles, Mombasa et Dar-es-Salaam, accueillent les cargos du commerce international, mais toutes reçoivent la visite des boutres, ce symbole de l'océan Indien, dont la voile triangulaire, de Bombay à Mombasa, de la mer Rouge à Majunga, met une note toujours familière. Dans les ruelles tortueuses de Zanzibar, comme dans les quadrilatères réguliers de Dar-es-Salaam, les hautes maisons, la blancheur des mosquées, le grouillement des bazars, les saris chatoyants, les fez et les turbans évoquent Bombay, Harar ou les villes d'Arabie plus qu'ils n'annoncent Nairobi ou Kampala. D'abord peu préoccupées des affaires africaines, les villes, unifiées sous l'égide de Zanzibar, ont peu à peu développé leur emprise sur le voisinage et établi avec les campagnes des rapports étroits dont l'ancienneté et la profondeur sont exceptionnelles en Afrique orientale.

L'importance de la population urbaine, le droit islamique qui établit la propriété des terres ont permis le développement

d'une agriculture commercialisée et d'une véritable propriété citadine. Le paysage rural et le système de cultures se ressentent de cette situation. Groupées en gros villages, les maisons sont parfois entourées, comme aux Comores, de palissades qui cachent à l'étranger la vie familiale. La maison swahili est d'inspiration urbaine avec sa porte sculptée, son couloir autour duquel se disposent six pièces. Une circulation monétaire relativement importante explique la présence de nombreuses boutiques aux marchandises hétéroclites. L'agriculture fait une place particulière à des cultures importées, moins répandues dans l'intérieur, telles que le manioc ou le riz ; un trait plus caractéristique encore est la combinaison de ces cultures avec des arbres qui constituent de véritables parcs : cocotiers, anacardiens, manguiers, girofliers abondent et leurs produits sont largement vendus.

Les conflits sociaux dans les îles des épices et des parfums

Face à des rivages continentaux où la densité n'est que rarement supérieure à 20 habitants au km², Zanzibar, Pemba et les Comores vérifient la loi du surpeuplement des petites îles, en dépassant le plus souvent 100 hab./km² ; l'agriculture de plantation s'y est développée au bénéfice des plantes rares, épices et plantes à parfum. Mais Zanzibar et les Comores, qui ont toujours évolué indépendamment, diffèrent pour le reste profondément : à Zanzibar les plantations de girofle sont aux mains des Arabes, tandis qu'aux Comores les plantations de plantes à parfum dépendent entièrement de sociétés européennes. L'évolution politique récente a encore accentué, fût-ce pour un temps, leurs différences.

Introduit à Zanzibar entre 1810 et 1820, le giroflier fut, à l'initiative de Sayyid Saïd, planté sur de grandes propriétés arabes. Jusqu'alors, les populations locales d'origine africaine, les Shirazi, occupaient le Sud et l'Est de Zanzibar où elles pratiquaient une agriculture vivrière sur les argiles de décomposition des calcaires coralliens. Les collines occidentales, aux sols sableux profonds, *mchanga*, étaient encore vides et couvertes de forêts. On put donc y concéder de grands lots aux notables arabes. A Pemba, plus peuplée, il fallut procéder à des expropriations, mais les Shirazi obtinrent le droit d'établir des plantations, et les intermariages furent nombreux. A Zanzibar du moins, la plantation, le sarclage, la cueillette des clous furent effectués non par les autochtones qui vécurent longtemps à part sous l'autorité de leurs chefs, mais par des esclaves du continent installés dans des villages sur les plantations.

Calamités et évolution historique contraignirent à des adaptations. Après le dramatique cyclone de 1872 qui détruisit pratiquement tous les arbres de Zanzibar, Pemba devint le centre de la production dont elle fournit encore les 5/6. A la suite de l'abolition de l'esclavage, en 1897, une partie des anciens esclaves se fixa comme *squatters* sur les plantations, où on leur confia le travail de sarclage contre l'autorisation de pratiquer des cultures vivrières ; en revanche, la cueillette était faite par les Shirazi, puis de plus en plus par des saisonniers du continent ; chaque année encore, 12 à 15 000 Nyamwezi se rendent dans les îles. Les commerçants indiens, d'autre part, en prenant des hypothèques sur les terres, menacèrent la suprématie foncière des Arabes ; pour préserver l'équilibre politique, les administrateurs anglais s'efforcèrent d'assurer le maintien de la propriété arabe grâce à l'Association des planteurs de girofle.

De longue date premier producteur mondial de clous de

girofle, avec, selon les années, 5 à 20 000 tonnes de clous, exportées vers l'Indonésie, l'Inde et la Malaisie, les deux îles ont toutefois d'autres ressources. A Zanzibar, les villages shirazi de l'Est ont développé des plantations de cocotiers sous lesquelles ils produisent manioc, bananes et ignames. La production de coprah est la deuxième d'Afrique après celle du Mozambique. Les cultures vivrières alimentent depuis longtemps un appréciable commerce : au XIX^e siècle, Pemba était le grenier à riz de Mombasa. Le riz, nourriture préférée, est cultivé dans les étroits et nombreux vallons de l'Ouest de Pemba, et dans les vallées plus rares mais plus larges de Zanzibar. Sur ces terres, souvent propriétés citadines, le riz alterne durant la même année avec les patates ou précède deux à trois années de manioc et une jachère de durée égale. Avec 70 000 habitants, la ville de Zanzibar incite au développement des cultures vivrières ; en étendant leurs champs sous les girofliers les *squatters* sont entrés en lutte avec les propriétaires.

Si elles échappaient à la colonisation agricole européenne, Zanzibar et Pemba n'ignoraient pas pour autant les conflits sociaux. L'économie du girofle était aux mains de minorités étrangères liées aux Européens et qui détenaient le pouvoir politique face à la majorité des Shirazi et des descendants d'esclaves. La fin de la tutelle britannique provoqua la ruine de structures politiques médiévales. En janvier 1964, un mois après l'indépendance, une révolution chassa le sultan et établit une démocratie populaire, aussitôt soutenue par les pays de l'Est. Si le Tanganyika parvint à absorber les îles dans la fédération tanzanienne, elles gardent une très grande liberté dans leurs décisions économiques et politiques. Les plantations ont été nationalisées et on tente de mettre en place une agriculture collective. La production de girofle,

dont on ignore l'importance actuelle, est totalement achetée par les pays communistes.

Aux Comores comme à Zanzibar coexistent deux groupes d'origine différente et de position économique inégale : la masse paysanne des indigènes, les Wa Matsa, d'origine mal connue, a été soumise à la tutelle d'une minorité venue d'Afrique de l'Est du 1^{er} au x^e siècle, formée d'un petit nombre d'Arabes originaires de Chiraz, de l'Hadramaout ou de Bagdad, et d'Antalotes, sans doute des Indonésiens islamisés. Langue, coutumes, paysages urbains, organisation des villages rappellent Zanzibar et Pemba, mais les conditions naturelles et le contexte historique sont nettement différents. Ils volcaniques, les Comores ont, sauf Mayotte, un relief vigoureux et sont fortement arrosées par la mousson de nord-ouest. Les terres des plaines sont de bonne qualité, mais la vigueur du relief et la violence des pluies rendent périlleuse la culture des hautes pentes. L'établissement de plantations sur les meilleures terres a donc eu des conséquences plus dramatiques sur le sort de la masse paysanne. D'autre part, malgré l'existence de bourgeoisies urbaines et de plusieurs sultanats, les plantations ont été établies, dans la seconde moitié du xix^e siècle, par des colons et des compagnies européennes. Les efforts des sultans pour créer leurs propres plantations de canne à sucre se soldèrent par des échecs. Ceux-ci ne s'expliquent pas seulement par l'incapacité des classes dirigeantes : les Comores ne disposaient pas, comme Zanzibar, d'un vaste empire commercial pouvant leur fournir des ressources monétaires et des esclaves ; loin de dominer Madagascar, elles subissaient régulièrement les attaques de ses habitants, Sakalava ou Betsimisaraka. Tandis que Zanzibar optait pour une culture assez simple, le girofle, les Comores se consacraient à la canne à sucre, puis aux plantes à parfum, qui exigent une transformation

industrielle, une organisation commerciale et s'accommode mieux de grandes unités de production. Zanzibar était protégé par la puissance britannique, alors que les Comores excitaient l'appétit des colons réunionnais, et que le gouvernement français se souciait avant tout d'en faire une base d'intervention contre Madagascar.

Aussi les colons parent-ils, avec l'appui de sultans faibles et corrompus, spolier aisément les paysans comoriens. Ceux-ci n'eurent plus de terres de cultures, dans les parties hautes, les plus pauvres, qu'à condition de travailler sur les plantations. Les premières réformes agraires ont seulement reconnu aux Comoriens la possession de ces lopins sans remettre en cause le statut des plantations. Aussi la pression humaine sur les terres « libres » est-elle particulièrement forte : à Anjouan, en 1960, les villageois ne possédaient que 26 % des terres, contre 27,5 % aux colons, 23,5 aux citadins et 23 % à l'Etat. Une estimation optimiste leur accordait 31 ares par personne à Anjouan, 37 à la Grande Comore, 74 à Mayotte. Aujourd'hui encore la propriété comorienne, villageoise ou bourgeoise, ne couvre que 28,6 % des îles, contre 18,4 % aux colons étrangers. Sur les lopins villageois menacés par l'érosion et très éloignés des villages, on cultive le riz de brûlis, le *mele*, semé d'août à décembre en association avec le manioc, et des légumineuses. La jachère n'est pratiquée que si la production devient quasiment nulle. Bien que le riz soit réservé aux repas de fêtes, 80 % de la consommation doit être importée. La nourriture habituelle, produite sur de petites parcelles proches des villages, consiste en bananes, fruits de l'arbre à pain, manioc ou noix de coco, dont la vente assure aussi quelques ressources. Depuis quelques années, on a encouragé dans les villages la culture de la vanille, devenue récemment la première exportation en valeur. Les propriétés moyennes citadines, souvent

très mal entretenues, se consacrent plutôt au giroflier. A Anjouan, 75 % de la vanille, 90 % des clous de girofle sont produits par des Comoriens.

Les blocs massifs des plantations contrastent avec le parcellaire morcelé des terres comoriennes. Particulièrement développées à Anjouan et à la Grande Comore, elles se sont orientées vers les plantes à parfum et jadis vers le sisal, surtout planté pour justifier l'occupation des terres. L'ylang-ylang, qui couvre 550 ha à Anjouan, est de très loin la principale production, et la *Bambao* en est le premier producteur mondial. Le jasmin et le bigaradier, introduits récemment, sont peu importants. Le salariat n'est plus aujourd'hui la seule forme de rapports entre colons et paysans : 23 % de la population active d'Anjouan était encore salariée sur les plantations en 1960, mais la culture de la vanille et du bigaradier est souvent pratiquée en métayage. Les sociétés, qui seules achètent certains produits riches, laissant aux collecteurs indiens ou comoriens le coprah, le girofle et une part de la vanille, contrôlent autant que jadis l'économie des régions les plus fertiles.

Cette économie de plantation sans scrupules, favorisée par une administration coloniale faible, n'a donc guère évolué malgré l'octroi en 1958 d'un régime d'autonomie interne. Sans souci de développement, elle n'a même pas assuré la croissance de la production. L'instabilité des cours, le manque de solidité financière des firmes, l'insécurité de l'avenir politique semblent avoir découragé les investissements : la production d'huiles essentielles est tombée de 244 tonnes en 1962 à 52 tonnes en 1965 pour remonter légèrement ensuite (67 tonnes d'ylang-ylang en 1971). En 1971, elles ne fournissaient que 26 % des exportations, contre 38 % à la vanille, culture largement paysanne, tandis qu'augmentaient les parts du girofle et du coprah. Seules les subventions

françaises permettent de supporter un déficit croissant ; la couverture des importations par les exportations n'était que de 55,4 % en 1971 contre 92,2 % en 1959. L'émigration vers Madagascar, où l'on compte 40 000 Comoriens, ne peut résoudre les problèmes d'un archipel où la population a augmenté rapidement, passant de 170 000 à 245 000 habitants de 1954 à 1965. De profondes réformes semblent inévitables, mais aucune ne paraît se préparer.

La côte africaine

De Lamu au nord du Kenya à Malindi au sud du Tanganyika, peuplement et activités agricoles varient sensiblement sans altérer l'unité de la zone côtière. La part des Bantou dans la population totale semble augmenter du nord au sud, tandis que l'origine des immigrés varie selon les secteurs de peuplement : ainsi Arabes et Syriens l'emportent vers Lamu, et de Mombasa à Malindi les Arabes et les Mésopotamiens. Alors qu'au Kenya, où la sécheresse limite les possibilités agricoles, le maïs est la principale culture, le Nord et le Centre de la côte tanzanienne accordent la première place au manioc et le Sud au sorgho. Le riz, jusqu'à présent surtout cultivé dans les vallées de la Ruvu et de la Rufiji, s'étend au Kenya. Le cocotier, plus important de Tanga à Dar-es-Salaam, cède la première place au Kenya et au Sud de la Tanzanie à l'anacarde dont les amandes sont en partie exportées pour être traitées en Inde.

Un exemple tanzanien semble caractéristique de cette agriculture côtière. Dans la région de Tanga, au nord du pays, sur des sols sableux médiocres recevant annuellement 620 à 750 mm de pluies, les Wadigo combinent la culture du manioc à la production de noix de coco. Les exploitations,

dont les 2/3 de la surface sont en cocotiers, ont de 1 ha à 3,5 ha. On plante ensemble la première année manioc, maïs, pois et cocotiers ; le manioc (surtout du manioc doux), planté à plat ou sur des billons, reste en terre 16 à 22 mois pendant lesquels il est sarclé deux ou trois fois, et donne des rendements de l'ordre de 4,5 tonnes à l'hectare. Deux ou trois cycles de cultures sont pratiqués, à l'occasion desquels on remplace les cocotiers manquants. Par la suite, la cocoteraie ne porte généralement plus de cultures annuelles. Chaque exploitant, qui possède 90 à 130 cocotiers, fait deux ou trois fois par an cueillir les noix par des salariés ; la production moyenne d'un arbre, 25 noix, est faible, et les pluies sont trop réduites pour qu'une forte augmentation soit possible. Le coprah est vendu à de petites huileries et savonneries, tandis que le manioc, qui fournit 60 à 75 % du revenu agricole, part pour la ville ou les plantations de sisal de l'arrière-pays. Un quart des villageois environ possède des bovins assez mal soignés mais dont le lait est en grande partie vendu. Comme dans la plupart des régions côtières, où existent des flux commerciaux bien dessinés en direction des villes, toutes les productions notables sont donc en partie commercialisées. De surcroît, une partie des habitants s'emploie saisonnièrement sur les plantations de sisal concentrées dans la région et les salaires représentent près de 40 % du revenu des villageois, qui consacrent 38 % de leurs dépenses à l'achat de nourriture. On voit donc combien, par l'influence des villes et des plantations, l'économie de ces villages côtiers est aujourd'hui ouverte. Certes, la région de Tanga a une activité commerciale particulièrement poussée, mais, à des degrés divers, beaucoup d'autres régions côtières participent à cette économie marchande caractéristique des pays swahili.

L'expansion de la civilisation abyssine dans le bastion éthiopien

Vie rurale et organisation de l'espace sur les Hautes Terres d'Éthiopie, quoique d'une extrême variété, sont de plus en plus marquées par l'emprise croissante de la civilisation amharique, ou abyssine, aussi particulariste que particulière, qui se rattache non à l'Afrique tropicale, mais au monde méditerranéen et au Moyen-Orient. Formée par une succession de royaumes chrétiens qui n'échappèrent à la destruction que par une suite de « miracles » historiques, l'Abyssinie s'est muée depuis la seconde moitié du XIX^e siècle en un empire conquérant qui, dépassant les limites des Hautes Terres, s'étend aussi aujourd'hui sur de vastes territoires semi-désertiques. C'est cependant sur les seules Hautes Terres que la civilisation traditionnelle abyssine peut mener une conquête qui, assez récemment amorcée, n'est pas encore parvenue à son terme.

Plantes cultivées, instruments de travail, système foncier sans équivalent en Afrique orientale, pourraient sembler

importés dans cette fraction originale du monde des Hautes Terres. Pourtant l'Ethiopie, qui doit beaucoup à l'extérieur, fut aussi un centre créateur d'une exceptionnelle richesse et sut associer découvertes locales et emprunts dans une civilisation rurale forgée au cours d'une longue histoire. Nous évoquerons rapidement ce passé, avant d'étudier les caractères originaux de l'agriculture en Abyssinie traditionnelle, puis les conditions de l'expansion actuelle de l'agriculture abyssine.

Survie et expansion du royaume abyssin

Le royaume abyssin est l'héritier en ligne directe de l'ancien royaume d'Axoum, peuplé de Hamites, mais qui emprunta au monde sémitique maintes techniques et formes d'organisation sociale et surtout, dès 350, la religion chrétienne, sous sa forme monophysite, qui fut le ciment de l'unité abyssine. Les royaumes chrétiens du Nord de l'Ethiopie échappèrent, comme le Soudan, à la première phase d'expansion islamique. Le danger que représenta la puissance du sultanat musulman de Harar fut écarté grâce aux Portugais, venus au secours du royaume chrétien du prêtre Jean, puis par la destruction de Harar en 1577 par les Galla encore animistes. Ceux-ci à leur tour, en envahissant les Hautes Terres et en occupant le Choa, menacèrent l'existence de l'Abyssinie ; sans doute est-ce à cette époque que la chrétienté abyssine a connu les plus grands périls : l'autorité politique était inexistante, et l'Eglise fut le seul facteur d'unité et l'inspiratrice de la résistance. Mais les Galla, par manque d'organisation, étaient difficilement capables de dominer leurs conquêtes ; quand ils s'islamisèrent au

xviii^e siècle, ils avaient perdu leur ascendant militaire, et au xix^e siècle les Galla du Sud-Ouest furent massacrés par les Egyptiens. Nouveau danger que la progression des troupes égyptiennes, mais l'Abyssinie avait retrouvé son unité, grâce au roi Théodore, et en 1876 écarta le péril par la victoire de Gura. Lorsque les puissances européennes se partagèrent l'Afrique, les Abyssins eurent la chance de se heurter à un adversaire aux moyens limités, l'Italie, et d'être gouvernés par Ménélik, souverain d'envergure exceptionnelle. La victoire d'Adoua, en 1896, qui ruina les espoirs italiens, fut aussi un événement marquant de l'histoire africaine.

Certes, en 1936, l'Italie mussolinienne, en prenant Addis-Abeba, réalisera enfin un vieux rêve national, mais, entre-temps, le royaume d'Abyssinie avait pratiquement mené à bien ses objectifs de reconquête et d'expansion sur l'ensemble des Hautes Terres, et la seconde guerre mondiale libéra cinq ans plus tard l'empire du Lion de Juda, qui sortit du conflit plus étendu que jamais. Soutenus-désormais par les Etats-Unis, tout en entretenant de bonnes relations avec l'Est, le Négus et les Abyssins peuvent maintenant tenter, malgré les résistances, une colonisation intérieure qui ferait d'eux les véritables maîtres d'un empire de plus de 1 200 000 km².

La civilisation rurale abyssine

La civilisation rurale abyssine est mise au service d'un système politique et social créé par une société militaire et théocratique visant à la reconquête des terres perdues. Les

souverains ont dû s'appuyer sur une aristocratie féodale, une classe de soldats et un clergé très nombreux (on estime qu'un Abyssin sur cinq est homme d'Eglise). Les couvents en particulier, qui ont été des sanctuaires culturels, ont, par leurs abbés, joué de tout temps un rôle politique ; l'abbé de Debra Libanos, confesseur du souverain, était en fait le premier personnage religieux du royaume avant l'*abouna*, patriarche désigné encore récemment par l'Eglise copte d'Egypte. Cette alliance se traduit par un système foncier d'une extrême complexité. Dans les zones abyssines traditionnelles, où les terres sont sommairement mesurées depuis plusieurs siècles, s'opposent les *Mengist Meret*, terres de la Couronne, et les *Rist*, terres dévolues par le souverain. Les féodaux reçoivent des *Riste Gult* sur lesquels ils perçoivent des taxes à leur bénéfice ; l'Eglise se voit dotée de terres *Senon*, les soldats, moyennant le paiement d'une dîme, ont des terres *Maderya*. Dans les régions nouvellement défrichées, le souverain recevait les deux tiers des terres occupées, dont il cédait une large part à l'Eglise. Les *Mengist Meret* permettaient au monarque de récompenser les bons serviteurs et, en prêtant des lots aux paysans, de s'assurer en échange une multitude de services : taxes en nature, fourniture de bois, entretien de chevaux et de mules, portage des bagages de l'armée. Ce système, qui aboutit à d'extrêmes inégalités sociales opposant l'Eglise et les féodaux à une masse de paysans sans terre, a été en principe remplacé par une législation d'inspiration européenne qui n'est en fait pas appliquée. Les propriétaires restent tout-puissants : jusqu'à une date récente, la loi les laissait prélever jusqu'aux trois quarts de la récolte. Le pouvoir des possédants s'étend jusqu'aux échelons les plus bas de l'administration ; les chefs d'*Atbia* (canton) sont élus depuis Ménélik, mais seuls les propriétaires sont éligibles ; ils sont rémunérés par un pourcentage sur le bénéfice des affaires administratives, système qui prête à tous les abus. Si

dans les zones conquises les Abyssins apparaissent aux populations locales comme des féodaux oppresseurs, dans la vieille Abyssinie c'est une masse écrasée de redevances qui exploite laborieusement le sol.

Les hautes coulées de basalte, coupées de gorges impressionnantes, parfois profondes de plus de 1 000 m, ne sont pas des surfaces planes ; dominées par des pics aigus, elles sont modelées en collines de 70 à 100 m de dénivelée, séparées par des vallées aux formes molles qui débouchent brutalement sur les gorges ; celles-ci comportent des replats isolés, qui doivent à leur rôle de refuge et à leur climat plus riant d'être très densément peuplés.

Le système de cultures abyssin, fondé sur une combinaison de céréales et de légumineuses, rappelle ceux du Mbyen-Orient et de l'Inde du Nord. Les céréales, qui occupent la plus grande surface, sont d'une extraordinaire variété. La plus originale est sans conteste le *teff*, originaire du Nord du pays : ses grains sont minuscules (100 grains de *teff* pèsent un vingt-cinquième de gramme alors que 100 grains de blé pèsent 5 grammes), mais leur rendement en farine, de l'ordre de 98 %, est remarquable, et ils se conservent très longtemps. Le *teff* est la céréale noble, particulièrement utilisée pour le pain fermenté ; il pousse entre 1 700 et 2 800 m, mais sa zone de prédilection est entre 1 900 et 2 000 m, et il a repoussé vers des terres plus hautes le blé, moins apprécié. L'Éthiopie fut aussi un centre de domestication du blé dur, dont on compte plusieurs centaines d'espèces. L'orge pousse à partir de 1 900 m et peut être cultivée à plus de 3 000 m. En revanche maïs et sorgho sont plutôt cultivés dans les zones basses de la *Kolla*. La gamme des légumineuses est aussi fort étendue avec des pois, des haricots, des lentilles. Moins importants sont les oléagineux dont certains sont locaux, comme le *nug* (*Guizotia abyssinica*) tan-

dis que d'autres ont été introduits comme le ricin, le lin et l'arachide.

Les conditions climatiques locales déterminent le choix des cultures. A Debra Berhan, village du Choa situé vers 2 800 m, orge et haricots, ainsi que parfois blé et lin, occupent les parties les plus exposées des plateaux, les lentilles et les pois ne venant que dans les zones mieux abritées. Le climat plus doux des replats de gorges permet la culture d'un peu de teff, accompagné de blé, d'orge, de pois et de lentilles. Le fond des gorges voit apparaître le maïs et le sorgho. Les champs, très morcelés, occupent les pentes des collines au sommet desquelles l'habitat se disperse en petits hameaux de huttes cylindriques, faites de bois et de torchis, surmontées d'un toit de paille conique, entourées de murettes de pierre ou de haies d'euphorbes. La cour, où le bétail est généralement rentré le soir, abrite un jardin où poussent légumes et épices comme le poivre de Cayenne ou la moutarde. Les églises sont nombreuses : on compte à Debra Berhan une église pour 2 000 habitants sur le plateau, de reconquête récente, une pour 650 habitants dans les gorges, refuge des chrétiens ; elles ont un aspect semblable à celui des maisons et sont divisées en trois cercles concentriques, le dernier, réservé au prêtre, contenant l'arche d'alliance, le *tabot*.

Des aménagements permanents protègent souvent le sol de l'érosion : sur les replats des gorges, des terrasses de basalte ont été construites, en arrière desquelles on a apporté de la terre ; les pentes moins fortes sont modelées en « rideaux » ou *boyes* ; là culture en courbes est très fréquente. Sauf sur les pentes les plus fortes, les champs sont préparés à l'araire ; cet instrument primitif, que deux bœufs tirent par un joug fixé autour du cou, travaille lentement et le labour superficiel doit être effectué deux à quatre fois selon des direc-

tions différentes ; mais les charrues à roues ne peuvent être utilisées sur des sols lourds qu'on travaille au cours de la saison des pluies. Après le semis, effectué à la volée et recouvert par un nouveau labour, des drains diagonaux sont tracés dans les champs. Les rotations font généralement alterner de manière judicieuse céréales et légumineuses qui fixent l'azote.

En voici deux exemples pris dans le Nord-Ouest de l'Abysinie :

Terre noire riche	Terre rouge moins fertile
Deux années de teff	Teff
Nug	Mil
Pois	Jachère ou sur les meilleurs sols : Orge
Teff	Pois
	Jachère

La jachère, de 3 à 7 ans, est générale sauf sur les sols les plus riches. La faible importance du troupeau rend la fumure rare, d'autant que dans ces régions déboisées la bouse est utilisée comme combustible. Parfois, cependant, on installe des parcs mobiles déplacés tous les 15 jours sur les champs de cultures riches. La fertilisation est donc souvent réalisée par le brûlis : dans le système du *guai*, les mottes de terres sont brûlées après avoir été entassées en buttes d'un mètre de diamètre environ. L'essentiel des

cultures est pratiqué pendant la grande saison des pluies ; toutefois l'existence de petites saisons pluvieuses permet une deuxième culture, souvent à l'orge à cycle court, semée en avril, et qui assure la soudure. Certaines vallées, sommairement irriguées, peuvent être cultivées en saison sèche.

Ces méthodes culturales soigneuses mais archaïques assurent des récoltes médiocres. En 1938, on estimait les rendements à 10 ou 12 quintaux à l'hectare pour le teff et l'éleusine, 7 à 8 quintaux pour l'orge, 3 à 5 quintaux pour le blé. L'Abyssinie ne produit que les plantes nécessaires à une alimentation à base de bouillies, de pains en forme de crêpes, accompagnés de sauces grasses et très relevées. Quelques cotonniers arborescents fournissent la matière première des *shamma*, les toges éthiopiennes. Pourtant, l'Abyssinie est un pays de marchés ; pour vendre de menus produits, échanger des céréales contre le sel et les animaux des basses terres, toute famille paysanne en fréquente plusieurs, dont certains peuvent être à une semaine de marche, occupation irrationnelle certes, mais justifiée par l'extrême rareté de l'argent, et qui contribue à cimenter les unités régionales.

L'expansion de la civilisation abyssine

Ce mode de vie est également celui des minorités qui subsistent en Abyssinie. Il s'agit d'ailleurs moins de minorités ethniques que de minorités religieuses. On n'est Abyssin que si l'on est chrétien, et les minorités ont en fait la même origine que les Abyssins eux-mêmes. Dans le Choa, où la reconquête chrétienne est très avancée, les Galla musulmans ont adopté la civilisation agricole du groupe dominant ; tout

au plus s'en distinguent-ils par des pratiques moins soignées, un moindre attachement au teff, la recherche des sites moins élevés où ils cultivent maïs ou sorgho. Mais à l'ouest, au sud-ouest, ou sur les Hauts Terres orientales subsistent des systèmes de cultures plus originaux.

Les marges occidentales et la civilisation de l' « ensete »

Sur les marges occidentales, en Welega, surtout peuplée de Galla, les particularités sont encore peu affirmées. La terre étant plus abondante, les façons sont plus réduites. La charrue est d'introduction récente. Le sorgho a plus d'importance et l'on voit apparaître les racines et les tubercules, presque inconnus au cœur de l'Abyssinie. Aux cultures s'ajoute la cueillette du café, moins importante que dans le Sud-Ouest, et la récolte du miel sauvage.

Même à proximité d'Addis-Abeba, capitale récente en pays reconquis, l'agriculture du Sud-Ouest a une tout autre originalité. Depuis le pays Guraghe jusqu'en Gamu-Gofa, la base de l'alimentation traditionnelle est l'*ensete*, faux bananier propre à l'Ethiopie, dont les nervures des feuilles et leur prolongement dans le pseudo-tronc fournissent une farine. Son rendement est exceptionnel parmi les plantes alimentaires : une plantation fournit 4 000 calories par mètre carré et par an et un hectare suffit à nourrir vingt personnes. Ceci est d'autant plus étonnant que l'*ensete* est une plante d'altitude, essentiellement cultivée entre 2 600 et 3 900 m ; seule, la pomme de terre s'étend plus haut. Point n'est besoin, pour la cultiver, de très grandes surfaces : dans la région de Chenchia (Gamu-Gofa), où la densité atteint

localement 380 habitants au km², il n'occupe en moyenne que 10 % des terres cultivées. Mais cette culture suppose des techniques raffinées. Les paysans vont dans les régions les plus hautes chercher des boutures plus saines qu'ils transplantent dans les régions basses plus productives. La terre de la pépinière est soigneusement préparée à la *denguora*, bêche de jet effilée avec un long manche terminé par une boule de pierre qui la leste ; les boutures séjournent deux à neuf ans en pépinière, et subissent une série de repiquages ; puis le plant est mis dans un champ fortement fumé, proche de la maison, où il demeure trois à sept ans selon l'altitude. La farine est conservée dans des trous où elle subit une fermentation contrôlée. Mais, dans ces régions conquises, l'ethnie dominante étend son influence par ses administrateurs, ses colons, son simple prestige ; elle y apporte ses cultures et le préjugé en leur faveur. A Chenchia, l'ensete n'est plus fertilisé que par le purin et les déjections humaines, les feuilles, au lieu de former un *mulch*, servent à l'alimentation du bétail ; en revanche, au prix de transports très longs, on apporte le fumier aux cultures d'orge des hauts de pente près desquels les propriétaires aisés installent même leurs étables. Evolution regrettable : alors que la densité augmente, on porte ses soins à des cultures moins productives ; le prestige du mode de vie abyssin, la commercialisation plus facile des grains l'expliquent largement. Les secteurs plus bas du Sud-Ouest (1 600-2 000 m) ont d'autres ressources monétaires : ce sont les principales régions productrices de café, cueilli notamment dans des peuplements spontanés dont certains semblent issus de plantations abandonnées. Mais les difficultés de transport (il faut parfois utiliser l'avion) rendent coûteuse la concentration à Addis-Abeba et la vente par un monopole d'Etat de produits souvent médiocres.

Les Hautes Terres orientales, aussi élevées mais plus sèches et plus disséquées que l'Abyssinie, et peuplées pour deux tiers de Galla, ont une agriculture fondée sur le sorgho et le maïs, souvent semés en mélange. L'orge et le teff, introduits par les colons abyssins, n'occupent souvent pas plus de 5 % des surfaces cultivées. Techniques et cultures annoncent l'Arabie méridionale. Autour de la vieille ville musulmane de Harar, la culture en terrasses est très développée et avec elle une irrigation soignée, appliquée en particulier aux caféières. Dans les jardins, arbres et arbustes se multiplient, et parmi eux le *ch'at*, un excitant dont les feuilles sont exportées par Djibouti vers Aden et l'Arabie. La préparation des champs est presque uniquement effectuée à la bêche. Les maisons, cylindriques encore mais dont le toit prend la forme d'un chapeau pointu aux larges bords, sont plus souvent groupées en villages, et dans les centres on voit apparaître la maison à étages, au toit en terrasse.

L'occupation récente du rift

Les régions basses du rift sont celles où s'est le plus récemment manifestée l'expansion agricole, qui est ici aussi largement une expansion abyssine. Phénomène nouveau et de rythme rapide : le rift du Gamu-Gofa, où le peuplement ne s'est développé que depuis une dizaine d'années, avec la fin des razzias des pasteurs Gudji, est aussi largement cultivé que les pentes qui le dominent. Phénomène nouveau dans ses formes qui sont celles d'une grande exploitation moderne dans ses techniques, où l'aristocratie, essentiellement amharique, s'associe aux capitaux étrangers, ou celles de secteurs agricoles inspirés des conceptions occidentales du « déve-

loppement ». Climat et ressources en eau déterminent les modes d'utilisation du sol. Au sud, près du lac Chamo, l'irrigation permet la culture du riz et du coton ; au nord de cette région, un climat plus arrosé a autorisé le développement de grandes plantations de café près de Dilla et Yirga Allem. A la latitude d'Addis-Abeba, il faut souvent se contenter de cultures extensives de céréales, mais à Wonji, près de la ville industrielle de Nazret, une compagnie hollandaise produit 75 000 tonnes de sucre grâce à la culture irriguée de la canne.

La migration spontanée vers les régions basses, considérées comme malsaines, reste médiocre. Ceci favorise encore la mécanisation et donne une tonalité nouvelle à la volonté de domination d'un groupe minoritaire dont les privilégiés détiennent le pouvoir sur un pays immense qu'ils voudraient façonner selon leur modèle.

Madagascar : l'unité et la diversité des civilisations rizicoles

Unité ou diversité du monde malgache ? On hésite entre les deux thèmes tant ils se conjuguent pour caractériser ce « petit continent ». Dans une extrême diversité de milieux, Madagascar réalise l'union des civilisations agricoles autour d'une plante, le riz ; ce pays de petites communautés villageoises repliées sur elles-mêmes vit aussi grandir des royaumes qui tentèrent de l'unifier ; malgré la vigueur des rivalités régionales, le sentiment national y est une réalité ancienne, portant à l'isolationnisme, car ses habitants se sentent étrangers au monde qui les entoure, ni africains, ni asiatiques, mais malgaches. De fait, quelle que soit l'importance de l'apport africain dans sa population, la Grande Ile se distingue nettement du continent voisin par sa langue malayo-polynésienne et ses pratiques culturelles parentes de celle de l'Asie des moussons, tout comme par une flore et une faune originales.

L'opposition tranchée entre zones côtières tropicales et inté-

rieur élevé et plus tempéré n'est pas de même nature qu'en Afrique : on ne saurait ici distinguer hautes terres peuplées et fertiles et basses terres mal douées et vides ; humidité, densité de population et ressources ne sont pas systématiquement liées à l'altitude. Le triangle des fortes densités s'étend sur des régions naturelles diverses et il existe toute une gamme de rapports entre peuplement et ressources. L'opposition entre les côtes et le massif intérieur se fonde en fait sur deux points : d'une part la nature des rapports entre l'homme et le milieu, de l'autre des circonstances historiques qui, mettant tardivement mais plus intensément en rapport les gens des Hautes Terres avec la technique européenne et le christianisme, les ont rendus très différents des côtiers, plus rebelles à l'influence étrangère qu'ils avaient eu pourtant plus d'occasions de connaître. En dépit d'une surprenante homogénéité linguistique, malgré des brassages de population et une vie agricole organisée sur les mêmes bases et paradoxalement parce que l'unification faillit être réalisée avant la conquête européenne, Madagascar semble souvent entretenir, avec ces facteurs d'unité, les germes de la discorde.

Echec et conséquences de la tentative d'hégémonie merina

Tard venus dans la géographie politique malgache, isolés à l'intérieur, les souvenirs merina, et le plus grand d'entre eux, Andrianampoinimerina, ont d'abord tiré de leur héritage culturel les techniques et l'idéologie qui soutinrent leur volonté d'étendre « leur rizière jusqu'à la mer ». Les premières conquêtes merina sur les Hautes Terres, les plus durables, s'accompagnèrent d'une véritable intégration des

sociétés locales. Mais la monarchie tananarivienne a pâti de l'intérêt justifié que lui porta la Grande-Bretagne. Conseillé par des militaires et des missionnaires protestants britanniques, Radama I^{er} tenta d'accélérer la conquête en formant une armée moderne, des techniciens, des administrateurs. Malgré les réactions anti-européennes, c'est cette politique d'adoption des techniques sans soumission à l'étranger qui fut poursuivie. C'est peut-être de ce choix que vient l'échec final. Trop rapides et suivies de révoltes, les conquêtes coûtèrent trop cher en hommes et en argent à un pays sans grandes ressources. Le pays merina fut troublé par l'établissement d'une administration centralisée, les institutions les mieux ancrées furent déformées, comme la communauté villageoise et familiale, le *fokonolona* ; les gouvernements utilisèrent l'administration pour un important négoce personnel ; l'adoption du christianisme remit en cause les fondements de la vie sociale. Cette crise profonde rendit les Merina incapables de résister à l'impérialisme français. Hasards de l'histoire, alors que Ménélik, vainqueur à Adoua, allait offrir aux habitants des pauvres Hautes Terres abyssines la domination de l'ensemble éthiopien, les Merina, sans doute mieux préparés à la gestion d'un Etat moderne, mais manquant d'un leader énergique, voyaient les Français s'emparer de Tananarive. Pourtant, plus instruites, mieux formées techniquement, les populations de l'intérieur ne pouvaient pas, malgré les méfiances réciproques, ne pas entretenir avec le pouvoir colonial des rapports particuliers et participer en fait à l'unification de Madagascar ; petits fonctionnaires, commerçants ou planteurs venus des Hautes Terres parurent sur les côtes, en dépit de la vigueur de leur sentiment national, les complices de l'étranger. Au décalage culturel s'ajouta une opposition politique entretenue par le colonisateur, qui mena les côtiers à refuser à la fois colonisation étrangère et colonisation intérieure. L'indépendance

retrouvée n'a pas effacé ces oppositions entre côtiers majoritaires dans la population et hommes des Hauts, souvent encore indispensables par leurs connaissances et dont le dynamisme démographique est supérieur.

Les fondements techniques de la riziculture

Si, d'autre part, les conditions naturelles imposent à la riziculture des formes différentes, elle repose sur les mêmes fondements techniques. Malgré l'existence sur la façade orientale d'une culture de riz sur brûlis, la riziculture malgache est avant tout pratiquée dans les vallées et les marais. Elle suppose un certain nombre d'aménagements et une gamme de travaux assez constante. La plus grande partie des rizières malgaches est repiquée avec des plants obtenus en pépinière : considérée comme raffinée et « intensive », cette technique n'accroît cependant pas les rendements et exige un surcroît de travail. Si dans certains pays, en réduisant le séjour des plants sur les rizières, elle autorise une double culture sur la même parcelle, ce n'est généralement pas le cas à Madagascar ; son emploi s'y justifie par le fait que, limitant pendant un temps l'irrigation à la seule pépinière, elle facilite la culture de saison sèche et permet d'entamer plus tôt la culture de saison des pluies. Le repiquage est ici à la fois signe du contrôle des techniques et d'une mauvaise maîtrise du milieu. Après la préparation soigneuse et le semis des pépinières, on réduit en boue le sol des rizières : traditionnellement ceci est réalisé par le piétinage de la terre, à deux reprises, par plusieurs dizaines de bœufs mais d'autres techniques, combinées ou non avec le piétinage, sont employées comme le bêchage à l'*angady*, la bêche malgache

à la lame aiguisée et au long manche, ou, introduits par le colonisateur mais récemment multipliés, le labour et le hersage. Le repiquage et les sarclages sont ensuite effectués par des équipes de femmes. La moisson à la faucille ou au couteau à riz est suivie, après quelques jours de séchage sur le champ, par le battage réalisé par percussion sur des pierres.

Cette série de travaux exige un temps considérable : 200 jours par hectare pour une culture soignée ; des techniques plus sommaires abaissent cependant ce chiffre à moins de 100 jours. Circonstance aggravante ; tous ces travaux doivent être effectués sensiblement à la même date par tous les riziculteurs d'une même région : aussi existe-t-il des périodes où, malgré l'entraide, la main-d'œuvre locale ne suffit pas pour un travail soigné, tandis que les façons nécessaires aux cultures pluviales sont délibérément négligées.

Riz de décrue et de brûlis dans les régions côtières

Les régions côtières malsaines sans doute et où la température élevée n'incite guère à l'effort ne sont pas des régions défavorables à l'activité agricole. Lorsque l'eau ne fait pas défaut, aucune saison fraîche n'y vient ralentir la croissance végétale, mais la maîtrise de l'eau est impossible à obtenir sans grands moyens techniques. Les crues des rivières sont fortes, brutales et irrégulières, en raison des pentes raides et du déboisement, aggravées à l'est par les barrages périodiques des cordons littoraux ; tout aménagement permanent semble donc précaire. La double culture du riz, que le climat rend souvent possible, est, de ce fait, rarement réalisée.

Sur la façade orientale, les fleuves inondent les plaines entre la fin de novembre et le milieu d'avril. On ne peut alors cultiver que des sites particuliers. Dans le Sud-Est, le riz *vatomandry* est repiqué en décembre-janvier dans des marais protégés par des bourrelets alluviaux; mais cette récolte, dont on prise peu le goût, n'a que de faibles rendements (1 tonne ou moins à l'hectare); sur les hauts de terrasses, on cultive encore le *vary tomboky* hâtif, entre décembre et mars. Pour l'essentiel de la production et une majorité des surfaces cultivées, la riziculture orientale repose sur la culture de décrue: le *vary hosy*, dont le cycle commence en avril, pratiqué sur les terres les plus basses et sur une grande part des rizières de *vatomandry*, occupe les surfaces les plus importantes: pour trois villages du Sud-Est, les superficies cultivées en *vary hosy* seul représentent 24,4 % des surfaces, celles qui connaissent une double culture 63,9 % des surfaces; la superficie annuellement plantée en *hosy* fait donc 56,3 % de l'ensemble, et, ses rendements étant sensiblement doubles de ceux du *vatomandry* malgré les risques de retrait hâtif des eaux ou de recrudescence des pluies, il assure plus de 70 % de la production de riz. Les paysans du Sud-Est, sur des lopins trop étroits (20 à 45 ares de moyenne dans les villages étudiés), sont donc à la recherche d'un compromis entre les aléas climatiques, le rendement et le goût des espèces variées dont ils disposent, mais ils ne peuvent éviter disette chronique ou même famine en cas d'intempéries.

Dans la plaine de Maroantsetra, au nord-est, bel ensemble de 10 000 hectares de rizières, la riziculture s'adapte à une gamme variée de sols créés par l'alluvionnement. Les levées de berge où s'alignent les villages aux cases de *falafa* (pétioles de *ravenala*) sur pilotis et les cuvettes de débordement constituent les terroirs de choix, où poussent les riz à fort rendement (souvent plus de 3 tonnes) et au

goût apprécié ; en arrière, un ensemble complexe d'anciens lits et de cordons sableux, aux sols médiocres et où la crue est difficilement contrôlable, est réservé à des riz plus rustiques ; enfin, les marais, zone pionnière, ne supportent que le grossier *vary java* qui est une assurance pour les années sèches. Partout le repiquage a lieu entre la mi-juillet et la fin d'août, et la moisson se déroule en novembre-décembre, menacée par les crues précoces.

Notamment dans l'intérieur, des régions entières tirent leur nourriture du *tavy*, brûlis forestier, dont les équivalents sont nombreux dans l'Asie du Sud-Est. Sans doute le *tavy* est-il un fait de civilisation, mais sa pratique est aussi une nécessité en raison de la rareté des vallées aménageables. Le champ de *tavy*, de 50 ares à 1 hectare, jadis toujours établi sur une parcelle de forêt, est préparé en octobre ou novembre, mois assez secs. Les arbres abattus sont brûlés et le riz semé dans la cendre. La culture de *tavy*, dite paresseuse, exige un intense travail de sarclage et une constante surveillance contre les prédateurs ; ses rendements à l'hectare dépassent souvent une tonne d'un riz très prisé. Cette pratique, souvent stigmatisée, n'est réellement dangereuse que dans les régions de forte densité (parfois supérieure à 40 hab./km² comme à Vavatenina) où les défrichements sont trop rapprochés ; ailleurs, le *tavy*, protégé par les souches, les racines et les herbes, abandonné après deux ans, retourne vite à la forêt secondaire.

Sur la côte occidentale, malgré un rythme climatique différent et la sécheresse de l'« hiver », c'est plus nettement encore la culture de saison sèche qui l'emporte après les inondations de saison des pluies. Parfois, des retenues naturelles derrière des cordons alluviaux permettent une culture sans aménagements : ainsi au lac Bemarivo, inondé toute la saison des pluies par la Tsiribihina, les pépinières sont

semées à la décrue au bord de l'eau ; là où le retrait des eaux est rapide, les plants sont repiqués deux ou trois fois ; le repiquage définitif est effectué dans 40 à 60 cm d'eau et la récolte se fait aux plus basses eaux, de septembre à novembre. Dans des sites où aucun aménagement rationnel n'a pu être effectué, ce système « primitif » assure des récoltes d'environ 1 tonne à l'hectare. Quand des retenues et un système de drainage ont pu être construits, comme à Marovoay, près de Majunga, la culture de saison sèche est vraiment irriguée. Si l'apport d'eau est régulier, le riz est ainsi à l'abri des crues brutales, ses grains mûrissent mieux au cours de mois sans pluies. Rares sont les terroirs où la double culture est réalisée ; c'est le cas de certaines basses vallées comme celle de la Morondava, où les crues sont brusques mais courtes dans une vallée nettement incisée. Mais l'irrigation de saison sèche a obligé à capter l'eau loin en amont par un réseau de canaux sommaire mais efficace. Les parcelles d'altitude moyenne portent successivement le *vary tsipala* de saison des pluies et le *vary be* de saison sèche. Les parcelles les plus basses ne reçoivent que le *vary be* et les plus élevées sont réservées au *tsipala*.

Le contraste des deux façades côtières

Les rizicultures côtières ont donc un certain nombre de points communs qui sont principalement la prédominance de la riziculture de décrue, forme de soumission à la nature, la variété de la gamme des sols et des espèces, des façons culturales réduites, pratiquées sur des surfaces assez importantes (68 ares en moyenne dans la province de Tamatave, 100 ares dans la province de Majunga). En revanche, dans les

autres domaines de la vie rurale, différences climatiques et contrastes de densité créent une opposition vigoureuse entre les deux façades côtières.

Partout, on ajoute au riz quelques cultures vivrières de saison des pluies ; alors qu'à l'est le manioc, qui parfois succède au riz sur les *tavy*, est la culture essentielle, à l'ouest on y ajoute le maïs sur des surfaces appréciables. Les habitants de l'extrême Sud-Ouest, d'autre part, comme ceux du Sud, ne peuvent que localement, en raison du climat, pratiquer la riziculture. Les cultures vivrières de maïs, sorgho, manioc, auxquelles s'ajoutent citrouilles et légumineuses, plantées en mélange dans des champs enclos, n'assurent que des récoltes très aléatoires. L'Ouest, le Sud et le pays bara, plus élevé, disposent de vastes pâturages pour les bovins : si Madagascar compte encore plus de bœufs que d'hommes, c'est que dans les régions occidentales et méridionales il y a souvent deux à quatre bêtes par habitant. Il n'existe pas de groupes purement pasteurs, mais l'élevage se juxtapose à l'agriculture sans s'associer à elle. Le troupeau sert seulement au piétinage des rizières. Les bœufs, dont la possession détermine le statut social, paissent à l'écart ; leurs produits n'entrent guère dans l'alimentation, mais ils assurent une part appréciable des ressources monétaires grâce au commerce dirigé vers les Hautes Terres et l'Est. Dans cette dernière région, un climat peu favorable et le manque de pâturages limitent à l'extrême le troupeau. Moins souvent employées à la préparation des rizières, les bêtes, qu'on doit renouveler par des achats, sont indispensables aux sacrifices par lesquels on rétablit des ententes rompues avec les vivants ou les morts. Dans l'Est et le Sambirano au nord-ouest, les ressources monétaires proviennent de cultures de plantation, comme le girofle, qui s'accommode des sols médiocres des collines, le café, et au nord la vanille, qui, plantées sur les terrasses

alluviales et les basses collines, ne peuvent occuper que des surfaces limitées. Les planteurs malgaches possèdent en moyenne 400 pieds de café. Ces cultures, d'abord imposées par l'administration et qui entretiennent l'activité d'une foule de petits commerçants chinois, sont pour une part restées des cultures méprisées et fort peu soignées en général. Les caféiers malgaches ont plus de vingt ans d'âge moyen, leur renouvellement est lent et leur rendement faible (300 à 400 grammes par pied).

A l'ouest, les cultures de rapport sont pour l'essentiel des cultures annuelles, pluviales ou de décrue, dont la plus importante est le pois du Cap, sorte de gros haricot, cultivé entre l'Onilahy et la Tsiribihina, sur les alluvions fertiles des *baiboho* ; sa culture crée sur les rives des fleuves une intense animation et d'importants mouvements saisonniers. Dans le Nord-Ouest et autour de Morondava, de Tuléar et d'Ankazoabo (pays *bara*), le coton s'est récemment étendu ; des rendements élevés (2 tonnes à l'hectare de coton graine en 1971) compensent difficilement les coûts et les risques liés au pullulement des insectes. L'arachide est la culture de rapport des terroirs les plus défavorisés, et l'une des rares qu'on puisse pratiquer dans l'extrême Sud.

Pauvreté du milieu et maîtrise technique sur les Hautes Terres

L'activité agricole prend un autre aspect sur les Hautes Terres. De leurs paysages bien peu tropicaux, la forêt est absente, l'arbre même est rare ; dominées par les clochers des églises et des temples, les maisons de terre remplacent les

cases de végétaux ; les collines qui ne portent qu'une savane d'*Aristida* sont le plus souvent délaissées au profit des vallées et des petits bassins, où se concentre la vie agricole. Les casiers des rizières sont soigneusement et solidement construits et, lorsque l'extension des hautes surfaces en permet l'irrigation, ils se prolongent sur les versants en terrasses étroites qui rappellent les plus belles réalisations de Java ou des Philippines. Plus qu'en Afrique à même altitude, les Hautes Terres sont froides ; sauf sur les marges occidentales, la fraîcheur hivernale, plus que la sécheresse, entrave le développement des cultures de contre-saison. Les cultures de *vary aloha* précoce (moissonné en février) et de *vary vakiambiaty* du cœur de la saison des pluies (moissonné d'avril à juin) sont étroitement imbriquées et la seconde est de loin la plus importante. En effet, si la culture de première saison souffre rarement d'un excès d'eau, elle connaît d'autres inconvénients : elle suppose des aménagements pour l'irrigation, le maintien des plants en pépinière, l'hiver, pour une période qui peut excéder quatre mois et court le risque de fortes pluies à la floraison. Le *vary aloha* est souvent un pis-aller pour les terres inondées en saison des pluies et ne s'étend vraiment que dans les plaines de Tananarive où les rois merina, les premiers, en coordonnant les efforts des communautés villageoises, ont rendu possible la mise en valeur des marais et donné à la puissance merina son fondement agricole.

L'aménagement plus aisé et plus rationnel des rizières des Hautes Terres permet une culture plus régulière et autorise sans doute une moindre finesse dans le choix des espèces végétales et de leur adaptation au sol. Les soins culturaux prennent plus de temps : la rizière doit être laborieusement bêchée, et, faute d'un troupeau suffisant, le piétinage est souvent remplacé par un travail supplémentaire à

l'angady. Les sarclages sont indispensables ; la croissance de la végétation adventice n'est pas gênée par la hauteur de l'eau. Quoique les surfaces cultivées soient faibles (moins de 50 ares en moyenne), il est souvent nécessaire de recourir temporairement à des salariés, qui viennent nombreux, notamment du Betsileo, vers le nord et l'ouest, profitant de légers décalages dans les calendriers rizicoles. Mais, compte tenu des conditions climatiques, les rendements sont fort bons, dépassant souvent 3 tonnes à l'hectare.

La surface rizicole des exploitations est partout faible : environ 70 ares et guère plus de 50 ares dans les plaines qui entourent Tananarive. Pourtant le riz reste la culture essentielle et occupe encore généralement plus de place que les cultures pluviales de *tanety* (collines) qui, sauf près des villes où les débouchés sont assurés, ne représentent guère que 30 à 40 % des superficies cultivées. Ici comme sur les côtes le riz est normalement la nourriture de base, consommée en fortes quantités ; il est aussi un produit souvent commercialisé, faute d'autres productions de valeur. Mais la pression démographique empêche de vendre beaucoup ; il faut valoriser les cultures vivrières pauvres, comme le manioc, les patates et même le maïs, par l'engraissement de trop rares bovins, de porcs, voire de volailles : dans la province de Tananarive, les produits animaux assurent 26,3 % des revenus des ménages ruraux contre 13 % aux cultures vivrières et 1,2 % aux cultures d'exportation. Les Hautes Terres fraîches ne peuvent pratiquer bon nombre de cultures tropicales d'exportation ; le théier, bien adapté au climat des franges orientales, a été négligé jusqu'à présent ; le caféier *arabica* a été pratiquement abandonné après les premières décennies de l'époque coloniale. Il faut pour couvrir les dépenses monétaires (particulièrement importantes pour la santé et l'enseignement) pratiquer une multitude

d'activités secondaires que favorise l'existence d'un marché urbain plus important qu'ailleurs ; cultures maraîchères, fruitières, ainsi qu'un artisanat du tissage, de la poterie, de la vannerie alimentent de nombreux marchés ; comme en Abyssinie, les échanges intérieurs assurent une certaine répartition des maigres revenus extra-agricoles.

Les agriculteurs des Hautes Terres sont donc contraints à une conquête ou plutôt à une reconquête des collines, car la prédominance de la riziculture de vallée semble être un temps de l'évolution agricole malgache. Les traditions anciennes conservées en Imerina, l'ampleur des aménagements de pente qu'on y voit encore font deviner l'importance qu'ont eue, au début du XIX^e siècle, les cultures pluviales fertilisées par le fumier et la cendre, que le déboisement et l'érosion ont ruinées. Outre les cultures vivrières pauvres, haricots, soja, arachide, tabac peuvent procurer des ressources et il ne faut pas négliger l'arboriculture. Un mouvement semblable s'esquisse sur certains secteurs des côtés : dans le Sud-Est, on monte à la conquête des collines où le manioc est une plante pionnière ; la plantation de bananiers, avec ses effets favorables sur le sol, prépare la création de nouvelles caféières. Une évolution de même type serait possible sur la côte occidentale où la finesse du vocabulaire pédologique, la variété des espèces témoignent d'une plus grande extension des cultures pluviales dans le passé ; mais la faiblesse des densités limite l'évolution. La reconquête des « terres sèches » de culture pluviale, en élargissant le domaine agricole, est une des chances de Madagascar, mais elle doit être menée avec méthode, en utilisant les meilleures techniques traditionnelles et les procédés nouveaux de protection, en combinant les cultures de rapport et l'embouche bovine, dont l'avenir semble prometteur.

*L'importance économique
et politique
de la colonisation européenne*

La colonisation agricole européenne avait pris dans les pays d'Afrique orientale et à Madagascar une importance appréciable, sans aboutir cependant, comme en Afrique australe, à une colonisation de peuplement. Au Kenya seulement, on réserva entièrement certaines régions aux colons qui purent quelque temps entretenir le rêve d'un « Kenya blanc ». Certains pays ont pratiquement ignoré cette forme d'implantation européenne, soit comme l'Éthiopie parce que l'occupation européenne y fut très brève (l'Érythrée, conquise par l'Italie à partir de 1869, y est un cas particulier), soit comme le Ruanda et le Burundi en raison de trop fortes densités. En Uganda, le secteur agricole étranger s'est limité à quelques plantations de thé en Bunyoro et à deux entreprises sucrières indiennes, fort prospères d'ailleurs. En Somalie, les colons italiens étaient peu nombreux et n'occupaient que de faibles surfaces mais les 30 000 hecta-

res cultivés étaient des terres irriguées, trop rares dans ce pays aride. Au Tanganyika, la colonisation allemande fut d'entrée fort appréciable et survécut partiellement à la guerre de 1914-1918 et à l'établissement de l'administration britannique ; cependant, petit à petit, et en particulier à la faveur du second conflit mondial, elle fut supplantée par les entreprises britanniques, grecques ou indiennes. Les étrangers ne possédèrent jamais plus de 1 % du territoire. A Madagascar, la colonisation agricole européenne paraît déjà plus importante, contrôlant 2,5 % des terres avant l'indépendance, tandis que les Européens disposaient de 5 % environ de la surface du Kenya.

On ne saurait certes juger sur ces données de surface de l'importance économique de l'agriculture européenne à la veille des indépendances. Les terres européennes étaient souvent parmi les plus fertiles, et sans atteindre un haut niveau technique leurs domaines étaient généralement plus productifs que les petites exploitations paysannes. L'agriculture européenne fournissait, à la fin des années cinquante, 45 % des exportations du Tanganyika, 59 % de celles de la Somalie ; les Européens de Madagascar assuraient entre autres toutes les exportations de sisal, tabac, sucre et 17 % des exportations de café. Au Kenya, enfin, cas limite, les colons qui disposaient d'un quart des terres cultivables, fournissaient 80 % des exportations. Ces données économiques sont sans doute plus révélatrices que les effectifs démographiques ; encore ceux-ci mettent-ils en évidence la relative importance du peuplement agricole européen à Madagascar et au Kenya : il y avait à Madagascar en 1948 31 000 Français dont 6 000 vivaient de l'agriculture, les chiffres correspondants étant pour les « Blancs » au Kenya, en 1952, de 42 000 et 10 000. Mais d'autres facteurs plus subjectifs doivent être pris en considération ; le poids des colons européens dans la vie de

ces pays dépendait aussi largement de l'ancienneté de leur installation, de leur attachement à la terre, de leurs liens sociaux, voire familiaux, avec l'administration. De ce point de vue encore, c'est à Madagascar et surtout au Kenya que les conséquences du développement de la colonisation agricole européenne ont été les plus marquées.

Il serait ardu de dresser en quelques lignes un bilan de la colonisation agricole européenne et de ses effets. Ceux-ci sont au demeurant fort variables. Dans certaines régions les colons ont introduit des paysages étrangers de plantations modernes et permis la création d'infrastructures importantes ; mais bien souvent la plantation est restée un simple îlot, mal relié au monde, et dont les techniques de production mêmes étaient médiocres. Une gamme complète de types s'étend de la plantation industrielle au petit colon sans ressources, qui survit de l'exploitation de la main-d'œuvre locale. L'implantation agricole européenne a généralement, aux temps coloniaux, entravé l'évolution de l'agriculture autochtone ; les colons se souciaient peu de trouver chez les Africains des concurrents en matière de cultures commerciales, faisaient pression sur l'administration pour obtenir une main-d'œuvre sous-payée et, en accaparant de bonnes terres, créaient ou aggravaient les problèmes fonciers. Il est peu surprenant que les premières rébellions anticoloniales (si l'on excepte la révolte maji-maji du Tanganyika) aient eu pour théâtre Madagascar et le Kenya. Ces révoltes et leur répression ont sensiblement influé sur l'évolution politique des deux pays, qui ont obtenu leur indépendance sans troubles, mais dans des circonstances délicates. Aujourd'hui, la situation de la colonisation européenne s'est assurément modifiée, mais, quoique amoindrie, sa puissance économique reste réelle. Son avenir dépend certes de la politique future des Etats, mais sans doute aussi des colons eux-mêmes et de

leur capacité d'adaptation, du rôle qu'ils sauraient éventuellement jouer dans un véritable développement.

Deux sociétés contrastées : colons de Madagascar et du Kenya

Tandis qu'aussitôt après la conquête Gallieni souhaitait encourager l'établissement à Madagascar de grandes compagnies, une foule de Réunionnais sans ressources débarquait à Tamatave ; certes, beaucoup repartirent, comme la plupart des « colons-soldats », mais un certain nombre créa sur la côte orientale et dans le Nord de petites plantations de café, de poivre ou de vanille. La politique de grande colonisation fut un échec complet et, dans l'entre-deux-guerres, la place des sociétés agricoles fut en partie prise par des compagnies d'import-export, comme « La Marseillaise » et « La Lyonnaise » de Madagascar, qui contrôlèrent, souvent par l'intermédiaire de filiales, des domaines très dispersés géographiquement et aux activités très disparates. Une troisième colonisation se développa dans les années trente et au lendemain de la guerre : concentrée dans certaines régions, comme le lac Alaotra, la vallée du Mandrare au sud, ou les deltas du Nord-Ouest, elle investit plus de capitaux et bénéficia d'un fort soutien technique, voire financier, de la puissance publique. A cette histoire complexe, la colonisation agricole doit une grande variété sociale et une implantation territoriale très dispersée. Beaucoup de colons manquaient de ressources et les compagnies avaient des intérêts autres qu'agricoles ; aussi la qualité de leurs entreprises a-t-elle souvent laissé à désirer.

Au Kenya, en revanche, la colonisation a occupé un espace pratiquement d'un seul tenant et a été largement le fait de

personnes aisées, disposant dans la métropole de forts appuis, ou de sociétés anonymes prêtes à investir des capitaux importants. Les Hautes Terres blanches du Kenya ont été qualifiées, non sans exagération, de « jardin de la Chambre des lords ».

Suscitée par l'administration qui voulait développer rapidement la production agricole le long du chemin de fer de Mombasa au lac Victoria, favorisée par la salubrité du climat des Hautes Terres, la colonisation européenne s'établit sur des territoires réservés le long de la voie ferrée. La zone réservée (*scheduled area*) s'étendit peu à peu pour être définitivement fixée en 1933. Une première vague de colons comprenait quelques pionniers britanniques fortunés comme Lord Delamere, et des Boers venus d'Afrique du Sud par chariots ; après 1918, on facilita l'établissement d'anciens militaires ; puis, les dures expériences faites, le Kenya sembla un séjour idéal pour des fils de famille aventureux, où, sur des grands espaces vides, l'on pouvait mener au ^{xx}e siècle la vie du seigneur anglais, épris de grand air et de chevauchées, et pratiquer, comme dans la vieille et joyeuse Angleterre, la culture céréalière et l'élevage du bétail de race. La concentration du peuplement européen, le soutien de l'administration, la force de l'Association des fermiers ont permis l'établissement d'une solide infrastructure de routes, chemins de fer, lignes électriques, petits centres urbains. Sur ces Hautes Terres qui évoquent moins l'Afrique que les landes d'Ecosse, on ne s'étonne pas de trouver au tournant de la route auberges anglaises ou manoirs, tandis que les rangées de logements ouvriers, n'était la forme des huttes africaines, rappelleraient les Midlands industriels.

Les Hautes Terres blanches n'ont pris que très tard les traits qui étaient les leurs à la veille de l'indépendance. Erreurs

techniques, guerres, crise économique ont marqué les étapes de leur mise en valeur. La pomme de terre sur les hauteurs, le café près de Nairobi furent les premières cultures importantes. Dans les années vingt, tandis que s'étendaient les plantations de café et de sisal, les plateaux les plus élevés devenaient le domaine d'une monoculture céréalière (blé ou maïs) épuisante pour les sols et que ruina la crise des années trente. La guerre permit une reprise de la céréaliculture, un développement du sisal et du pyrèthre, tandis que le café pâtissait de cours très bas. Mais c'est seulement après 1945 que, avec l'appui du gouvernement, se développa, hors des zones de plantations, un type d'exploitation combinant agriculture et élevage tandis que le *ranching* se modernisait dans les zones les plus sèches. A une utilisation primaire, qui ne subsistait que par le bas prix de la main-d'œuvre, a succédé peu avant l'indépendance une agriculture enfin rationnelle. La spécialisation régionale a été favorisée par l'organisation coopérative et le développement de la transformation industrielle. La plus grande partie des surfaces cultivées était occupée en 1960 par la polyculture céréalière, à base de maïs dans les régions les plus chaudes (Trans-Nzoia, Uasin-Gishu) ou de blé dans les secteurs plus frais (plateau de Kinangop), associée à l'élevage laitier et à l'embouche porcine, ou à l'engraissement des moutons. Le pyrèthre s'étendait sur les zones les plus hautes. La production de bœufs de boucherie était réservée à l'Est semi-aride. Les plantations proprement dites étaient très localisées, avec le thé dans la région de Kericho, le café aux confins du pays kikuyu et dans les monts Machakos, le sisal au nord de Nairobi ou, à l'écart, dans l'arrière-pays de Mombasa. Les terres cultivées ne couvraient que 17 % des White Highlands. En 1960, le sisal occupait plus de 70 000 ha, le café 29 000 (contre 41 000 en 1936), le thé 15 000, mais les pâturages couvraient 2 150 000 ha et les

céréales plus de 180 000 ha. Si toutes les propriétés étaient de grandes dimensions (les exploitations de plus de 500 ha représentaient 85 % de la surface), le degré de concentration variait selon les cultures. La polyculture était pratiquée sur des propriétés individuelles de 400 à 800 ha, tandis que les cultures de plantation étaient pour l'essentiel le fait de sociétés anonymes, souvent modestes pour le café de Kiambu et Nyeri, beaucoup plus importantes pour le sisal, le *wattle* (*Acacia mollissima*) du Uasin-Gishu, et plus encore le thé, pour l'essentiel aux mains de la « Brooke Bond ».

A Madagascar, la diversité des formes de mise en valeur était encore plus accentuée. Des cultures de faible valeur marchande y étaient aussi pratiquées, mais, en raison des difficultés de transport, elles étaient le fait soit de colons sans ambition, vivant aux dépens de leurs métayers, dans l'Ouest notamment, soit d'entreprises industrielles et commerciales possédant leurs usines comme les plantations de manioc de la vallée du Mangoro, les rizières de la C.A.I.M. à Marovoay, les concessions sucrières du Nord-Ouest, soit enfin de colons concentrés géographiquement dans des régions assez bien desservies, comme les planteurs de riz du lac Alaotra ou les « sisaleux » de la vallée du Mandrare. Cependant les cultures de forte valeur unitaire pouvaient seules être pratiquées par beaucoup de colons très isolés. Le Nord-Est était le domaine des petits planteurs de vanille, tandis que plus au sud, notamment entre Vatomaniry et Manakara, plantations moyennes ou petits domaines se consacraient au café, au poivre et au girofle. Le Sambirano avait des plantations de café, de cocotiers, d'ylang-ylang, créées plus tard, dans les années trente, et de taille moyenne plus élevée. Nosy-Be, aux airs de vieille colonie, se consacrait à la canne à sucre et aux plantes à parfum. A l'ouest, deux cultures importantes seulement : le tabac et la canne. A

partir des années trente, la culture du Maryland fut très profitable, mais les concessions acquises par des aventuriers peu soucieux du lendemain, cultivées en métayage, autour de Port-Bergé, Mampikony et Miandrivazo, ne firent l'objet d'aucun investissement sérieux. En revanche, la canne à sucre est la culture de sociétés capitalistes aux techniques modernes, Sucreries Marseillaises à Namakia (à l'ouest de Majunga) et Société sucrière de la Mahavavy (SOSUMAV), établie dans les années cinquante autour d'Ambilobe. Trop densément peuplées, les Hautes Terres ont pratiquement échappé à la colonisation, sauf le massif de l'Itasy, couvert de plantations d'aleurite, le Moyen-Ouest et l'Horombe avec quelques *ranches* d'embouche, les environs d'Antsirabe et de Fianarantsoa où l'on trouvait de petits vignobles, enfin, derniers venus, après 1952, les quelques centaines de Réunionnais de la Sakay avec leurs petites exploitations de polyculture, d'élevage laitier et d'embouche porcine.

Colonisation et rébellion

Sans conteste, la colonisation européenne à Madagascar présente une moins brillante façade que son homologue kenyane ; moindre initiative et moindres ressources des planteurs, soutien moins constant de l'administration expliquent cette infériorité. Mais, toutes deux issues de la situation coloniale, elles présentent des points communs. La culture de plantes pauvres ou le maintien de techniques rudimentaires sur les plantations, trop fréquents, n'étaient possibles que si la main-d'œuvre était bon marché. Les colons du Kenya, pourtant favorisés par la vitalité démographique des Kikuyu, durent, pour obliger les Africains à venir travailler sur leurs terres, leur faire interdire de pratiquer les cultures d'expor-

tation : la combinaison d'un impôt assez lourd et de salaires très bas les obligeait à demeurer salariés de longues périodes. De plus, on accueillit longtemps volontiers comme *squatters* des familles sans terre qui moyennant le prêt de parcelles travaillaient sur les fermes européennes. Politique dangereuse : tandis que les « réserves tribales » devenaient trop exigües, des Africains déracinés s'entassaient sur les « terres blanches ». Le Kenya blanc a donc fini par souffrir d'un excès de main-d'œuvre ; au contraire, à Madagascar elle sera toujours rare, d'autant que les populations de la côte orientale se refusent à l'emploi salarié dans leur propre pays. Les colons tentèrent de profiter des prestations de travail, en principe réservées aux tâches d'intérêt général, et n'eurent assez de main-d'œuvre qu'en temps de guerre, lorsque les réquisitions étaient généralisées. Pourtant, l'impôt a obligé les hommes des régions les plus pauvres à se déplacer au loin, comme les Antandroy du Sud ou les Antaisaka du Sud-Est qui s'engageaient dans les plantations de l'extrême Nord. A des degrés divers dans les deux pays, spoliations foncières, dureté du traitement des salariés, refus de toute évolution politique ouvraient les chemins de la révolte.

Sans doute, la rébellion de 1947 à Madagascar et l'insurrection mau-mau du Kenya en 1952 ne sont-elles pas seulement des révoltes contre les colons. A Madagascar, les premiers troubles ont eu lieu sur les Hautes Terres autant que dans les zones de plantations, et les régions de colonisation de l'Ouest sont restées calmes. Au Kenya, les troubles eurent sinon pour berceau du moins pour cadre non les « Terres blanches » où les Kikuyu étaient pourtant des centaines de milliers, mais la réserve kikuyu. Les victimes des insurrections furent surtout ceux qui étaient considérés comme les complices de l'étranger, planteurs merina et betsileo de la côte orientale, chefs kikuyu « collaborateurs ». Bien au-delà des

troubles agraires, les deux mouvements ont exprimé un rejet global de la société coloniale et de ses symboles, mais ce refus n'aurait pas pris une telle forme sans la présence oppressante de la colonisation européenne.

Les réactions des colonisateurs à la révolte ont été différentes. A Madagascar, elle n'a provoqué aucun changement de politique, mais un durcissement de l'attitude des Européens et souvent un retour au travail forcé. La politique des crédits F.I.D.E.S., qui profita quelque peu aux Malgaches, n'est pas particulière à la Grande Ile. Au Kenya, la répression fut aussi dure, mais le mouvement mau-mau fit prendre conscience des problèmes du pays kikuyu, dont le plan Swynnerton bouleversa l'économie par une réforme agraire et l'introduction de cultures commerciales, destinées à créer une classe moyenne complaisante. Dans les deux pays, la pression des colons a rendu difficile l'accession à l'indépendance : à Madagascar, la campagne du référendum de 1958 fut très dure, et le Kenya fut le dernier pays indépendant d'Afrique orientale, en 1963.

Après l'indépendance :
pas d'exode général
mais une sélection naturelle

Quelques années après l'indépendance, le nombre des colons a partout diminué, tout comme leurs domaines et leur place dans l'économie. La production des nationaux a augmenté plus vite, et on s'est efforcé de reprendre au moins une part des terres que des colons peu confiants préféraient abandonner. Au Kenya, un plan spectaculaire, financé par la Grande-Bretagne pour 21 millions de livres, a permis

de racheter 400 000 ha de terres européennes pour y installer 25 000 familles africaines : il satisfait les aspirations nationales tout en permettant aux colons de vendre à un bon prix. Des Africains aisés ont également acquis des domaines et occupent ainsi près de 400 000 ha des White Highlands. Rien d'aussi spectaculaire à Madagascar où pourtant certaines sociétés d'aménagements rachètent des concessions pour y placer des paysans malgaches et où certaines firmes ont cédé leurs terres contre des avantages commerciaux ; bien souvent, la plantation européenne délaissée retourne purement et simplement à la forêt ou à la brousse.

Au Kenya, les terres européennes ne couvrent plus que 20 000 km² ; à Madagascar elles sont tombées de 1 500 000 ha en 1952 à 600 000 ha en 1968, mais les secteurs les plus prospères n'ont guère été touchés par des gouvernements soucieux de maintenir les exportations. Au Kenya, les plantations, les *ranches* et même certaines régions céréalières parmi les plus riches restent aux Européens. A Madagascar les grandes sociétés envisageaient récemment de moderniser leurs plantations. L'indépendance a provoqué une sélection parmi les entreprises dont beaucoup ne vivaient que grâce aux subventions et au bas prix de la main-d'œuvre. La Tanzanie a procédé plus radicalement en nationalisant en 1967 les plantations de sisal, d'ailleurs en difficulté, mais elle n'a pas touché aux plantations de café et de thé dont la dispersion et l'éloignement rendent la gestion plus difficile. L'Uganda exclut aujourd'hui les colons européens, mais sans doute n'est-ce guère une politique réfléchie. En dehors de ce cas particulier, à tort ou à raison, l'éviction complète des Européens du secteur agricole n'a pas semblé en général un objectif prioritaire : est-ce la marque de la sagesse ou un signe d'échec du développement africain ?

Les îles sucrières : Maurice et la Réunion

Maurice et la Réunion forment un petit monde plus proche à bien des égards des Antilles que de l'Afrique. Ces vieilles colonies, entièrement peuplées par la colonisation, mono-productrices de sucre, n'ont avec les pays voisins, à l'exception de quelques liens historiques anciens avec Madagascar notamment, qu'une certaine affinité de milieu physique. Elles présentent cependant entre elles assez de ressemblances fondamentales et de différences marquées pour inciter à une étude comparée. Une vue rapide des Seychelles nous conduira plus loin en arrière, au temps de la vieille colonisation qui précéda l'expansion sucrière.

Parenté et différences

Toutes deux de petites dimensions (2 512 km² pour la Réunion, 1 865 km² pour Maurice), les grandes Mascareignes

sont d'origine entièrement volcanique, mais si Maurice, formée par des éruptions plus anciennes, n'a qu'un relief modeste, ne dépassant pas 825 m, la Réunion, plus jeune, est une montagne abrupte qui atteint 3 069 m au Piton des Neiges. Leurs climats sont similaires ; l'opposition d'une saison humide d'octobre à mai et d'une saison sèche de juin à septembre y est parfois accentuée par la violence des cyclones ; mais le contraste classique des îles tropicales entre « côté au vent » très arrosé et « côté sous le vent » plus sec est accentué à la Réunion par la présence d'une barrière montagneuse élevée qui crée aussi des variations climatiques en fonction de l'altitude.

Sous les noms d'île de France et d'île Bourbon, Maurice et la Réunion ont un temps vécu la même histoire coloniale, reçu le même fond de peuplement blanc, africain et malgache, connu les mêmes phases économiques : escales maritimes, puis productrices d'épices, elles devinrent enfin les « îles à sucre » qu'elles sont demeurées. Mais la production sucrière y grandit dans des conditions différentes : devenue colonie anglaise en 1810, tout en restant de langue française, l'île de France, rebaptisée île Maurice, a connu un développement plus rapide que sa voisine et accueilli de très forts contingents d'Indiens, aujourd'hui majoritaires. Toutes deux sont maintenant de petits pays surpeuplés, où la culture de la canne est la seule activité importante, malgré la plus grande diversité du milieu et des productions de la Réunion.

Depuis 1968, Maurice, indépendante, doit résoudre des problèmes économiques difficiles, mais d'abord constituer une nation à partir d'une somme de groupes ethniques et religieux opposés. La Réunion est depuis 1946 un département français et fait aujourd'hui l'objet de très importantes dépenses (actuellement 1 milliard de francs français par an) : on voudrait l'intégrer davantage au cadre français malgré l'opposi-

tion d'une masse misérable, exploitée, hostile aux initiatives de la métropole. Une évolution opposée n'exclut pas cependant des contacts étroits, justifiés par le voisinage, la communauté historique et des problèmes économiques comparables.

Les contrastes physiques des îles

Le relief mauricien est modéré, quoique vigoureusement contrasté ; les plaines côtières, plus étendues au sud-est et au nord, s'opposent aux Hautes Terres qui, plus massives et élevées dans le sud-ouest, s'abaissent vers le nord et se morcellent autour de plaines intérieures. De pittoresques échines découpées dominent de vastes ensembles plans, accidentés par des alignements de cratères. Les paysages mauriciens ont accompagné de leur harmonie l'idylle de Paul et Virginie ; un romantisme plus sauvage traduirait mieux la vigueur sévère du relief réunionnais. L'île, dont le plus grand axe n'a que 75 km, a des sommets de plus de 3 000 m. A l'ouest, le Piton des Neiges est un cône régulier dont les planèzes basaltiques aux pentes constantes sont coupées par les entailles de profondes « ravines » ; au centre, des « remparts » abrupts dominent les cirques adossés de Salazie, Mafatte et Cilaos. A l'est, la plaine des Cafres, qui descend en pente douce au sud, domine au nord la plaine des Palmistes et s'élève jusqu'à 2 000 m pour s'effondrer par des « remparts » concentriques sur le volcan actif de la Fournaise.

L'ampleur du relief accentue les contrastes climatiques : à Maurice, outre l'opposition des plaines et des Hautes Terres constamment humides, on ne discerne guère qu'une plus grande sécheresse des plaines du Sud-Ouest ; mais à la

Réunion au climat humide et chaud de l'Est répond la sécheresse de la côte « sous le vent », qui s'atténue en altitude, et une gamme variée de climats des « Hauts ». La forêt a pratiquement disparu de Maurice, alors qu'elle occupe à la Réunion d'appréciables surfaces de montagnes (20 % de la superficie), avant de céder la place aux « branles » des sommets. La constitution essentiellement basaltique des deux îles leur vaut des sols assez fertiles, mais souvent pierreux, du moins sur les coulées quaternaires, les plus étendues ; mais l'érosion est partout menaçante, particulièrement à la Réunion, où elle morcelle en « îlets » les brèches des cirques et provoque la formation de grands cônes de débris.

Au milieu des crises, l'expansion de la production sucrière

Curieusement restés déserts jusqu'à l'arrivée des Européens, ces « paradis terrestres », devenus « aiguades » de leurs navires, ne furent que tardivement peuplés. D'abord simple annexe de l'établissement français de Fort-Dauphin, l'île Bourbon ne fut vraiment occupée qu'en 1665 et c'est l'introduction du café, après 1715, qui accéléra le peuplement et l'importation d'esclaves au moment même où la France, occupant et rebaptisant l'île Maurice, y établit les premiers colons. Les deux îles connurent alors une évolution parallèle : l'île de France, qui doit de bons ports à une barrière corallienne presque continue, fut le centre de l'administration et l'escale vers les Indes, principal souci des administrateurs des îles. Les Mascareignes durent ravitailler les navires et servir de points d'appui militaires. Puis, quand on se soucia davantage de leurs ressources, Bourbon se consacra au café *arabica* qui fit un temps sa fortune,

tandis que l'île de France, où l'intendant Poivre tenta d'étendre le girofle et la muscade, s'orienta vite vers la canne à sucre, qui, au début du XIX^e siècle, occupait la moitié des 8 000 hectares cultivés ; plus peuplée que sa voisine (75 000 habitants dont 65 000 esclaves, contre 50 000 habitants à Bourbon), l'île de France était alors encore pour les deux tiers couverte de forêts.

Le XIX^e siècle vit dans les deux îles l'extension de la canne, dont le traitement était facilité par l'introduction des moulins à vapeur. A Maurice, la production passa de 484 tonnes en 1812 à 32 432 tonnes en 1835, tandis qu'à la Réunion elle remplaçait entièrement la culture du café, ruinée par la concurrence de nouveaux producteurs et les dévastations des cyclones. Cette évolution rendit plus aigu le problème de la main-d'œuvre ; quoique interdite depuis 1813, la traite fut largement pratiquée, mais l'abolition de l'esclavage (en 1837 à Maurice, en 1848 à la Réunion), le refus des esclaves libérés de rester sur les plantations, le départ vers les « Hauts » de la Réunion des « petits Blancs » ruinés imposèrent d'autres solutions : ce fut, à Maurice, l'immigration d'ouvriers sous contrat venus du Nord de l'Inde, et un même mouvement, plus éphémère, à la Réunion. Celle-ci ne compte aujourd'hui que 65 000 descendants d'Indiens, tandis qu'à Maurice, où ils se fixèrent plus volontiers, l'immigration nette de 1834 à 1925 fut de 215 000 hommes et 76 000 femmes et la population d'origine hindouiste et musulmane (surtout venue de l'Inde) était en 1967 de 527 000 personnes. Ceci permit l'augmentation de la production sucrière mauricienne, qui monta de 35 000 tonnes en 1835 à 200 000 tonnes en 1900, malgré les épidémies qui, plus encore que les cyclones, désolèrent l'île. Au choléra (1855-1860) succéda en 1865 un paludisme effroyable : 70 000 habitants sur 350 000 mouraient en 1867. La popu-

lation se déplaça vers la côte « au vent », moins atteinte ; les Blancs gagnèrent les Hautes Terres, plus salubres. En 1880, la surface cultivée avait baissé de 20 000 hectares, malgré le défrichement de 16 000 hectares de « Hauts ». Les grandes plantations furent morcelées et les Indiens avaient, en 1910, réussi à acquérir la moitié des terres cultivées. Le morcellement, qui s'accompagna du développement du métayage, se poursuivit jusqu'en 1920.

Moins atteinte quoique fort malsaine, la Réunion connut une réelle prospérité sous le Second Empire : la canne montait à 500 m « au vent », 7 à 800 m « sous le vent », et 60 000 ha produisaient 75 000 tonnes de sucre en 1860, selon des techniques archaïques favorisées par le « colonat », forme de métayage au tiers. Mais, dans les années 1880, la surproduction sucrière, l'arrêt de l'immigration indienne et l'insalubrité provoquèrent un déclin économique et démographique : la population diminua et la propriété qui se morcelait à Maurice se concentra ici car beaucoup de propriétaires endettés durent céder leurs terres au Crédit Foncier Colonial, vrai maître de l'île.

L'économie sucrière se rétablit plus rapidement à Maurice. La trypanosomiase, en détruisant le cheptel de trait, contraignit à transporter les cannes sur des chemins de fer à voie étroite. Obligées d'investir, les usines se regroupèrent : elles étaient 100 en 1897, 50 en 1924, 23 seulement en 1969, 19 en 1972. Grâce à l'établissement de sociétés par actions, les usines parvinrent à acquérir la majeure partie des terres, exploitée en faire-valoir direct. Au contraire, à la Réunion, quand vers 1920 cessa le marasme que fit difficilement oublier l'introduction du géranium rosat et le défrichement de Hautes Terres « sous le vent », on assista au démantèlement partiel des grands trusts.

Deux modèles de grande propriété

La grande propriété, partout dominante, a dans les deux îles des formes différentes. A la Réunion, la majorité de la population est sans terre, 60 % des terres cultivées sont en propriété de plus de 100 ha appartenant à 98 familles et les propriétés de moins de 1 ha couvrent 11,3 % seulement des terres exploitées ; à Maurice, les chiffres sont sans doute du même ordre, mais la très grande propriété usinière (qui couvre plus de 53 % des surfaces cultivées en canne) y est d'une autre nature que la grande propriété familiale réunionnaise. Toujours ordonné dans un style très britannique, le paysage rural varie considérablement suivant les conditions naturelles. Les grandes plaines du Nord, très peu accidentées, au paysage très géométrique, s'opposent aux secteurs méridionaux plus morcelés où les blocs de basalte des coulées récentes sont entassés en monticules allongés ; dans le Sud-Ouest, les sécheresses saisonnières imposent l'irrigation par aspersion. La sucrerie mauricienne diffuse les techniques modernes, consacre d'importants investissements à l'extension des réseaux d'irrigation, à l'épierrage des champs. Elle est à même d'imposer le renouvellement des boutures de canne, effectué presque tous les six ans, d'introduire des variétés plus productives, d'enrayer les maladies : la gommose, apparue en 1964, n'était plus à redouter, dès 1966, que dans quelques secteurs de cultures irriguées. Aussi le rendement moyen, qui était dans les années trente de 3,1 à 4,5 tonnes de sucre à l'ha, n'est-il jamais inférieur à 6,3 tonnes depuis 1950. Les terres d'usines ont des rendements plus forts encore et assurent plus de 60 % de la production. Celle-ci, de l'ordre de 300 000 tonnes à la veille de la guerre, est depuis 1962 voi-

sine de 600 000 tonnes (610 000 tonnes en 1970-1971) sur 85 000 ha — la canne occupant 95 % des surfaces cultivées.

A la Réunion, la transformation est aussi concentrée et les rendements des usines sont comparables ; sur 8 usines, 4 relèvent des « Sucreries de Bourbon ». Mais, possédant moins de terres, elles ne fournissent que 34 % du sucre ; elles ont d'autre part longtemps maintenu le « colonat », moins productif, mais qui évitait les charges sociales. Les autres propriétaires sont moins soucieux d'un progrès tout autant entravé par la protection exceptionnelle dont jouissent les sucres réunionnais que par l'ignorance et la pauvreté des petits exploitants.

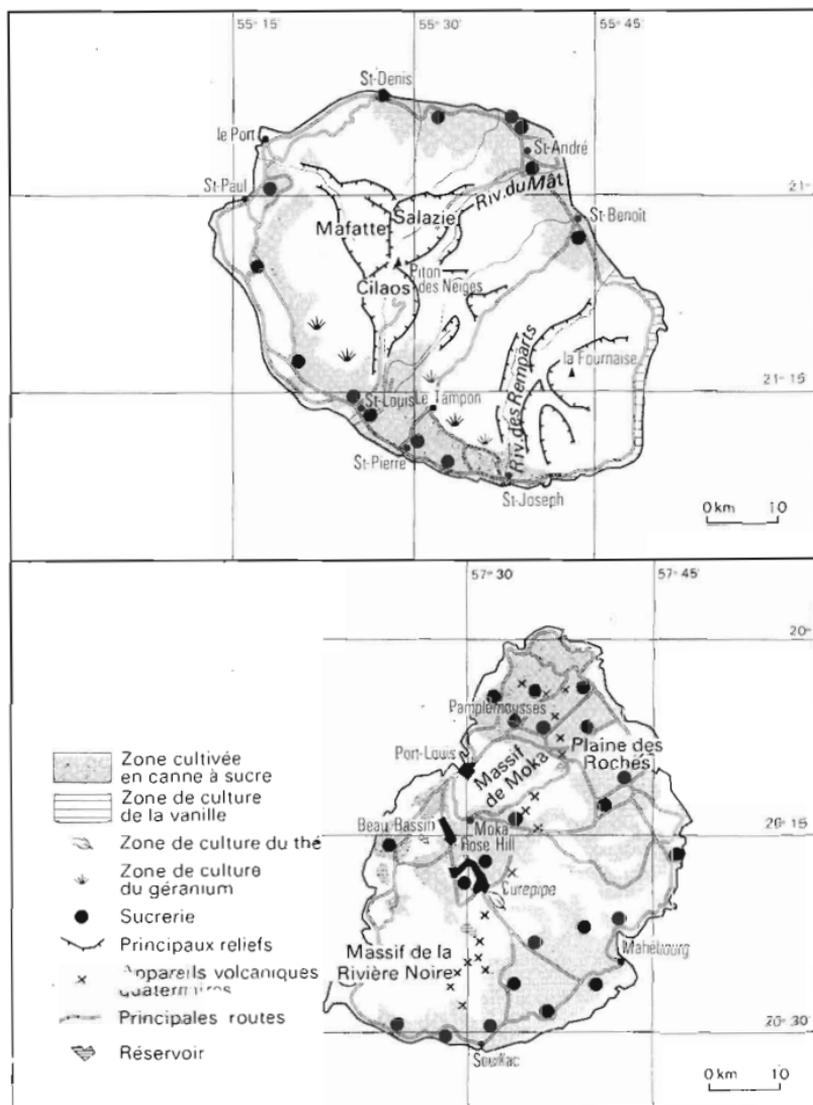
La diversité réunionnaise

La Réunion ne consacre à la canne que 65 % de ses 54 000 ha cultivés, surtout les pentes « au vent » jusqu'à 500 m et la région « sous le vent » entre 350 et 800 m. Le secteur « sous le vent » produit actuellement plus que le versant « au vent ». Sur les planèzes « au vent », aux pentes moyennes, la division du sol en parcelles géométriques allongées selon la pente est souvent contrariée par le lacs des « ravines » et les sentiers sinueux qui épousent les irrégularités du relief. « Sous le vent », les secteurs les plus élevés ont des pentes très fortes et un parcellaire irrégulier. Dans les bas, où la pluviométrie peut être inférieure à 800 mm, les contraintes de l'irrigation ont suscité un paysage rationnellement établi suivant le réseau des canaux ; dans ces exploitations modernisées, on emploie surtout des salariés, le colonat étant réservé aux terres marginales. Les « Hauts » sont le domaine des « petits Blancs » qui pratiquent une polyculture archaïque sur des champs permanents ou des

brûlis forestiers : le maïs est mêlé aux légumineuses et aux tubercules ; les légumes de Salazie, les lentilles de Cilaos n'assurent que des revenus misérables. La côte orientale est une autre région attardée, où la canne a dû être abandonnée en raison de l'éloignement des usines. La vanille pousse entre Saint-Benoît et Saint-Philippe, au milieu des forêts et des coulées récentes ; mais la « vanille Bourbon », concurrencée par Madagascar, a connu un déclin auquel il sera difficile de remédier ; la production, de 200 tonnes en 1900, n'a été que de 47 tonnes en 1967. Plus prospère, mais instable, est l'économie des pentes moyennes « sous le vent », consacrées au géranium rosat. Se mêlant vers le bas à la canne, le géranium est cultivé entre 600 et 1 200 m, au milieu de bosquets d'acacia qui succède au géranium après 6 ou 7 ans et fournit du bois aux alambics. Les champs de géranium produisent 25 kilos d'essence de parfumerie par hectare cultivé : c'est le lot des planteurs moyens qui vivent, dans une zone de peuplement dense, entre 800 et 900 m. Une crise de mévente a contraint à reconverter 3 000 ha en canne ; le marché est assaini mais l'opération, très critiquée, semble avoir été réalisée au bénéfice essentiel des principaux planteurs.

Monoproduction et sous-emploi

En fait, presque autant que Maurice, dont les produits sucriers ont constitué en 1964 99 % des exportations, la Réunion vit du sucre : en 1968 253 000 tonnes représentaient 84,5 % des exportations contre 13 % aux essences de parfumerie et 0,6 % à la vanille. La diversité des paysages ne traduit pas les réalités économiques. Jusqu'à la crise actuelle de sous-production mondiale, Maurice vendait difficile-



L'île de la Réunion et l'île Maurice

ment son sucre : 400 000 tonnes sont achetées à des tarifs préférentiels par la Grande-Bretagne et le Canada, le reste de la production est vendu au cours mondial, inférieur de plus de moitié. A la Réunion, le supplément de production, dû au progrès technique (les rendements sont passés de 35-40 tonnes de canne par hectare à 75 dès 1957), est aisément écoulé, grâce au soutien français. Les objectifs du V^e Plan (300 000 tonnes en 1970) n'ont pas été atteints et la production est même tombée à 186 000 tonnes de sucre en 1971 ; pourtant le VI^e Plan assure 315 000 tonnes d'un prix « garanti » quatre fois supérieur au cours mondial, avantage, il est vrai, largement illusoire car le quasi-« monopole du pavillon » et les bénéfiques abusifs des importateurs valent à la Réunion un coût de la vie plus élevé qu'à Maurice. L'essentiel des efforts reste donc consacré à la canne qui n'est pas forcément, dans des conditions normales, la production la plus rentable. Un soutien tarifaire abusif profite d'une part aux commerçants, de l'autre à une aristocratie de gros propriétaires, plus puissante dans la zone sucrière qu'ailleurs, et l'expansion de la production ne résoudra pas le problème de l'emploi.

Celui-ci est d'autant plus angoissant dans les deux îles que depuis 1945 la population, jusqu'alors assez stable par suite d'une forte mortalité, a augmenté de manière spectaculaire, avec l'élimination du paludisme et l'effort médical. Le taux de mortalité est tombé à 8,7 ‰ à Maurice, 8,9 ‰ à la Réunion, tandis que le taux de natalité ne diminue guère, du moins à la Réunion, car à Maurice la politique de planning familial l'a abaissé à 25,9 ‰ en 1970. 45,5 % des Mauriciens ont moins de 15 ans, 58 % des Réunionnais ont moins de 20 ans ; Maurice avait 830 000 habitants en 1971 (soit une densité de 446 hab./km²) et la Réunion 450 000 habitants en 1970 (179 personnes par km²). Les hypothèses les plus fai-

bles prévoient en 1980 un million d'habitants à Maurice et 650 000 à la Réunion. Les emplois sont rares hors de l'agriculture : à Maurice, où pourtant 36 % de la population vivent dans les villes, 11 000 ouvriers seulement en 1965 étaient employés ailleurs que dans les sucreries. Entre 1962 et 1970, 18 000 emplois ont été créés ; certes on a maintenant institué un port franc à Port-Louis où s'installent des industries exigeantes en main-d'œuvre, mais peut-on, comme on le souhaite, créer 130 000 emplois de 1971 à 1975 ? La situation est comparable à la Réunion où le secteur secondaire, sucreries comprises, n'emploie que 21 % de la population active. Cependant, les travaux agricoles, très saisonniers, sont difficilement assurés : en période de coupe, du 15 juillet au 15 décembre, où il faut traiter le plus vite possible un produit dont le taux de sucrose baisse très vite, la main-d'œuvre est souvent insuffisante, mais hors-saison la population rurale est sans travail. En obligeant les gros propriétaires à employer toute l'année une fraction de la main-d'œuvre, le gouvernement mauricien espère stabiliser les ouvriers et favoriser de nouvelles cultures.

Cette diversification apporterait un soulagement modeste mais non négligeable aux problèmes économiques et sociaux. A Maurice, les cultures vivrières intercalées entre les rangs de canne n'occupent que 3 000 ha ; leur production, celle des lopins vivriers et de la petite île Rodriguez (100 km², 20 000 habitants) sont bien insuffisantes pour les besoins du pays. L'élevage bovin pourrait être développé sur les Hautes Terres, où on s'efforce aussi d'étendre le théier, en plantations moyennes ou en lots d'un demi-hectare aménagés par l'Etat. Sept usines ont produit en 1972 4 300 tonnes de thé, exportées pour les 4/5. Les possibilités de la Réunion, notamment pour l'élevage, sont plus grandes mais les cultures vivrières stagnent et la pression du « lobby » sucrier

entrave toute initiative. Les S.A.F.E.R. n'ont, en six ans, fait accéder à la propriété que 715 exploitants, et les projets d'irrigation, notamment au Bras de la Plaine, ne peuvent avoir qu'une ampleur limitée. L'avenir industriel, faute de ressources minérales, est peu brillant, et le potentiel hydro-électrique est réduit par la perméabilité des basaltes et la violence des crues.

Crise politique ouverte ou latente ?

Reste l'émigration. Elle est encouragée, sans grand effet, à la Réunion. A Maurice, la crise politique la rend importante dans certaines catégories de la population d'origine européenne, mais elle est inconcevable pour les Indiens et les descendants d'esclaves : l'émigration traduit les conflits d'une société cloisonnée. Les recensements distinguent traditionnellement les Indo-Mauriciens, hindouistes et musulmans (67,2 % du total), les Chinois (3,3 %) et la « population générale » (29,5 %) issue de la première phase de colonisation qui comprend Blancs, Africains (les « créoles ») et toute une gamme de métis (les « hommes de couleur »). Groupe ethnique et groupe social sont en partie confondus dans cette *plural society* : les Indiens sont cultivateurs de canne, Chinois et Musulmans sont commerçants, une aristocratie blanche vit de l'industrie sucrière, les métis sont employés, les « créoles » sont manœuvres ou pratiquent l'agriculture de subsistance dans les hauteurs du Sud-Ouest. L'ascension sociale du groupe indien, plus prolifique, s'effectue aujourd'hui surtout aux dépens des « hommes de couleur », et dans un climat de tension entre communautés où

tout conflit social se mue en conflit ethnique. Il existe peu de facteurs d'unité : les religions et les langues sont aussi diverses que les races sans leur correspondre strictement. L'indépendance a provoqué un mouvement d'émigration brutal des métis, qui partent pour l'Europe ou les pays « blancs » du Commonwealth. L'aristocratie des sucreries, en revanche, ne se sent guère menacée. Cette évolution peut amener une cristallisation des oppositions entre la masse indienne, une classe moyenne de fonctionnaires et une classe de propriétaires : l'apparition de consciences de classe plus fortes que les solidarités ethniques peut être un préalable à la naissance d'un sentiment national ; sans doute se réalise-t-elle assez largement par l'ascension du nouveau parti de gauche, le M.M.M., contre lequel s'acharne le gouvernement.

A la Réunion, les conflits de classe sont apparus plus tôt. Certes, plus que ne le laisse croire une idéologie française assimilatrice, l'île est une mosaïque humaine, avec un certain cloisonnement géographique entre la zone sucrière « noire » et les Hautes Terres de peuplement blanc, mais ces groupes manquent d'homogénéité culturelle et religieuse, et les Blancs, fort nombreux, se situent à tous les niveaux sociaux. Malgré les triomphes formels d'élections à juste titre contestées, une vigoureuse opposition existe, que ne désarme pas la politique de grands travaux somptuaires et d'investissements au profit des régions sucrières. Plus que jamais, la Réunion dépend de la France et sa balance commerciale accuse un déficit énorme avec 944 millions de francs d'importations pour 242 millions d'exportations, mais les Réunionnais ne se sentent pas pour autant Français à part entière. L'opposition, si elle peut s'exprimer, court le risque de négliger les vrais problèmes en flattant le mépris pour la métropole ; mais, fût-elle lucide, trouverait-elle des solu-

tions aux problèmes d'un petit pays incontestablement sur-peuplé ?

Vision du passé : les Seychelles

Les Seychelles font un peu parler d'elles depuis qu'elles ont acquis une certaine autonomie politique et qu'elles s'ouvrent au tourisme international. Elles sont encore — pour combien de temps ? — comme une image désuète du vieux temps des îles. A mi-chemin de Port-Louis et de Mombasa, cet archipel groupe 92 îles, dont 60 îlots coralliens pratiquement inhabités quoique leurs sols soient assez bons ; les 50 000 habitants s'entassent sur les autres îles, granitiques, où des collines à pentes fortes, aux sols latéritiques très lessivés, dominant les « plateaux » côtiers, accumulations plates de sables. Sur 250 km², 10 sont labourables, 120 sont des pentes qui portent des arbres de plantation : ce sont pour l'essentiel, outre des canneliers abandonnés, des cocotiers sous lesquels on plante, dans les meilleurs cas, maïs, patate, *arrow-root*, pois du Cap ou tabac. Cannelle et vanille ont connu des jours brillants, mais leur rôle est négligeable. 64 % des cocoteraies appartiennent à des propriétaires de plus de 100 hectares, vrais seigneurs sur leurs îlots, exploitant les descendants d'esclaves africains. Mais les cocotiers sont d'un rendement très bas : mieux vaut miser sur le tourisme, et la spéculation foncière est effrénée dans l'attente des amateurs de paradis perdus.

Les conditions du développement économique

Conditions géographiques du développement

Comme les autres nations d'Afrique, les pays de l'Afrique des Hautes Terres étaient au moment de l'indépendance manifestement sous-développés, et les données statistiques, discutables il est vrai, les plaçaient même parmi les pays les plus pauvres du globe : le revenu national par tête variait en 1958 entre 87 dollars à Madagascar et 37 dollars en Ethiopie.

Ils offrent des traits communs à l'ensemble du tiers-monde : prédominance de l'agriculture dans des pays à faible taux d'urbanisation, croissance démographique rapide contrastant avec une lente croissance économique. Comme l'ensemble de l'Afrique tropicale, l'Afrique des Hautes Terres est d'autre part médiocrement peuplée. Pourtant, les Etats d'Afrique orientale se distinguent, au niveau des données les plus sim-

ples, des autres régions d'Afrique. L'Etat d'Afrique orientale, si l'on exclut les pays minuscules, est d'assez grande taille (environ 700 000 km², contre 810 000 pour l'Afrique centrale où la présence du Zaïre fausse les moyennes, et 250 000 pour l'Afrique guinéenne, Nigeria comprise) ; sa densité moyenne (de l'ordre de 15 hab./km²) est plus faible que celle des Etats d'Afrique guinéenne (36 avec la Nigeria, 19 sans elle), beaucoup plus forte que celle des pays d'Afrique centrale (6 environ). Ces deux traits donnent à nos pays un poids démographique assez satisfaisant : l'Etat type a ici 10 millions et demi d'habitants contre 3 millions et demi pour l'Afrique guinéenne sans la Nigeria, moins de 5 millions pour l'Afrique centrale. L'Etat d'Afrique orientale est d'autre part faiblement urbanisé : en 1970, le taux d'urbanisation (concernant les villes de plus de 20 000 habitants) y était de 6,3 % pour 14,2 % en Afrique de l'Ouest et 11,1 % en Afrique centrale ; encore faut-il ici distinguer des pays continentaux les îles (et si l'on pouvait être plus précis les îles et le littoral africain) : celles-ci ont un taux d'urbanisation de 14,7 % contre 5,2 % pour le continent. Les Etats d'Afrique de l'Est plus encore que les autres sont foncièrement ruraux, peuplés de paysans qui de surcroît, à l'exception de Madagascar, se dispersent en petits hameaux quand ce n'est pas en exploitations isolées.

Mais, ces quelques faits soulignés, peut-on aller plus loin et analyser globalement les problèmes spécifiques du développement en Afrique des Hautes Terres ? Cet ensemble, qui ne représente qu'un peu plus de 17 % de la surface du continent, s'étale sur quelque 43° de latitude, en une bande relativement étroite, parallèle à l'océan Indien ; nous avons vu comme étaient diverses les civilisations agricoles de ses habitants.

La première objection ne résiste guère à l'analyse : dans

cette Afrique azonale le milieu ne se modifie pas radicalement en fonction de la latitude ; du nord au sud existent des mosaïques de régions aux caractères tranchés et, aux deux extrémités de notre domaine, Abyssinie et Imerina ont sans doute plus de traits communs qu'elles n'en ont respectivement avec les régions voisines de l'Afar et du pays betsimisaraka. Les contrastes extrêmes dont nous avons parlé se retrouvent pour ainsi dire dans chaque pays, même de petites dimensions : contrastes de densité, d'utilisation du sol, d'insertion dans l'économie marchande. Point important pour une politique de développement ; les contrastes régionaux ne sont pas, comme en Afrique de l'Ouest, des contrastes entre grands ensembles mais des oppositions entre petites régions. L'extrême diversité naturelle vaut à chaque pays une grande variété de cultures : rares sont ceux qui ne peuvent cultiver à la fois le blé et le café *robusta*. Les caractères particuliers du milieu montagnard permettent même des rencontres inattendues : les pêchers, en Imerina, fleurissent au bord des rizières... Vaste est l'éventail des plantes cultivées ; toutefois l'Afrique de l'Est n'a pas les mêmes spécialités que le reste de l'Afrique tropicale : elle ignore largement le cacao, l'huile de palme, l'arachide, mais cultive en quantités appréciables théier, sisal, pyrèthre, cocotier, vanille, giroflier, anacardier. Parmi les grandes productions commerciales du continent africain, seuls le coton et le café sont communs à l'Ouest et à l'Est de l'Afrique. Peut-être pas plus douée que d'autres aires pour l'élevage, handicapée par la trypanosomiose, l'Afrique des Hautes Terres est davantage un pays de pasteurs et surtout d'agriculteurs pratiquant l'élevage. L'intégration des deux activités y est sans doute plus marquée que dans le reste du continent et presque tous les pays exportent au moins une certaine quantité de produits d'élevage : il y a là une activité à encourager.

La concentration du peuplement en quelques régions montagneuses favorisées par le climat est un trait largement répandu en Afrique orientale. Il n'a que rarement son équivalent ailleurs en Afrique (plateaux bamiléké, massifs des montagnards paléonigrites), et il est plus rare encore ailleurs que ces noyaux de fort peuplement soient les espaces qui conviennent aux cultures commerciales les plus riches. Plusieurs pays d'Afrique occidentale ont pu fonder une croissance fragile sur la conquête pionnière de forêts vides ; ici, sauf quelques rares espaces forestiers à conquérir (Ouest de l'Ethiopie, Nord de Madagascar, une partie des Hautes Terres méridionales de Tanzanie), les pays caféiers seront pour l'essentiel des terres densément peuplées déjà, riches de traditions agricoles mais où l'espace est chichement mesuré.

On s'attendrait à ce que la géographie physique impose d'autres contraintes économiques, par le biais des conditions de circulation. Ceci n'est vrai que d'un certain nombre de pays, spécialement l'Ethiopie et Madagascar ; mais plus souvent le relief est celui de Hautes Terres et non de montagnes : les obstacles sont localisés et surmontables ; les petits massifs au relief tourmenté compensent ce handicap par l'abondance de la population qui rend les routes plus rentables et plus faciles à faire entretenir. Certains lacs d'Afrique orientale ont pu constituer des obstacles, mais beaucoup d'autres ont au contraire facilité les échanges, voire servi de traits d'union.

Si la diversité naturelle est donc interne à chaque pays de l'Afrique des Hautes Terres, il n'en va pas exactement de même de la diversité humaine. Chacun ou presque a une ou des dominantes et le type d'emprise des civilisations sur le milieu joue sur leurs capacités et leurs modalités d'évolution. Selon les hasards de l'histoire, les éléments de la

mosaïque physique et humaine sont diversement combinés. Les petits pays, très densément peuplés, ne sont pas pour autant homogènes ; tous ou presque comprennent des régions encore à peupler, basses terres du Ruanda et du Burundi, Hautes Terres des îles, mais c'est bien peu de chose au regard de la pression démographique. La Somalie n'a d'autres axes de peuplement que les vallées de la Juba et de la Shebelle. Entourés de zones arides, Ethiopie et Kenya sont des Etats bastions : une fois atténuées les disparités de densité sur les Hautes Terres, ils n'auront d'autre issue que la conquête de zones basses où, même dans les vallées des grands fleuves, l'eau est très mesurée. A l'opposé, Uganda et Tanzanie peuvent être considérés comme des « Etats-couronnes » : d'une périphérie peuplée, inégalement d'ailleurs, le peuplement peut gagner des régions centrales, dont la mise en valeur est moins coûteuse, encore que délicate (notamment en raison des problèmes sanitaires) ; des deux pays, c'est la Tanzanie qui a les terres neuves les plus variées, *miombo* central, une partie des Hautes Terres méridionales, grandes vallées irrigables de la Ruvu et de la Rufiji, tandis que l'essentiel des terres disponibles en Uganda se situe sur les plateaux centraux. Madagascar est plus difficile à caractériser : son peuplement est disposé comme une pointe de flèche dirigée vers l'ouest, mais celui-ci, dont on a dit à tort qu'il recelait les richesses de l'île, ne comprend guère, à l'exception de grandes vallées difficiles à aménager, que des calcaires ou des grès stériles ; de plus d'intérêt sont sans doute les franges des zones peuplées, comme le pied de la « falaise » orientale et les marges des Hautes Terres proprement dites. Entre les deux options classiques de la croissance agricole, intensification ou conquête de nouvelles terres, presque tous les Etats ont encore un certain choix à opérer, mais les réalités géographiques devraient vite les orienter davantage vers l'une des deux solutions.

La situation économique à la fin des années cinquante

A l'époque où la plupart d'entre eux acquièrent leur indépendance, les Etats d'Afrique orientale étaient des pays à l'économie agricole fort inégalement évoluée selon les régions, où de petites fractions du territoire national fournissaient l'essentiel des produits exportés ; dans maints pays de surcroît une très large part de l'agriculture commerciale — une part sensiblement plus importante qu'en Afrique occidentale — était aux mains de colons européens ; le reste des Etats était constitué, soit de secteurs attardés pratiquant l'agriculture de subsistance ou le pastoralisme, soit de régions qui, pour divers motifs, avaient une agriculture évoluée mais ne participaient pas directement au commerce extérieur (Imerina, Betsileo, Abyssinie, pays kikuyu). Si, suivant un schéma classique, le commerce extérieur était partout fondé sur un petit nombre de produits, certains pays devaient déjà à leur variété régionale une spécialisation moins poussée. Excepté le cas limite des îles à sucre, l'examen de la part des trois principaux produits exportés marque déjà ces différences.

Uganda : 85 % (café, coton, cuivre)	Tanganyika : 58 % (sisal, coton, café)
Ethiopie : 74 % (café, peaux, oléagineux)	Kenya : 55 % (café, sisal, thé)
Somalie : 70 % (bananes, peaux, coton)	Madagascar : 48 % (café, vanille, sucre)

Ni les conditions naturelles, ni les facilités inégales d'évacuation, ni le degré d'évolution n'expliquent vraiment ces différences, qui relèvent de faisceaux de facteurs historiques. Mais même les pays à l'activité la plus diversifiée étaient menacés par l'éventualité du départ de colons et le mouvement de baisse des prix des produits tropicaux.

En dehors de l'agriculture, les ressources semblaient — et paraissent encore — très limitées. L'économie minière, quand elle existait, reposait sur un ou au mieux deux ou trois produits dont les réserves étaient médiocres : diamant de Mwadi au Tanganyika, cuivre de Kilembe en Uganda, soude du lac Magadi au Kenya, et à Madagascar les petits gisements de graphite dans l'Est et de mica dans l'extrême Sud. La fermeture d'une entreprise, comme ce fut le cas en 1967 pour la soude kenyane, pouvait signifier la mort d'un secteur d'activité.

La vie urbaine, généralement peu active, restait artificielle ; seuls Somalie, Kenya et Madagascar avaient un taux d'urbanisation supérieur à 5 % ; en dehors de la côte et des Hautes Terres d'Imerina et d'Éthiopie, le phénomène urbain était une création de la colonisation et n'avait pas eu la même ampleur qu'en Afrique centrale par exemple. Tananarive ou Addis-Abeba offraient un paysage original où l'infrastructure moderne avait dû s'adapter à un cadre ancien contraignant, où les édifices avaient précédé les rues ; Mombasa, Zanzibar ou Dar-es-Salaam gardaient les marques évidentes d'une vieille civilisation urbaine. Ailleurs, les villes étaient des îlots où, autour d'une société étrangère, européenne et asiatique, qui contrôlait l'industrie et le commerce, gravitait une population déracinée. Le Kenya, avec son racisme ambiant, en offrait les modèles les plus achevés : à Nairobi, la population africaine, longtemps limitée autoritairement, ne constituait encore en 1962 que 52 % du total,

et il s'agissait pour 47 % (71 % en 1948) d'hommes adultes ; une stricte ségrégation géographique séparait les trois catégories de la population. Une grande simplicité de fonctions expliquait le plan schématique des petites villes et leur faible développement : leur hiérarchie se calquait sur la hiérarchie de l'administration qui les avait fondées ; centres de traite, elles attiraient un petit noyau de commerçants asiatiques, groupés en East Africa dans un « bazar » de quelques rues, distant d'un centre européen si possible isolé sur une hauteur ; les quartiers africains se diluaient dans la campagne ou, au contraire, comme à Madagascar, formaient des villages groupant surtout des immigrants venus de régions lointaines.

L'activité industrielle restait très faible : le Tanganyika et Madagascar comptaient moins de 20 000 ouvriers d'industrie, et le Kenya lui-même n'en avait que 55 000. Un grand nombre d'usines de conditionnement de produits agricoles (coton, café, riz par exemple) se dispersait dans des petits bourgs. Seules les Hautes Terres blanches du Kenya possédaient déjà des centres secondaires hiérarchisés où à des industries agricoles modernes s'ajoutaient quelques industries de biens de consommation (textile, brasserie, usines de cigarettes).

L'Uganda possédait quelques industries lourdes : l'usine hydro-électrique de Jinja (120 000 kW), sur le remarquable site des Owen Falls, tout en alimentant largement le Kenya, avait permis l'établissement d'une raffinerie de cuivre, d'un laminoir, d'une usine textile qui complétaient la gamme classique des industries agricoles (sucrierie, meunerie, huilerie) et des usines de biens de consommation. A Tororo, les gisements locaux alimentaient une cimenterie et une usine d'engrais. La consommation de la colonie européenne du Kenya, les besoins des pays voisins étaient suffisants pour

justifier la création de cimenteries à Mombasa et Athi River, près de Nairobi.

Sans être négligeables, les voies de communications ne desservait que des régions limitées. En Afrique anglophone, les grandes voies ferrées étaient reliées entre elles pour constituer l'amorce d'un réseau, et la navigation sur le lac Victoria favorisait les échanges intérieurs, mais les lignes est-ouest ne comportaient guère d'embranchements secondaires sauf dans les Hautes Terres blanches et en Uganda. A Madagascar et en Ethiopie, les chemins de fer reliaient les capitales à la côte en négligeant les régions de plantations. Les routes, très rarement bitumées, ne se prêtaient guère au trafic lourd et les dessertes secondaires restaient insuffisantes. De vastes régions étaient pratiquement isolées.

Le manque d'informations rendait de surcroît difficile toute prévision. Population et accroissement démographique étaient mal connus. Les recensements d'Afrique anglophone, qui semblent indiquer une véritable explosion démographique (3,3 % d'accroissement annuel au Kenya entre 1962 et 1969), témoignent sans doute aussi de la mauvaise qualité des comptages antérieurs. Les Tanzaniens ont appris en 1967 qu'ils étaient 12 250 000, alors que les objectifs du Premier Plan avaient été calculés pour une population de 10 millions de personnes. Les données économiques étaient encore plus médiocres et l'amélioration de leur qualité reste une œuvre de longue haleine.

Orientations politiques et développement

Si les choix politiques et idéologiques des gouvernements doivent influencer sur leur évolution économique, dans quelle

mesure pourra-t-on ici parler de choix ? Il faut se garder des pièges du vocabulaire : seul l'empire éthiopien ose encore ne pas se proclamer « socialiste ». Il faut aussi considérer les moyens d'action réels des hommes au pouvoir, leur force politique. L'Ethiopie est un cas particulier : le Roi des Rois, s'il a beaucoup fait évoluer son pays, reste un autocrate pour qui les ministres ne sont que des courtisans, mais son pouvoir réel est limité par la rébellion érythréenne, les troubles permanents aux frontières de l'empire et la faible emprise de l'administration. La Somalie, qui a mis de longues années à réaliser une véritable fusion de la Somalia et du Somaliland, a depuis 1969 un gouvernement militaire autoritaire, qui s'est tourné vers les pays arabes « progressistes » et les Etats communistes, notamment la Corée du Nord. Chaque Etat de l'East Africa connaît une situation politique originale. Le premier à accéder à l'indépendance, le Tanganyika (devenu en 1964 la Tanzanie, par suite de son union avec Zanzibar), le fit sous l'autorité d'un chef prestigieux, J. Nyerere, appuyé par un parti solide, la T.A.N.U. ; quelle qu'ait été la gravité des crises politiques qu'elle eut à subir, la Tanzanie a conservé une stabilité politique assez remarquable, et son chef essaie courageusement de trouver une voie africaine vers le socialisme. Au Kenya, le prestige d'un Jommo Kenyatta n'a pas empêché les querelles partisans, à base tribale, puis au moins partiellement idéologiques. Le jeu politique a cependant été beaucoup plus complexe en Uganda : pour triompher du parti démocrate-chrétien, M. Obote, leader de l'U.P.C., parti unitaire et plus ou moins socialisant, dut s'allier avec le « Kabaka Yekka », représentant de la tradition et du particularisme bugandais, d'où un conflit inévitable, en 1967, entre les deux alliés, et la victoire d'Obote qui toutefois, en gouvernant malgré le Buganda soumis et en accentuant dans les principes plus que dans les faits ses options socia-

istes, fut une victime facile du coup d'Etat du général Amine en 1971. A Madagascar, le P.S.D. de Ph. Tsiranana ne parvint au pouvoir absolu qu'en annihilant ou absorbant successivement une série de petits partis à dominante souvent côtière et en réduisant à un rôle de principe le parti A.K.F.M., à la fois bourgeois et marxisant ; ce faisant, il s'est mué de plus en plus en une simple coalition d'intérêts dont la seule politique était l'immobilisme.

On peut très schématiquement discerner trois temps dans l'évolution : un temps des illusions, après l'indépendance, qui est celui d'un relatif pluralisme politique, d'un enthousiasme pour les grands projets et d'une croyance générale dans les vertus de la coopération internationale. Aucun gouvernement n'a voulu d'abord refuser, ou même contrôler, l'aide étrangère dont on attendait l'essentiel des investissements publics (94,4 % au Kenya et même en Tanzanie 86 %) ; on pensait que cette injection de capitaux permettrait un taux de croissance élevé, prévu entre 6,7 % par an pour la Tanzanie et 3 à 5 % pour l'Uganda. Un deuxième temps fut celui du durcissement et des doutes : durcissement politique et évolution vers des systèmes de parti unique, ce qui n'implique pas toujours une plus grande rigueur doctrinale ; doutes face à l'insuffisance et la fréquente inefficacité des aides étrangères, qui conduisirent parfois à de nouveaux choix. Le seul choix clair est à dire vrai celui de J. Nyerere, dont la déclaration d'Arusha (1967) traduit une révision courageuse de la politique et une orientation franchement socialiste : on nationalisa banques, commerce extérieur, plantations de sisal. Le pays doit d'abord compter sur lui-même et parvient dès 1967 à investir 22,9 % de son revenu et à assurer 70 % des investissements du Plan, soit près de 60 % des sommes initialement prévues. A l'inverse, d'autres ont estimé que, pour mieux profiter de

l'aide, il fallait entrer davantage dans la logique des pays riches : c'est le choix moins affirmé, mais très réel, du Kenya qui, boudé d'abord par les capitaux étrangers, connut à partir de 1965 un remarquable renversement de conjoncture et un afflux d'investissements. Force est de constater que, dans des choix opposés, ces deux pays sont les seuls à approcher de leurs objectifs. Ailleurs, la politique oscilla entre les affirmations socialistes de principe et le « réalisme » qui impose de s'appuyer sur l'étranger, donc de subir largement les politiques variées des pays aidants ; sans satisfaire personne, cet empirisme a fait que ni l'effort national ni l'aide extérieure n'ont répondu aux espérances : les taux d'expansion sont très faibles, voire nuls, eu égard à la croissance démographique. Vient alors le temps des révoltes, en Somalie, en Uganda, à Madagascar. Mais ceux qui arrivent au pouvoir n'ont pas toujours de vues précises sur l'avenir.

L'agriculture prioritaire, mais comment la promouvoir ?

Aucun pays n'a pu ni voulu remettre en cause la primauté de l'agriculture dans son économie ; mais les politiques agricoles ont été très variées. On s'est tout d'abord montré prudent et, pour éviter une chute catastrophique des exportations, on s'est gardé d'effaroucher les colons. Le plan de rachat des Hautes Terres blanches du Kenya est avant tout une concession à la colonie européenne, qui a permis à ceux qui le souhaitaient de partir dans de bonnes conditions ; la Tanzanie elle-même a attendu 1967 pour nationaliser les plantations de sisal d'ailleurs en difficulté. Pour accroître la production nationale, on comptait surtout sur les effets indirects de l'amélioration des transports et de

l'éducation : seul le Kenya a consacré 60 % des dépenses du Plan à l'agriculture, contre 14,5 % à la Tanzanie et 30 % à Madagascar. L'approche indirecte n'a guère donné de résultats : de belles routes bitumées ont été construites, mais le réseau essentiel des pistes de desserte a été négligé ; l'instruction primaire, trop classique, a éloigné de l'activité agricole les enfants scolarisés.

Le Kenya a d'entrée de jeu opté pour une politique agricole discutable certes, mais assez cohérente. Faute de pouvoir se lancer d'emblée dans l'aménagement des régions arides, il a choisi l'intensification dans les régions hautes et humides, déjà fort peuplées. Il s'est en quelque sorte créé des « terres neuves » par le lotissement d'une partie des « White Highlands », mais le Kenya a aussi employé une grande partie de ses ressources au développement et à l'intensification des plantations africaines en pays kikuyu. Techniquement les résultats semblent probants, mais ils profitent à une minorité de planteurs moyens tandis que le nombre des « sans terre » s'accroît.

Ailleurs, pouvait davantage jouer la séduction des « terres neuves ». L'Uganda a tenté de les occuper à peu de frais : qu'elles soient destinées à soulager les trop fortes densités du pays kiga par exemple ou à maintenir des zones sans arbres dans les régions débarrassées des glossines, les colonies de terres neuves n'emploient de techniques nouvelles que pour la mécanisation du défrichage et du labour ; elles remplissent à peine leur fonction et la colonisation dirigée joue un bien moindre rôle que l'afflux spontané de paysans pauvres, souvent des réfugiés ruandais ou des Kenyans de l'Ouest, dont on voudrait maintenant interdire l'arrivée. L'effort financier dans les terres neuves a été beaucoup plus considérable en Tanzanie et à Madagascar. Les deux tiers des investissements agricoles tanzaniens ont été un temps

consacrés à un ambitieux programme de *village settlements* où les paysans regroupés en gros villages devaient pratiquer une culture mécanisée moderne et en même temps acquérir une formation politique ; la B.I.R.D. proposait de grands aménagements dans les vallées de la Kilombero, de la haute Rufiji et de la Ruvu : on les a heureusement considérés avec prudence. A Madagascar, tandis que les régions peuplées ne connaissaient qu'une vulgarisation très diffuse, on consacrait d'importants investissements aux périmètres irrigués du Mangoky et du lac Alaotra et à l'aménagement des plateaux de la Sakay ; mais il ne s'agissait pas ici de constituer les premiers modèles de sociétés paysannes socialistes : on espérait créer un paysannat moyen individualiste. L'Ethiopie a plus encore, dans ses investissements, négligé les pays de peuplement traditionnel et, sauf quelques essais de *community farms*, les basses terres vides ont été le terrain d'expansion de grandes exploitations dominées par les étrangers ou les riches possédants.

Un autre souci proclamé a été l'amélioration des conditions de commercialisation : le nationalisme et les professions de foi socialistes y trouvent tous deux leur compte, puisque le commerce est largement aux mains des étrangers. Partout, les coopératives, déjà fort importantes dans les pays anglophones, ont été à l'ordre du jour, mais ce terme commun recouvre des réalités diverses et souvent décevantes. Seule la Tanzanie a tenté d'éviter qu'elles servent une minorité de privilégiés ; ailleurs, elles se sont développées au bénéfice des notables ruraux qui les contrôlent et des compagnies d'import-export, dispensées du collectage mais qui en revanche profitent toujours des bénéfices de l'exportation.

Les nombreuses déconvenues ont obligé à une révision des politiques. Ni l'approche indirecte du développement agri-

cole ni la colonisation des terres neuves n'ont provoqué à court terme un accroissement appréciable de la production. Dans les *village settlements* est née une catégorie de paysans privilégiés exploitant des salariés ; aussi la T.A.N.U. a-t-elle maintenant adopté une politique plus progressive et moins coûteuse : les villages *ujamaa* (« communauté » en swahili), qui groupaient 1 500 000 personnes en 1972, sont nés de l'initiative paysanne et se constituent peu à peu en coopératives ; le travail en commun et l'éducation politique doivent y former des paysans socialistes que l'Etat n'aidera qu'exceptionnellement. Mais comment agir sur les sociétés de petits planteurs que le socialisme n'attire guère ? Chez eux l'évolution semble surtout relever de mécanismes spontanés. A Madagascar, on a, depuis 1967, consacré beaucoup d'efforts à l'encadrement très dense de certaines régions peuplées pour intensifier la production de quelques cultures majeures comme le riz et le café. Mais l'évolution du monde paysan reste lente, si bien que pour constituer le plus vite possible un « capital initial » nécessaire au développement certains placent de grands espoirs dans des « fermes d'Etat » rapidement productives. En Tanzanie, elles devraient servir de modèle socialiste aux villages *ujamaa*, mais à Madagascar elles sont restées des entreprises capitalistes d'Etat, qu'avant 1972 du moins on espérait pouvoir lotir plus tard au profit d'entrepreneurs issus de la masse paysanne ou de la bourgeoisie.

Si l'on sait encore mal comment produire, on ne voit guère mieux que produire. La baisse des cours mondiaux a frappé maints produits agricoles. Le prix de la tonne de sisal était tombé de 147 livres en 1962 à 64 livres en 1967, ce qui a obligé à réduire la production et l'emploi sur les plantations tanzaniennes. L'extension des caféières africaines a provoqué une surproduction au Kenya, et plus encore en Uganda qui n'exporte guère que du *robusta*. Le thé, dont les surfaces

n'ont cessé de s'accroître en East Africa, est à son tour menacé. Il en va de même pour le coton, dont il faut surtout augmenter les rendements et concentrer la production près des usines.

En fait, l'avenir des exportations traditionnelles est sombre, particulièrement pour l'agriculture de montagne vouée aux plantations arbustives de haute valeur. Il faut se tourner vers de nouvelles productions : l'une des plus profitables serait sans doute la viande de bœuf, rare sur le marché des pays développés. Mais la modernisation de l'élevage est une entreprise délicate et nécessairement lente : pour aller plus vite, Tanzanie et Madagascar ont créé des *ranches* d'Etat, tandis que le Kenya et l'Uganda encourageaient des entreprises privées ; nous avons vu que les pasteurs eux-mêmes n'étaient pas rebelles à toute évolution. Mais ces initiatives ne profitent encore qu'à des régions faiblement peuplées, qu'il faut d'abord désenclaver. Au moins aussi indispensable est l'association de l'élevage à l'agriculture dans les régions plus peuplées, qui permet aux exploitants de vendre des bêtes engraisées sur l'exploitation : c'est une tâche ardue, mais non impossible, comme en témoigne le développement de l'élevage laitier chez les Chagga ou les Kikuyu.

La production laitière ne peut guère trouver de débouchés que sur les marchés intérieurs. Elle est un des éléments d'une politique d'autosuffisance, car, faute de pouvoir exporter beaucoup plus, les pays d'Afrique orientale pourraient réduire des importations alimentaires encore très élevées. Cette politique est pratiquée peu ou prou par tous les pays ; elle n'est cependant systématique que là où les Etats ont pu acquérir une certaine maîtrise de leur commerce international, et donc essentiellement en Tanzanie. L'Afrique des Hautes Terres manque d'oléagineux : à Madagascar, les Syndicats des communes ont encouragé sans grand succès

une production arachidière toujours médiocre et qui tendait à baisser ; sur les côtes on plante palmiers à huile et cocotiers. Les graines oléagineuses occupent une large place dans les programmes agricoles tanzaniens. L'effort de développement de la culture du blé, du maïs, l'intensification de la riziculture malgache répondent au même souci d'autosuffisance. Mais les succès sont partout limités : certains pays dépendent plus qu'avant des importations ; depuis 1971, le Kenya importe du blé, les récoltes de maïs sont très irrégulières et souvent insuffisantes en Tanzanie, et la soudure est chaque année difficile à Madagascar, où l'exportation de riz de luxe a du mal à compenser l'importation de riz commun. Pour les paysans, la politique d'autosuffisance est d'un médiocre rapport immédiat, puisqu'elle les conduit à pratiquer des cultures de faible valeur marchande, dont le prix doit être maintenu assez bas pour faire face aux besoins des consommateurs nationaux. Les perspectives de profit dans l'agriculture sont somme toute faibles ; ce fait, combiné au surpeuplement local des campagnes, à l'attraction du genre de vie urbain, explique l'exode rural ; mais le développement urbain et industriel ne pourra raisonnablement absorber qu'une fraction de l'excédent démographique.

La pauvreté persistante des ressources minières

La faiblesse de l'industrie minière ne semble pas résulter du seul désintérêt des puissances coloniales. Aujourd'hui certaines mines sont fermées ou voient, comme Kilembe, s'épuiser leurs réserves. L'accélération de la prospection n'a pas amené de découvertes importantes : l'Afrique orientale n'a

pas comme l'Afrique de l'Ouest de grands gisements de fer ou de bauxite ; en aurait-elle que leur exploitation serait moins rentable à cause des coûts de transport. Les divers gisements de l'Ouest de l'Ethiopie ne peuvent être exploités faute de routes et ils restent mal connus. On exploite depuis peu au Kenya le plomb argentifère ; le gisement de chromite d'Andriamena, à Madagascar, est entré en exploitation, mais ne rapporte guère au pays, vu les avantages consentis à la Société Ugine ; Madagascar possède aussi d'importants gisements de nickel et une certaine quantité de bauxite sur la façade orientale, mais les compagnies étrangères ne semblent guère pressées de les exploiter, souhaitant en obtenir des avantages léonins. Seule la Tanzanie dispose, dans le sud du pays, de gisements de fer et de charbon bitumineux que le chemin de fer vers la Zambie permettra d'exploiter. En revanche, malgré de nombreuses recherches, la Somalie paraît désespérément privée de ressources minières. Quel est l'avenir de la recherche pétrolière ? Elle ne peut de toute façon intéresser que quelques pays ; l'empereur Hailé Sélassié a récemment annoncé la découverte d'importantes réserves sur le littoral érythéen, et les recherches se poursuivent à Madagascar sans qu'on en connaisse les résultats.

La seule ressource notable, encore peu utilisée, est l'hydro-électricité. Aucun aménagement nouveau n'a jusqu'à présent été entrepris à Madagascar, mais on envisage l'aménagement des chutes du Namorona, pour la production de pâte à papier. Les pays africains s'équipent quelque peu. L'Ethiopie a mis en service le barrage de Qoqa sur l'Awash, tandis que l'Uganda projette, en aval de Jinja, l'équipement des Murchison Falls ; on construit au Kenya la première usine de Seven Forks sur la Tana (60 000 kW) ; en Tanzanie, l'usine de Hale (20 000 kW) est achevée, une nouvelle centrale est construite près d'Arusha et en 1975 sera achevée la

centrale de Kidatu (100 000 kW). Mais encore faut-il pouvoir trouver des débouchés industriels à l'hydro-électricité.

Un développement industriel modeste et inégal

Malgré l'intérêt que lui ont porté les plans de développement, le secteur industriel reste partout modeste. L'Ethiopie aurait une main-d'œuvre industrielle de 137 000 personnes ; elle est de moins de 100 000 au Kenya et d'à peine 40 000 en Tanzanie. Beaucoup de pays ont fait confiance aux investisseurs privés, essentiellement étrangers ; au Kenya, le gouvernement n'a consacré que 4 % de ses investissements à l'industrie (soit en 1968 1 200 000 livres kenyanes, « industrie » touristique comprise), tandis que l'investissement privé étranger, d'abord essentiellement britannique, s'amplifie (16 millions de livres sterling en 1971 contre 2 millions en 1964) et se diversifie avec la participation des Etats-Unis, de l'Allemagne, du Japon. D'autres gouvernements, même fort prudents en matière agricole, sont intervenus plus directement. L'Uganda Development Corporation a consacré l'essentiel de ses 10 millions de livres d'investissements au secteur secondaire et est l'unique producteur ugandais de ciment et de textiles, tout en participant à beaucoup d'autres industries, où elle faisait concurrence, avant les nationalisations, aux capitalistes asiatiques Madhvani et Mehta qui, à partir de l'industrie sucrière, avaient réalisé une véritable intégration verticale. A Madagascar, la Société nationale d'Investissements prend des participations dans de nombreuses entreprises moyennes, et un certain nombre de vieilles usines ont été rachetées ; mais l'Etat agit rarement seul et incite plutôt les compagnies d'import-export à investir dans des

industries dont le dynamisme demeure très limité. Le gouvernement tanzanien est celui qui s'est toujours le plus soucié de développement industriel, et il a aujourd'hui des participations majoritaires dans la plupart des grandes firmes ; pendant le Deuxième Plan, 88 % des investissements industriels reviendront à l'Etat ou aux coopératives ; seules les petites industries, surtout la mécanique, relèveront de l'investissement privé.

La création de quelques industries de base, amorcée en Afrique de l'Est, a été poursuivie presque partout. Il s'agit cependant d'entreprises qui n'entraînent guère d'autres activités. Le Kenya et l'Uganda ont installé chacun une nouvelle cimenterie, tandis qu'une usine de 180 000 tonnes était créée à Dar-es-Salaam et d'autres, plus modestes, près de Majunga et à la Réunion ; l'Ethiopie en a trois (Addis-Abeba, Dire-Dawa, Massawa). Les principaux ports (Assab, Mombasa, Dar-es-Salaam, Tamatave) sont dotés d'une raffinerie de pétrole de dimensions moyennes, et il en est prévu une à la Réunion. En revanche, métallurgie et industrie mécanique restent embryonnaires : on envisage l'installation d'un laminoir à Mombasa, mais l'essentiel de ce secteur consiste en chaînes de montage et en petites firmes productrices d'outillage. Les industries chimiques n'ont guère d'importance que pour la fabrication d'engrais (Kenya, Uganda), de pneus (Kenya, Tanzanie et bientôt Ethiopie) et la papeterie (Kenya à Broderick Falls et Madagascar près de Tananarive). L'industrie cotonnière, dont les débouchés sont assurés, s'est rapidement développée. L'usine ugandaise de Jinja a été agrandie ; des usines ont été créées en Tanzanie (Dar-es-Salaam, Mwanza), en Ethiopie (Addis-Abeba, Nazret, Dire-Dawa), à Madagascar (Antsirabe, Majunga) où elles ont provoqué un développement de la production du coton ; le Kenya, outre les cotonnades, produit lainages et textiles

synthétiques à Mombasa, Eldoret, Nakuru, Kisumu et surtout Thika où l'on construit aussi une importante usine de confection. Les fabriques, classiques des pays coloniaux, de boissons et de cigarettes ont pris plus d'importance.

Plus ancienne, la transformation des produits agricoles s'effectue encore dans de petites usines, trop nombreuses et mal équipées. En théorie l'équipement suffirait en général à traiter la production, mais son rendement est médiocre, et les usines ne sont plus toujours situées sur les principaux lieux actuels de production. La création de nouvelles usines est fonction de la croissance de certaines cultures : ainsi y a-t-il maintenant au Kenya 12 usines de traitement du thé. Les seules usines de quelque importance à se multiplier sont les sucreries, surtout pour la consommation intérieure : le Kenya en a maintenant trois, tout comme l'Ethiopie, tandis que Madagascar et l'Uganda restent stationnaires, et que les usines se concentrent dans les Mascareignes. Dans les pays anglophones du moins, les usines de transformation ont été largement prises en main par les coopératives qui en ont souvent le monopole. La colonisation agricole européenne vaut au Kenya une certaine avance, et la disposition des usines les plus diverses et les plus modernes.

L'industrie croît sans doute plus vite que l'agriculture. Sa progression a été en Tanzanie de 13,3 % en 1968 et le dynamisme industriel du Kenya est réel. Pourtant, sa part dans le produit national brut reste modeste : sauf au Kenya et à Madagascar, elle est sensiblement inférieure à 10 %, et le nombre d'emplois créés est très insuffisant pour absorber la masse des chômeurs. Le développement industriel va devenir plus difficile, car les premières usines créées étaient les plus rentables. Or, déjà, certaines entreprises de petites dimensions, qui privent l'Etat de ressources douanières tout en coûtant cher en capital et en salaires d'Européens, sont

d'intérêt douteux pour les finances nationales. L'expansion de l'industrie des biens de consommation se heurte d'ailleurs souvent à l'hostilité des firmes importatrices. Il faudrait pouvoir investir des capitaux nationaux, mais ceux-ci trouvent parfois des placements plus rentables ; d'autre part, détenteurs d'une large part de la richesse locale, les Asiatiques, qui auraient pu prendre l'initiative de créations industrielles, sont aujourd'hui découragés par l'incertitude de leur avenir, et la situation des leurs en Uganda, voire au Kenya, les confirme dans leur attitude.

D'un type bien particulier, l'« industrie » touristique prend une importance grandissante, du moins dans les pays anglophones et surtout au Kenya. La beauté des paysages, l'abondance des animaux sauvages, le pittoresque de certaines populations, et de plus en plus les rivages de l'océan Indien attirent les étrangers qui y trouvent un équipement de haut niveau. Avec un bénéfice de 20 millions de livres sterling en 1970, le tourisme est devenu la première exportation du Kenya ; le « Hilton » de Nairobi domine la ville, où se pressent les représentants du monde développé en quête de nature sauvage et d'Africains-objets touristiques. Mais ce tourisme, marque de la distance économique entre deux mondes, ne se développe qu'à partir d'un certain seuil d'équipement, seuil que la colonisation européenne plus massive a valu au Kenya. En dehors de l'East Africa, une circulation difficile, jointe à un exotisme moins évident, limite l'activité touristique qui, de toute manière, ne saurait être une panacée.

L'inégalité dans le développement

Des plans de développement ambitieux n'ont été que très partiellement réalisés, tant pour les investissements que pour leur effet sur le revenu national. La Tanzanie, avec un accroissement annuel du revenu de 5 %, offre un bilan satisfaisant, le « boom » récent du Kenya compense le marasme des années précédentes ; en revanche, la hausse de la production brute malgache, en francs constants (1,84 %), est plus faible que l'accroissement démographique ; la situation de l'Uganda, de l'Ethiopie, de la Somalie ne semble pas meilleure. De surcroît, à l'intérieur des pays, les inégalités sont flagrantes. L'industrie se concentre dans quelques centres, les capitales, les ports, les régions productrices d'électricité : Nairobi et Mombasa au Kenya, Kampala et Jinja en Uganda, l'axe de la vallée de l'Awash et l'Erythrée en Ethiopie, Tananarive, Majunga, Tamatave et Antsirabe à Madagascar, ont accueilli l'essentiel des industries de leur pays. Mais c'est en Tanzanie que la concentration est la plus forte, à Dar-es-Salaam, à la fois capitale et principal port ; aussi s'efforce-t-on de favoriser le développement de 10 villes secondaires, et un Fonds de Développement régional a été créé.

Quoique précaires encore, les conditions de vie des citoyens se sont améliorées ; en Tanzanie, quand les prix augmentaient de 15 %, les salaires urbains doublaient. Mais la disparité s'aggrave entre salariés permanents et chômeurs qui viennent en ville pour tenter de profiter des miettes du festin. L'immigration urbaine, naguère parfois contrôlée, se donne maintenant libre cours ; la population de Nairobi est passée de 243 000 habitants en 1962 à 477 600 en 1969 ; Addis-Abeba dépasse 600 000 habitants, Tananarive en compte

plus de 400 000, Dar-es-Salaam atteint 350 000 habitants. Or, tandis que les emplois industriels ne se multiplient guère, on s'efforce de réduire les dépenses gouvernementales excessives, en supprimant des postes plus qu'en diminuant les salaires.

Pourtant, l'opposition entre villes et campagnes s'accroît. Les paysans, principaux producteurs, s'estiment négligés par les gouvernements ; atteint par la baisse des cours, leur niveau de vie augmente peu quand il ne diminue pas. Le statut de paysan paraît un statut inférieur, que tout scolarisé refuse. J. Nyerere exprime courageusement son inquiétude : « Si nous n'y prenions garde, nous pourrions en arriver à une situation dans laquelle la véritable exploitation en Tanzanie serait celle des paysans par les habitants des villes ». L'indépendance a permis la naissance de bourgeoisies nationales qui ont accédé aux postes de direction. Dans les pays les plus ouvertement libéraux, elles sont incitées à investir leurs profits dans l'agriculture et l'industrie, mais le commerce les attire davantage et l'hostilité grandissante à l'égard des Asiatiques en est un signe. Dans les pays qui s'affirment socialistes, le rôle économique de la bourgeoisie est encore plus réduit, car elle rechigne à placer son argent dans des entreprises d'Etat. S'ils ne sont pas exportés, les capitaux sont placés dans la construction immobilière, très rentable. Par son niveau de vie et ses usages, inspirés de l'Europe, la nouvelle bourgeoisie se coupe des masses : détentrice d'un pouvoir créé par les Blancs, elle en maintient les symboles et n'est pas prête à abandonner ses avantages. Seul, J. Nyerere a exigé des leaders de la T.A.N.U. qu'ils abandonnent leurs placements immobiliers et leurs participations dans les firmes privées, mais il s'est heurté à de très vives résistances.

Dans les campagnes, le développement régional a été très

inégal. Au Kenya, les Kikuyu semblent les grands privilégiés et l'amertume des Luo se traduit par une opposition politique. Ailleurs, il est rare qu'une seule ethnie joue un rôle déterminant dans la vie politique et des groupes jadis dominants comme les Baganda et les Merina (du moins jusqu'en 1972) sont plus ou moins à l'écart du pouvoir ; mais les régions déjà les plus prospères continuent de profiter de l'essentiel des innovations. Pour y remédier, faute d'une politique régionale cohérente, on se contente trop souvent de disperser les investissements au gré des intérêts électoraux.

Un tel bilan peut conduire à désespérer de l'avenir africain ; mais il est hypocrite de s'indigner d'une situation qui s'explique largement par la pression politique et économique des pays développés. Seul un changement des rapports entre peuple et gouvernants, entre gouvernants et puissances étrangères peut modifier le cours des choses. « L'Afrique noire est mal partie », écrivait René Dumont, mais, à propos de l'Afrique de l'Est, Albert Meister se demande : « L'Afrique peut-elle partir ? ». Pour lui, la lutte sociale et politique a été insuffisante avant l'indépendance pour qu'apparaissent de véritables classes sociales et des élites soucieuses de développement. Peut-être un tel processus est-il maintenant en marche, mais il n'ira pas sans un temps de désordres et de profondes remises en cause.

L'Afrique des Hautes Terres et l'ensemble africain

On a jusqu'ici tenté de dégager l'originalité de l'Afrique des Hautes Terres dans le continent. Il importe maintenant de considérer son poids relatif, économique et humain ; nous le ferons à l'aide de quelques données chiffrées, mais il convient de souligner ce que cet exercice comporte d'artificiel : il n'aurait pleinement de sens que si l'Afrique des Hautes Terres constituait une entité véritable et non une mosaïque de pays sans rapports économiques étroits et parfois en situation de conflit aigu. Nous devons donc nous attacher à voir les conditions d'un rapprochement entre les pays de l'Afrique orientale et les équilibres nouveaux qui peuvent s'y établir.

Les pays de l'Afrique des Hautes Terres couvrent 19 % de l'Afrique tropicale (Afrique du Sud non comprise) et comptent 29 % de sa population, mais leur poids économique semble beaucoup moins considérable ; si on juge celui-ci sur le critère discutable du commerce extérieur, on s'aperçoit

que ces pays ne réalisent que 15 % des exportations et 20 % des importations, en valeur, de l'Afrique tropicale. Faute de pouvoir vendre des produits minéraux et des produits agricoles pondéreux, comme les oléagineux, ils n'expédient que 5 % du fret d'exportation africain (hydrocarbures exclus). L'Afrique orientale compte très peu dans le commerce des pays développés, même en comparaison des autres pays africains : elle n'absorbe que 12 % du commerce britannique à destination de l'Afrique, et l'Italie, pourtant traditionnellement attachée à la Somalie et à l'Ethiopie, ne fait avec elle que 7 % de son commerce africain. De longue date parente pauvre de l'Afrique, l'Afrique des Hautes Terres pâtit de surcroît à l'heure actuelle de la fermeture du canal de Suez qui l'a encore éloignée de ses marchés européens traditionnels. Ainsi, pour prendre un cas limite, l'exportation des bananes somaliennes vers l'Europe, déjà hasardeuse auparavant, est devenue une gageure que seules des nécessités politiques peuvent justifier.

Conditions naturelles, situation, traditions valent aux pays d'Afrique orientale un commerce extérieur original qui, sans les mettre à l'abri des crises, leur évite du moins d'entrer en concurrence complète avec une bonne partie des autres pays du continent. Certes, l'Afrique orientale produit et exporte du café et du coton, comme l'Afrique occidentale qu'elle devance sur ces points. Uganda et Tanzanie viennent aux deuxième et troisième rangs, après la Nigeria, parmi les pays cotonniers d'Afrique tropicale ; seule la Côte-d'Ivoire précède nettement l'Ethiopie et l'Uganda pour la production caféière, et celle-ci est pour une large part constituée à l'Est par de l'*arabica* que l'Ouest ne connaît guère. Négligeant oléagineux et cacao, l'Afrique orientale s'est fait dans le continent une spécialité de produits secondaires et marginaux, comme le girofle, la vanille, les plantes à parfum, le pyrèthre,

dont les marchés sont limités. Mais, pour d'autres productions, c'est avec les pays de l'Afrique méridionale « blanche », beaucoup mieux armés, qu'elle entre en concurrence directe : c'est le cas du sucre, du sisal, du coprah, de l'anacarde, du tabac, voire des céréales et des produits de l'élevage.

Isolée, vendeuse de produits peu recherchés sur le marché mondial, en butte pour une part à la concurrence d'une Afrique méridionale qui lui est politiquement hostile, l'Afrique des Hautes Terres gagnerait sans doute à s'organiser en un ensemble plus structuré sur le plan économique, sinon politique. Force est de constater qu'elle en est encore loin. Quoique souvent en progrès, le commerce entre les pays d'Afrique orientale reste assez limité, comme en témoigne le tableau ci-contre.

Ce tableau fait apparaître de très sensibles différences entre pays : beaucoup d'entre eux n'ont avec leurs voisins que des échanges très limités, qui ont tendance à s'accroître, mais de manière irrégulière, voire anarchique ; seuls les trois Etats de l'East Africa anglophone commercent de manière importante avec leurs voisins, mais ces transactions tendent en général à diminuer. Il serait dangereux, d'autre part, de prendre les chiffres tels quels ; les échanges ne s'effectuent pas indifféremment entre tous les pays de l'Afrique des Hautes Terres, mais ceux-ci forment des sous-ensembles marqués par des relations préférentielles : Ethiopie et Somalie restent isolées et ne commercent pas entre elles ; au contraire, les pays de l'East Africa entretiennent entre eux des relations importantes et suivies, et le Ruanda et le Burundi tendent, selon une logique géographique et historique, à se rapprocher d'eux depuis la décolonisation ; Madagascar ne commerce guère qu'avec les Mascareignes et les Comores : en définitive, seule Maurice, intermédiaire entre les univers anglophone et francophone, a un réseau varié

PART (EN %) DU COMMERCE
DES PAYS DE L'AFRIQUE ORIENTALE
AVEC LEURS VOISINS
DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL
EN 1964¹ ET EN 1968-1970²

	Importations		Exportations	
	1964	1968-1970	1964	1968-1970
Ethiopie	0,7	1,2	0,4	0,2
Somalie	1,5	3,2	9,6	—
Kenya	14,3	10,1	38,9	32,7
Uganda	29,7	29,5	7,3	12,3
Tanzanie	26,7	14,7	8,1	8,2
Ruanda	—	19,4	—	13,9
Burundi	0,4	5,6	9,4	3,4
Madagascar	0,7	0,5	0,6	14,5
Maurice	4,2	5,9	0,4	0,6

1: Cette estimation inclut le commerce avec la Rhodésie, la Zambie et le Malawi.

2. Il n'est pas tenu compte du Territoire français des Afars et des Issas.

de relations qui restent toutefois ténues. Une seule unité a une réelle importance économique, la Communauté est-africaine du Kenya, de l'Uganda et de la Tanzanie, déjà ancienne, et dont l'analyse peut apporter des enseignements.

Les Britanniques avaient tenté, malgré la diversité de leurs régimes politiques, de constituer avec les trois territoires de l'East Africa un ensemble cohérent : un marché commun, une monnaie unique, des services techniques unifiés (ports, che-

mins de fer, postes, lignes aériennes ...), une seule Université et, dans une certaine mesure, le moule commun de la colonisation britannique étaient des éléments favorables à une intégration plus poussée. Les indépendances, obtenues entre 1961 et 1965, n'ont pas, malgré des crises sérieuses, entraîné d'emblée la rupture des liens antérieurs. Certes, Tanzanie et Uganda considéraient avec méfiance des institutions communes dont elles jugeaient qu'elles favorisaient le Kenya où se concentraient les services et les industries qui vendaient ensuite librement dans l'ensemble de l'East Africa. La Tanzanie prit la première ses distances, se dota d'une monnaie et mena sa propre politique industrielle. Le Kenya dut vite consentir aux autres pays quelques avantages, notamment des entorses à la libre circulation des produits, de manière à protéger les industries tanzanienne et ugandaise. Moyennant la décentralisation des services communs, établis pour l'essentiel à Arusha, en Tanzanie, et secondairement à Dar-es-Salaam et Kampala, on parvint à un accord plus global et à la constitution en décembre 1967 de l'East African Economic Community et de la Banque est-africaine de Développement.

L'organisation économique a renforcé les traits de la géographie physique et humaine et rendu les trois pays assez fortement solidaires en dépit ou à cause de frontières artificielles. Unies par un réseau de communications satisfaisant, les régions les plus prospères et en général les plus peuplées des trois pays sont situées sur leurs points de contact, autour du lac Victoria et sur la frontière Kenya-Tanzanie, tandis que les zones moins évoluées isolent l'East Africa des pays voisins. Il est certes difficile d'évaluer les effets de l'union économique. En matière agricole, les spécialisations régionales qu'elle avait permises (céréaliculture et élevage laitier au Kenya, production de sucre en Uganda)

tendent à s'estomper aujourd'hui. Les effets sont plus nets dans les secteurs secondaire et tertiaire : Nairobi, qui bénéficiait déjà du plus important marché intérieur, a pu marquer sa prééminence, et est apparu d'emblée comme le lieu d'implantation le plus simple et le plus rationnel pour beaucoup d'industries, provoquant les récriminations des autres pays. Celles de l'Uganda ne sont que partiellement justifiées : sans la Communauté économique, le centre industriel de Jinja n'aurait sans doute pas vu le jour ; il est sûr en revanche que la Tanzanie a été délaissée, étant beaucoup plus mal placée, mais rien ne prouve qu'elle aurait pu à elle seule créer les industries dont elle tire quelques avantages indirects. Plus flagrante encore a été la concentration des activités de services dans la capitale kenyane ; la décentralisation des services communs devrait limiter son ampleur, et plus encore les initiatives politiques de l'Uganda et de la Tanzanie : la nationalisation des banques en Tanzanie a fait de Dar-es-Salaam, au lieu de Nairobi, le centre financier du pays. En tout état de cause, fût-ce de manière indirecte, Uganda et Tanzanie ont pu, grâce à l'union économique, disposer de services moins coûteux parce qu'établis pour un marché plus vaste. Tous comptes faits, il est probable que la Communauté économique a été bénéfique, quoique inégalement, aux trois pays et il est frappant qu'Ethiopie, Somalie, Zambie et Burundi aient à diverses dates souhaité en faire partie. L'existence et la persistance de ces liens multiples, rendant délicates les ruptures, a enfin contribué à maintenir une paix relative en Afrique de l'Est, en incitant les pays à régler à l'amiable leurs conflits politiques.

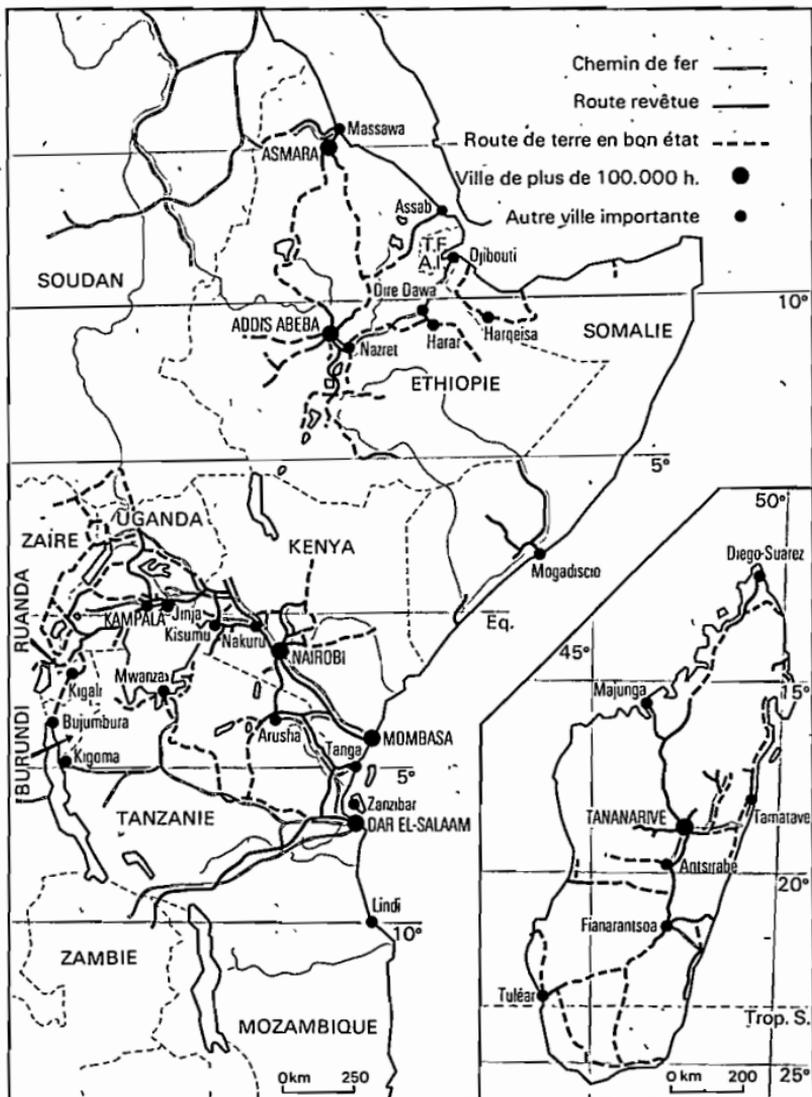
Pourtant, la Communauté économique est-africaine est fortement battue en brèche, et il peut sembler miraculeux qu'il en subsiste encore des éléments. La nature n'imposant pas

les rapports commerciaux entre grands espaces, comme en Afrique de l'Ouest entre la forêt guinéenne et les pays du Soudan, seule une volonté politique, un certain *consensus* peuvent imposer un rapprochement. Or, des pays comme le Kenya et la Tanzanie pratiquent des politiques économiques de plus en plus différentes, ont des idéaux de développement opposés. Chaque pays a maintenant sa propre monnaie, et leur libre-échange n'existe plus depuis 1969, par suite d'une décision de l'Uganda. Chacun crée ses propres industries sans grand souci d'une politique d'ensemble et on connaît parfois déjà suréquipement et surproduction, dont le Kenya est le premier à pâtir. La Communauté survivait vaille que vaille tant que Tanzanie et Uganda pouvaient s'entendre pour faire pièce au Kenya, trop puissant à leur goût, mais l'arrivée au pouvoir du général Amine en Uganda a rendu détestables les rapports entre les deux pays et souvent placé le Kenya en position de médiateur. Ce dernier pays pourrait donc prétendre retrouver une position prédominante, mais la Communauté court davantage le risque d'être brisée par les tendances centrifuges : elle est plus encore qu'un vestige du passé et survit par la force des habitudes commerciales et des intérêts acquis, mais des changements brutaux, comme l'expulsion totale des Asiatiques d'Uganda, l'affaiblissent rapidement.

On voit, sur cet exemple privilégié, combien est difficile le seul maintien d'une organisation économique supranationale, à tel point que la constitution spontanée d'un ensemble plus vaste paraît utopique. Certes, hors de tout cadre institutionnel précis, des rapprochements sont possibles et se sont déjà esquissés. Dégagés de la tutelle belge, Ruanda et Burundi ont moins de motifs d'entretenir des relations privilégiées avec le Zaïre. Avant d'être indépendant le Burundi

commerçait déjà largement par le port de Dar-es-Salaam. Aujourd'hui, de bonnes routes relient les deux pays à la Tanzanie et le Ruanda va prochainement être relié au grand axe bitumé Kabale-Mombasa. La présence de nombreux Ruandais en Uganda n'est pas nécessairement un facteur de rapprochement entre les deux pays, car, outre les traditionnels salariés du Buganda, on compte parmi ces émigrés bon nombre de réfugiés tutsi ; la Tanzanie attire sans doute davantage, car ses régions occidentales sous-peuplées pourraient être à l'avenir un déversoir pour le trop-plein démographique de ces deux petits pays. Madagascar est longtemps restée à l'écart de ce monde africain dont elle ne partageait ni les coutumes ni les langues. Sous Philibert Tsiranana, elle avait des rapports privilégiés, en dehors de l'Afrique francophone bien lointaine, avec le Malawi et l'Afrique du Sud. Depuis le changement de régime de 1972 et la révision de la diplomatie malgache, on porte plus d'attention à des voisins longtemps ignorés, sans que cet intérêt se traduise encore en actions concrètes.

Une structuration plus réelle, encore que discrète, de l'Afrique orientale ne sera-t-elle pas plutôt le fait de puissances économiques étrangères ? La stratégie d'implantation des grandes firmes en Afrique est en général fondée sur le choix d'un centre d'où elles rayonnent sur un espace pluri-national. A cet égard, Nairobi bénéficie d'un préjugé favorable, tant par sa position géographique que par son climat agréable, son équipement satisfaisant et la politique modérée de son gouvernement ; la capitale du Kenya peut devenir le quartier général des affaires dans l'Est africain. Malgré son importance politique, Addis-Abeba est trop isolée pour la concurrencer. Le monde des affaires pourrait alors tisser sur l'Est africain un réseau qui structurerait peu à peu l'espace selon des formes nouvelles. L'Afrique orientale pour-



Les voies de communication et les principales villes

rait y acquérir une nouvelle originalité car, avec l'effacement relatif des anciennes puissances coloniales, ce ne sont pas seulement les autres pays européens et les États-Unis qui ont renforcé leurs positions, mais aussi, comme il est logique sur cette façade orientale du continent africain, des puissances asiatiques comme la Chine et le Japon. On a beaucoup parlé, et on s'est souvent alarmé, de la pénétration chinoise en Tanzanie, qui se traduit par l'installation de l'usine textile de Dar-es-Salaam, et plus spectaculairement par la construction du chemin de fer reliant ce port à la Zambie. La Chine a des relations suivies avec Maurice et, depuis la chute du régime Tsiranana, s'intéresse à Madagascar à qui elle a permis par un prêt de rembourser ses dettes envers l'Afrique du Sud ; elle est également présente en Somalie ; mais certains pays restent méfiants à son égard. Moins signalée, mais très efficace, est la pénétration japonaise. Les Japonais ne se contentent plus d'exploiter les fonds marins depuis l'île Maurice ou Madagascar ; dans de nombreux pays ils tentent une pénétration industrielle et surtout technique et financière. Ils créent de nouvelles usines, notamment pour la transformation de la viande, le textile, la confection, le montage d'appareils électroniques ; mais, plus encore, ils cherchent à consentir de gros prêts, assortis de garanties d'utilisation de matériel et de techniciens japonais : ainsi le projet hydro-électrique du Namorona à Madagascar et la construction d'un aéroport international à Mombasa. Le holding Mitsubishi semble aujourd'hui s'intéresser particulièrement au projet de route Nairobi-Lagos que financerait la B.I.R.D. ; des bretelles routières vers la Tanzanie et Addis-Abeba feraient alors véritablement de Nairobi la plaque tournante de l'Afrique orientale.

Mais l'Afrique des Hautes Terres connaît d'autre part de nettes tendances centrifuges. Isolée à bien des égards du

centre et de l'ouest du continent, elle est aussi traditionnellement une voie de passage ou un carrefour. L'exemple le plus clair est sans doute l'Uganda, jouxtant les forêts congolaises, les plaines inondées du Nil soudanais, ayant des frontières avec le Kenya, le Ruanda et la Tanzanie, ce qui lui vaut à chaque moment de crise d'accueillir un nombre exceptionnel de réfugiés (150 000 officiellement aujourd'hui, mais certainement beaucoup plus en fait). Plus généralement, voie de passage entre le Nord et le Sud de l'Afrique, façade du continent sur l'Asie, l'Afrique des Hautes Terres est écartelée entre ces diverses directions. Si l'Ethiopie, du haut de son bastion, raisonne en termes de panafricanisme pour faire oublier le caractère désuet de son régime politique et oublier elle-même qu'elle est largement encerclée par des pays musulmans, les autres Etats subissent des influences plus particulières. L'Uganda, où un musulman se trouve aujourd'hui à la tête d'un des Etats les plus anciennement christianisés d'Afrique, est en conflit avec ses voisins anglophones et recherche l'appui des Etats musulmans. Ceci dépassera-t-il le niveau de la boutade, ou certains pays arabes soutiendront-ils un régime qui jette quelque confusion en Afrique orientale? Plus rationnel et plus clairement concrétisé est le rapprochement entre la Tanzanie et la Zambie. Refuge et appui de maints mouvements nationalistes en lutte contre la domination blanche en Afrique méridionale, la Tanzanie ne pouvait pas ne pas s'intéresser au sort de la Zambie, plus directement affrontée aux Etats blancs. Le blocus du cuivre que subit la Zambie fut pour elle l'occasion de s'en rapprocher. Dans une véritable épopée routière, le cuivre zambien est acheminé par camions jusqu'au port de Dar-es-Salaam; son évacuation sera grandement facilitée quand les Chinois auront achevé la construction du chemin de fer tanzanien qui permettra aussi de mettre en valeur le Sud-Ouest de la Tanzanie et de combler le vide humain qui

sépare les deux pays. Déjà le pétrole atteint la Zambie par un oléoduc de construction italienne. Politiquement logique, même s'il est économiquement difficile, le rapprochement des deux pays éloigne la Tanzanie de l'East Africa traditionnelle plus qu'il ne rapproche la Zambie d'un ensemble qui manque de cohésion. Vers quels rivages continentaux se tourneront les îles ? Les parentés culturelles et historiques sont évidentes entre Zanzibar et les Comores et, lorsque celles-ci deviendront indépendantes, leurs liens ne pourront que se resserrer avec la côte swahili. En revanche, Maurice, qui compte une forte majorité d'Asiatiques, se tourne vers l'Inde ou l'Extrême-Orient, tandis que sa population blanche, qui s'éparpille aujourd'hui à travers le monde, a des intérêts tout particuliers sur la côte du Natal. Enfin, Madagascar risque de balancer sans cesse entre sa nostalgie du monde malais et la conscience de sa situation au flanc de l'Afrique orientale.

De cette évolution encore très confuse, deux hypothèses peuvent être tirées. Il est tout d'abord peu probable que l'Afrique des Hautes Terres trouve à moyen terme une forme de véritable union économique. S'y opposent tant les séquelles du passé que les conflits du présent. La division linguistique ne sera pas surmontée de sitôt ; l'expansion du swahili, devenu langue nationale en Tanzanie dès l'indépendance, et depuis 1973 au Kenya et en Uganda, ne peut créer qu'une Afrique bantou à laquelle se rattacheraient les Comores. L'influence culturelle variée des anciens colonisateurs est peut-être un fait moins important, car elle a souvent été moins profonde que dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest ; mais l'appartenance à des zones monétaires différentes, séquelle de la colonisation, est un obstacle qui n'est pas encore surmonté. Les oppositions religieuses ne sont pas sans importance : l'Islam n'a pas ici autant de force d'expansion qu'à l'Ouest,

mais, trop faible pour jamais unir des pays, il est assez fort pour susciter la méfiance. Enfin, la présence aux deux extrémités de notre domaine de deux foyers de civilisation aussi originaux que les Hautes Terres abyssines et malgaches accentue le particularisme des deux Etats ; seule une balance plus égale, éminemment souhaitable, à Madagascar et en Ethiopie, entre populations du centre et de la périphérie, pourrait modifier cette situation.

Autre hypothèse bien vraisemblable : attirée vers le nord et le sud, l'Afrique orientale des Hautes Terres restera pour longtemps très isolée de l'ouest du continent. De bonnes routes, telles qu'on les prévoit, ne combleront pas du jour au lendemain l'immense vide humain que représente l'Afrique centrale. L'appartenance au groupe bantou, commune aux peuples d'Afrique centrale et à la majorité des populations d'Afrique orientale, ne peut compenser de profondes différences de civilisation. La côte d'Afrique occidentale est pour les Africains de l'Est un monde lointain et, comme il est logique, malgré les différences de langue véhiculaire, un Nigérian se sent plus proche d'un Ivoirien que d'un Kenyan. Les pays de l'Ouest ont des relations plus fréquentes et plus naturelles avec l'Europe et ces Amériques où beaucoup des leurs sont partis jadis ; mais ils ont aussi en commun bien des traits culturels qu'ignore l'Afrique orientale ; ainsi, la sculpture qu'admire l'Européen est un art ignoré en Afrique orientale où se sont en revanche développées une musique, voire une poésie, raffinées. L'Afrique de l'Est n'a guère d'audience à l'Ouest : un homme politique aussi remarquable que J. Nyerere est mal connu dans une partie de l'Afrique qui a vibré aux propos d'un Nkrumah ou d'un Lumumba.

Coupée de l'Ouest, et pour longtemps sans doute, l'Afrique des Hautes Terres peut fort bien, comme elle y tend déjà, répondre davantage à l'appel de ses rivages océaniques et,

renouant avec de vieilles traditions, s'ouvrir vers l'Orient. L'unité des influences reçues serait alors peut-être un nouvel élément d'originalité et un éventuel facteur d'unité pour cette région de l'Afrique. Mais on ne peut s'empêcher de souhaiter que cette unité naisse davantage de son propre fond, si divers et original, et que, plutôt que de subir seulement de nouvelles contraintes, elle retrouve une fonction féconde de lieu de rencontres.

Quelques données statistiques

ÉTHIOPIE

Superficie : 1 222 000 km²
Population : 24 200 000 hab.
Densité : 20 hab. au km²
Pourcentage de population urbaine¹ : 4,9 %
Addis-Abeba : 698 000 hab. (1968)
Asmara : 189 000 hab. (1968)
Taux de natalité : 45,6 ‰
Taux de mortalité : 25 ‰
Taux de mortalité infantile : 84,2 ‰
Emplois dans l'industrie : 49 000 (1969)
Revenu par habitant : 63 dollars (1969)

Principales productions agricoles

Blé :	1 764 000 t (1969)
Maïs :	895 000 t (1970)
Orge :	1 601 000 t (1972)
Sorgho :	1 081 000 t (1962)
Téff :	1 824 000 t (1962)
Pomme de terre :	147 000 t (1969)
Arachide :	20 000 t (1970)
Café :	163 000 t (1971)
Coton :	11 000 t (1970)
Sucre :	115 000 t (1970)

Troupeau

bovin :	26 000 000 (1971)
ovin :	12 800 000 (1971)
caprin :	11 500 000 (1969)
camelin :	1 500 000

1. Il s'agit pour tous les pays de la population des agglomérations de plus de 20 000 habitants.

DONNÉES STATISTIQUES

Industrie

Production électrique : 455 millions de kWh (1969)

Production de ciment : 166 000 t (1969)

Capacité de raffinage : 530 000 t (1970)

Trafic maritime

Total : 1 490 000 t (1969)

Assab : 735 000 t (1963)

Massawa : 358 000 t (1963)

Commerce extérieur

Exportations : 122 000 000 de dollars (1970)

Importations : 177 000 000 de dollars (1970)

Taux de couverture : 84 %

SOMALIE

Superficie : 638 000 km²

Population : 2 746 000 hab. (1969)

Densité : 4 hab. au km²

Pourcentage de population urbaine : 11,3 %

Taux de natalité : 45,9 ‰

Taux de mortalité : 24 ‰

Emplois industriels : 4 300 (1969)

Revenu par habitant : 65 dollars

Principales productions agricoles

Maïs : 35 000 t (1970)

Sorgho : 151 000 t (1963)

Banane : 126 000 t (1963)

Sucre : 50 000 t (1970)

Troupeau

bovin : 1 980 000 (1970)

ovin : 4 600 000 (1970)

caprin : 4 000 000 (1968)

camelin : 2 400 000 (1968)

Industrie

Production électrique : 20,2 millions de kWh (1970)

DONNÉES STATISTIQUES

Trafic maritime : 565 000 t (1969)

Commerce extérieur :

Exportations : 31 000 000 de dollars (1970)

Importations : 45 000 000 de dollars (1970)

Taux de couverture : 69 %

KENYA

Superficie : 583 000 km²

Population : 10 890 000 hab. (1969)

Densité : 18 hab. au km²

Pourcentage de population urbaine : 7,9 % (1970)

Nairobi : 477 600 hab. (1969)

Mombasa : 246 000 hab. (1969)

Taux de natalité : 47,8 ‰

Taux de mortalité : 17,5 ‰

Taux brut de reproduction : 3,3

Taux de mortalité infantile : 55 ‰

Emplois industriels : 61 600 (1970)

Revenu par habitant : 130 dollars (1970)

Principales productions agricoles

Blé : 205 000 t (1970)

Maïs : 1 500 000 t (1970)

Riz : 27 000 t (1970)

Pomme de terre : 200 000 t (1969)

Arachide : 2 000 t (1970)

Café : 55 500 t (1972)

Coton : 5 000 t (1970)

Pyrèthre : 4 403 t (1968)

Sisal : 50 000 t (1970)

Sucre : 150 000 t (1970)

Thé : 48 000 t (1972)

Troupeau

bovin : 9 200 000 (1972)

ovin : 3 700 000 (1970)

DONNÉES STATISTIQUES

Industrie

Production électrique : 512 millions de kWh (1970)

Production de ciment : 792 000 t (1970)

Capacité de raffinage : 2 400 000 t (1970)

Trafic maritime

Total : 5 286 000 t

Mombasa en fait la totalité

Commerce extérieur

Exportations : 217 000 000 de dollars (1970)

Importations : 397 000 000 de dollars (1970)

Taux de couverture : 54 %

TANZANIE

Superficie : 938 000 km²

Population : 13 200 000 hab. (1970)

Densité : 14 hab. au km²

Pourcentage de population urbaine : 5,1 %

Dar-es-Salaam : 272 825 hab.

Zanzibar City : 68 935 hab.

Taux de natalité : 46 ‰

Taux de mortalité : 24 ‰

Taux brut de reproduction : 2,7

Taux de mortalité infantile : 190 ‰ (1967)

Emplois industriels : 42 800 (1968)

Revenu par habitant : 91 dollars (1970)

Principales productions agricoles

Blé : 61 000 t (1970)

Maïs : 700 000 t (1970)

Riz : 182 000 t (1971)

Arachide : 38 000 t (1970)

Anacarde : 115 000 t (1971)

Café : 46 800 t (1972)

Coton : 54 800 t (1971)

Sisal : 160 811 t (1971)

DONNÉES STATISTIQUES

Sucre : 100 000 t (1970)
Tabac : 4 737 t (1971)
Thé : 12 000 t (1972)

Troupeau

bovin : 13 400 000 (1972)
ovin : 2 800 000 (1970)

Production de *diamants* : 708 000 carats

Industrie

Production électrique : 396 millions de kWh (1970)
Production de ciment : 177 000 t (1970)
Capacité de raffinage : 800 000 t (1970)

Trafic maritime

Total : 3 421 000 t. (1969)
Dar-es-Salaam : 2 180 000 t (1970)
Tanga : 253 000 t (1970)

Commerce extérieur

Exportations : 238 000 000 de dollars (1970)
Importations : 272 000 000 de dollars (1970)
Taux de couverture : 87 %

UGANDA

Superficie : 236 000 km²
Population : 9 549 000 hab. (1969)
Densité : 40,4 hab. au km²
Pourcentage de population urbaine : 2,5 %
Kampala : 333 900 hab.
Taux de natalité : 43,2 ‰
Taux de mortalité : 17,6 ‰
Taux brut de reproduction : 2,6
Taux de mortalité infantile : 160 ‰ (1959)
Emplois industriels : 45 300 (1969)
Revenu par habitant : 82 dollars (1969)

DONNÉES STATISTIQUES

Principales productions agricoles

Maïs :	335 000 t (1970)
Riz :	6 000 t (1970)
Café :	178 800 t (1972)
Coton :	78 000 t (1970)
Sucre :	165 000 t (1970)
Tabac :	5 200 t (1970)
Thé :	21 000 t (1972)

Troupeau

bovin :	4 145 000 (1970)
ovin :	855 000 (1970)

Exportations de *cuivre* : 16 881 t (1971)

Industrie

Production électrique :	734 millions de kWh (1970)
Production de ciment :	189 000 t (1970)

Commerce extérieur

Exportations :	246 000 000 de dollars (1970)
Importations :	121 000 000 de dollars (1970)
Taux de couverture :	203 %

RUANDA

Superficie :	26 238 km ²
Population :	3 392 000 hab.
Densité :	128 hab. au km ²
Taux de natalité :	51,8 ‰
Taux de mortalité :	23 ‰
Taux brut de reproduction :	3,3
Taux de mortalité infantile :	132,8 ‰
Emplois industriels :	3 000 (1966)
Revenu par habitant :	32 dollars (1963)

Principales productions agricoles

Maïs :	64 000 t (1970)
Sorgho :	122 500 t (1968)

DONNÉES STATISTIQUES

Manioc :	233 000 t (1970)
Pomme de terre :	126 000 t (1970)
Banane :	1 615 800 t (1968)
Haricot :	82 375 t (1968)
Arachide :	6 000 t (1970)
Café :	12 900 t (1972)
Thé :	2 000 t (1972)

Troupeau

bovin :	710 000 (1970)
ovin :	228 000 (1970)

Industrie

Production électrique : 48,1 millions de kWh (1966)

Commerce extérieur

Exportations :	25 000 000 de dollars (1970)
Importations :	29 000 000 de dollars (1970)
Taux de couverture :	86 %

BURUNDI

Superficie :	27 800 km ²
Population :	3 500 000 hab. (1969)
Densité :	125 hab. au km ²
Pourcentage de population urbaine :	1,9 %
Taux de natalité :	48,1 ‰
Taux de mortalité :	25,2 ‰
Taux brut de reproduction :	2,6
Taux de mortalité infantile :	150 ‰ (1965)
Revenu par habitant :	44 dollars (1963)

Principales productions agricoles

Eleusine :	20 000 t (1965)
Maïs :	182 000 t (1970)
Riz :	12 000 t (1970)
Sorgho :	122 000 t (1965)
Manioc :	860 000 t (1965)
Pomme de terre :	101 000 t (1970)

DONNÉES STATISTIQUES

Banane :	1 270 000 t (1965)
Café :	20 700 t (1972)
Coton :	3 000 t (1970)
Thé :	400 t (1972)

Troupeau

bovin :	685 000 (1970)
ovin :	227 000 (1970)

Industrie

Production électrique : 21,5 millions de kWh (1970)

Commerce extérieur

Exportations :	24 000 000 de dollars (1970)
Importations :	22 000 000 de dollars (1970)
Taux de couverture :	109 %

COMORÈS

Superficie :	2 236 km ²
Population :	244 905 hab. (1965)
Densité :	109 hab. au km ²
Taux de natalité :	56 ‰
Taux de mortalité :	26 ‰
Revenu par habitant :	90 dollars (1963)

Principales productions agricoles

Maïs :	1 155 t (1965)
Riz :	2 844 t (1965)
Manioc :	17 930 t (1965)
Coprah :	4 179 t (1967)
Huiles essentielles :	60 t (1967)
Girofle, poivre :	161 t (1967)
Vanille :	149 t (1967)

Troupeau

bovin :	52 000 (1966)
---------	---------------

DONNÉES STATISTIQUES

Industrie

Production électrique : 1,6 million de kWh (1968)

Trafic maritime : 59 000 t (1969)

Commerce extérieur

Exportations : 31 440 000 francs français (1971)

Importations : 56 700 000 francs français (1971)

Taux de couverture : 55 %

MADAGASCAR

Superficie : 587 000 km²

Population : 6 800 000 hab. (1970)

Densité : 11 hab. au km²

Pourcentage de population urbaine : 10,5 %

Tananarive : 428 000 hab. (1963)

Taux de natalité : 46 ‰

Taux de mortalité : 25 ‰

Taux brut de reproduction : 3,3

Taux de mortalité infantile : 102 ‰

Emplois industriels : 62 000 (1968)

Revenu par habitant : 124 dollars (1970)

Principales productions agricoles

Maïs : 109 000 t (1970)

Riz : 1 900 000 t (1972)

Manioc : 900 000 t (1970)

Pomme de terre : 94 000 t (1969)

Café : 51 900 t (1972)

Coton : 8 400 t (1971)

Girofle : 3 500 t (1971)

Poivre : 3 400 t (1972)

Sisal : 23 000 t (1972)

Sucre : 105 000 t (1970)

Tabac : 4 900 t (1970)

Vanille : 1 500 t (1972)

DONNÉES STATISTIQUES

Troupeau

bovin : 9 900 000 (1970)

ovin : 500 000 (1971)

porcin : 550 000 (1971)

Production de *chromite* : 43 400 t de chrome contenu (1970)

Production de *graphite* : 8 000 t

Industrie

Production électrique : 246 millions de kWh (1970)

Production de ciment : 76 000 t (1970)

Capacité de raffinage : 500 000 t (1970)

Trafic maritime

Total : 1 740 000 t (1971)

Tamatave : 1 480 000 t (1971)

Commerce extérieur

Exportations : 145 000 000 de dollars (1970)

Importations : 170 000 000 de dollars (1970)

Taux de couverture : 85 %

MAURICE

Superficie : 1 865 km²

Population : 830 000 hab. (1971)

Densité : 446 hab. au km²

Pourcentage de population urbaine : 33 %

Port-Louis : 140 000 hab.

Taux de natalité : 25,9 ‰

Taux de mortalité : 7,8 ‰

Taux brut de reproduction : 1,83

Taux de mortalité infantile : 57 ‰

Emplois industriels : 22 900 (1969)

Revenu par habitant : 222 dollars (1970)

Principales productions agricoles

Maïs : 554 t (1967)

Pomme de terre : 8 932 t (1967)

DONNÉES STATISTIQUES

Arachide :	858 t (1967)
Sucre :	650 000 t (1972)
Tabac :	600 t (1969)
Thé :	4 300 t (1972)

Troupeau

bovin : 45 000

Industrie

Production électrique : 136 millions de kWh (1970)

Trafic maritime : 1 374 000 t (1969)

Commerce extérieur

Exportations : 68 000 000 de dollars (1970)

Importations : 75 000 000 de dollars (1970)

Taux de couverture : 90,6 %

RÉUNION

Superficie : 2 512 km²

Population : 450 000 hab. (1970)

Densité : 179 hab. au km²

Pourcentage de population urbaine : 16,9 %

Taux de natalité : 30,2 ‰

Taux de mortalité : 8,2 ‰

Taux brut de reproduction : 3,2

Taux de mortalité infantile : 50,1 ‰

Emplois industriels : 20 170 (1961)

Revenu par habitant : 546 dollars

Principales productions agricoles

Maïs : 15 000 t (1971)

Haricot : 800 t

Essence de géranium : 81 t (1971)

Essence de vétyver : 29 t (1971)

Sucre : 250 000 t (1972)

Tabac : 55 t (1969)

Thé : 46 t

DONNEES STATISTIQUES

Troupeau

bovin : 48 000 (1971)

porcin : 150 000 (1971)

Industrie

Production électrique : 122 millions de kWh (1972)

Trafic maritime

La Pointe des Galets : 830 000 t (1971)

Commerce extérieur

Exportations : 51 000 000 de dollars (1970)

Importations : 161 000 000 de dollars (1970)

Taux de couverture : 31 %

Bibliographie

En dehors des titres cités, on se référera particulièrement aux revues locales, notamment :

- *East African Geographical Review* (Kampala),
- *Ethiopian Geographical Journal* (Addis-Abeba),
- *Madagascar. Revue de Géographie* (Tananarive),
- *Tanzania Notes and Records* (Dar-es-Salaam),
- *Uganda Journal* (Kampala).

1. OUVRAGES GÉNÉRAUX

- Atlas climatologique de l'Afrique*, Lagos, Nairobi, C.C.T.A.-C.S.A., 1961.
- Carte des sols d'Afrique* au 1/5 000 000^e. 7 feuilles + Mémoire explicatif par d'HOORE, J.L., 210 p., Lagos, C.C.T.A., 1964.
- DENIS J., VENNETIER P., WILMET J., *L'Afrique centrale et orientale*, Paris, P.U.F., collection « Magellan », 1971, 294 p.
- FURON R., *Géologie de l'Afrique*, Paris, Payot, 1960, 400 p.
- GOUROU P., *L'Afrique*, Paris, Hachette, 1970, 488 p.
- GREENBERG J. H., « Linguistic Evidence Regarding Bantu Origins », *Journal of African History*, XII, 1972, n° 2, pp. 189-216.
- KING L. C.; *South African Scenery. A textbook of geomorphology*, Londres, Oliver and Boyd, 3^e éd. 1963, 308 p.
- MURDOCK G. P., *Africa: Its Peoples and Their Culture History*, New York, Mac Graw Hill, 1959, 456 p.
- PROTHERO R. M. (ed.), *A Geography of Africa. Regional essays on fundamental characteristics, issues and problems*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1969, 480 p.
- TOUSSAINT A., *Histoire de l'océan Indien*, Paris, P.U.F., 1961, 286 p.
- TREWARTHA G. T., *The Earth's Problem Climates*, Madison, University of Wisconsin Press, Londres, Methuen, 1962, 334 p.
- U.N.E.S.C.O., *Report on the Geology and Geophysics of the East African Rift System*, avril 1965, 115 p. ronéo.

2. EAST AFRICA (Kenya, Tanzanie, Uganda)

- BATTISTINI R., *Géographie de l'Afrique orientale : Kenya, Uganda, Tanzanie*, Paris, C.D.U., 1969, 170 p.
- DIXEY F., *The East African Rift System*, Bulletin Supplement n° 1, Colonial Geological Resources, Londres, 1956, 72 p.
- HERSKOVITS M. J., « The Cattle Complex in East Africa », *American Anthropologist*, XXVIII, 1926.
- HICKMAN G. M. et DICKINS W. H. G., *The Lands and Peoples of East Africa*, Londres, Longmans, 1964, 227 p.
- HUGHES A. J., *East Africa: the search for unity*, Londres, Penguin African Library, 1963, 278 p.
- MAC MASTER D. N., « Speculations on the Coming of the Banana to Uganda », *Journal of Tropical Geography* (Singapour), XVI, 1962, pp. 57-68.
- MEISTER A., *L'Afrique peut-elle partir ?*, Paris, Seuil, 1966, 450 p.
- MEISTER A., *Le Développement économique de l'Afrique orientale*, Paris, P.U.F., 1966, 158 p.
- MORGAN W. T. W. (ed.), *East Africa ; its peoples and ressources*, Nairobi-Londres-New York, Oxford University Press, 1969, 312 p.
- O'CONNOR A. M., *An Economic Geography of East Africa*, Londres, Bell's Advanced Economic Geographies, 1966, 292 p.
- OGOT B. A. et KIERAN J. A., *Zamani : a Survey of East African History*, Nairobi, East African Publishing House, 1968, 407 p.
- OLIVER R. et MATHEW G. (ed.), *History of East Africa*, Oxford, Clarendon Press, tome I, 1963, 500 p.
- OMINDE S. H. (ed.), *Studies in East African Geography and Development*, Edimbourg, Heinemann, 1971, 273 p.
- Ost-Afrikanische Studien. East African Studies*, Schriftleitung Herfried BERGER, Nuremberg, Nürnberger Wirtschafts und Sozial Geographische Arbeiten, Band 8, 1968, 406 p.
- Report of the East African Royal Commission, 1953-1955*, Londres, 1955.
- WILDE J. C. de, *Expériences de développement agricole en Afrique tropicale*, tome 2 : 325 p. ; tome 3 : 270 p., Paris, Larose, 1967-1968.

3. KENYA

- BATTISTINI R., « Le mont Kenya », *Bulletin de l'Association de Géographes français*, n°s 364-365, 1968, pp. 183-191.

BIBLIOGRAPHIE

- BATTISTINI R., « L'évolution de la Rift Valley du Kenya dans sa partie centrale et méridionale », *Annales de Géographie*, LXXX, nos 438-439, 1971, pp. 129-143 et 330-342.
- BUIJTENHUIJS R., *Le Mouvement « mau-mau ». Une révolte paysanne et anticoloniale en Afrique noire*, Paris-La Haye, Mouton, 1971, 428 p.
- CAREY JONES N. S., « The Decolonization of the White Highlands of Kenya », *Geographical Journal*, CXXXI, 1965, pp. 186-201.
- GOUROU P., « Une paysannerie africaine au milieu du xx^e siècle. Les Kikuyu et la crise mau-mau », *Cahiers d'outre-mer*, VII, 1954, pp. 317-341.
- GULLIVER P. H., *The Family Herds. A Study of two pastoral tribes in East Africa, the Jie and Turkana*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1955, 271 p.
- MORGAN W. T. W. (ed.), *Nairobi City and Region*, Londres-Nairobi, Oxford University Press, 1964, x + 154 p.
- ODINGO R. S., *The Kenya Highlands. Land use and agricultural development*, Nairobi, East African Publishing House, 1971, 229 p.
- OMINDE S. H., *Land and Population Movements in Kenya*, Londres-Nairobi-Ibadan, Heinemann, 1968, 204 p.
- RÜTHENBERG H., *African Agricultural Production Development. Policy in Kenya*, Berlin-Heidelberg-New York, Springer Verlag, 1966, 164 p.
- SORRENSON M. P. K., *Land Reform in the Kikuyu Country*, Nairobi, Oxford University Press, 1967, 266 p.

4. TANZANIE

- Atlas of Tanzania*, Dar-es-Salaam, Surveys and Mapping Division, Ministry of Settlement and Water Development, 1967.
- GOUROU P., « Le plan des arachides », *Cahiers d'outre-mer*, VIII, 1955, pp. 105-118.
- JATZOLD R. et BAUM E., *The Kilombero Valley. Characteristic features of the economic geography of a semi-humid East-African floodplain and its margins*, I.F.O., Afrika Studien n° 28, Munich, Weltforum Verlag, 1968, 148 p.
- MAC MASTER D. N., « Change of Regional Balance in the Bukoba District of Tanganyika », *Geographical Review*, L, 1960, pp. 75-88.

BIBLIOGRAPHIE

- MALCOLM D. W., *Sukuma Land. An African people and their country. A study of land use in Tanganyika*, Londres, Oxford University Press, 1953, 224 p.
- MIDDLETON J., *Land Tenure in Zanzibar*, Londres, H.M.S.O., 1961, 88 p.
- NYERERE J. K., *Ujamaa. Essays on Socialism*, Dar-es-Salaam, Oxford University Press, 1968, 186 p.
- RUTHENBERG H., *Agricultural Development in Tanganyika*, Berlin-Göttingen-Heidelberg-New York, Springer Verlag, 1964, 212 p.
- RUTHENBERG H. (ed.), *Smallholder Farming and Smallholder Development in Tanzania*, Munich, Weltforum Verlag, 1968, 360 p.
- SUTTON J. E. C. (ed.), « Dar-es-Salaam, City, Port and Region », *Tanzania Notes and Records*, n° 71, 1970, 214 p.
- TEMPLE P. H., « Physical Factors Influencing Land Use in Coastal Sukuma Land », *East African Geographical Review*, n° 3, 1965, pp. 17-26.

5. UGANDA

- Atlas of Uganda*, Kampala, Department of Lands and Surveys, 2^e éd. 1968.
- DESHLER W., « Livestock Trypanosomiasis and Human Settlement in North Eastern Uganda », *Geographical Review*, L, 1960, pp. 541-554.
- GOUROU P. « L'Uganda », *Revue belge de Géographie*, 1962, pp. 7-38.
- JAMESON J. D. (ed.), *Agriculture in Uganda*, Londres, Oxford University Press, 1970, 395 p.
- MAC MASTER D. N., *A Subsistence Crop Geography of Uganda*, Bude Geographical Publications, 1962, 111 p.
- MANSHARD W., « Kigezi (SW Uganda). Die agrargeographische struktur eines Ost Afrikanischen Berglands », *Erdkunde*, 1965, pp. 192-210.
- PURSEGLOVE J. W., « Kigezi Resettlement », *Uganda Journal*, XIV, 1950, pp. 139-152.
- RICHARDS A. I. (ed.), *Economic Development and Tribal Change ; a study of immigrant labour in Buganda*, Cambridge, Heffer and Sons, 1954, 301 p.
- TODD A. W. S., « Agricultural Change in Nakamata, Bulemezi », *Uganda Journal*, XXXII, 1968, pp. 55-63.

6. RUANDA et BURUNDI

- GOUROU P., *La Densité de population au Ruanda-Urundi : esquisse d'une étude géographique*, Bruxelles, Institut Royal belge, Série Sciences naturelles et médicales, Mémoires in-8°, XXI, 1953, n° 6, 239 p.
- KAYONDI C., « Murunga, colline du Burundi : étude géographique », *Cahiers d'outre-mer*, XXV, 1972, pp. 164-204.
- LEMARCHAND P., *Rwanda and Burundi*, Londres, Pall Mall Press, 1970, 562 p.
- LEURQUIN P., *Le Niveau de vie des populations rurales du Ruanda-Urundi*, Louvain, Institut de Recherches économiques et sociales, 1960, 422 p.
- VIDAL C., « Le Rwanda des anthropologues ou le fétichisme de la vache », *Cahiers d'études africaines*, IX, 1969, pp. 384-401.

7. ÉTHIOPIE

- BERLAN E., « L'installation humaine au Choa. La Chankora en Basse Woina Dega et la vie d'un paysan », *Revue de Géographie alpine*, 1952, pp. 613-623.
- BERLAN E., « Le volcan Zouqala et sa région », *Revue de Géographie alpine*, 1953, pp. 553-564.
- BERLAN E., *Addis-Abeba, la plus haute ville d'Afrique. Etude géographique*, Grenoble, Allier, 1963, 219 p.
- BROOKE C., « The Rural Village in the Ethiopian Highlands », *Geographical Review*, XLIX, 1959, pp. 58-75.
- BUXTON D. R., « The Shoan Plateau and Its People : an essay in local geography », *Geographical Journal*, CXIV, 1949, pp. 157-172.
- GOUROU P., « L'Éthiopie », *Cahiers d'outre-mer*, XIX, 1966, pp. 209-233.
- HUFFNAGEL H. P., *Agriculture in Ethiopia*, Rome, F.A.O., 1961, 484 p.
- JACKSON R. T., « Some Comments on the Von Thünen Method of Analysis », *East African Geographical Review*, VIII, 1970, pp. 39-46.
- SIMOONS F. J., *North-West Ethiopia, Peoples and Economy*, Madison, University of Wisconsin Press, 1960, 250 p.

8. SOMALIE

- HEMMING C. F., « The Vegetation of the Northern Region of the Somali Republic », *Proceedings of the Linnean Society of London*, CLXXVIII, 1966, pp. 173-250.
- KARP M., *The Economics of Trusteeship in Somalia*, Boston, Boston University Press, 1960, 186 p.
- LEWIS I. M., *A Pastoral Democracy: a study of pastoralism and politics among the Northern Somali of the Horn of Africa*, Londres, Oxford University Press, 1961.
- TOZZI R., « I sistemi tradizionali dell'agricoltura irrigua in Somalia », *Rivista di Agricoltura subtropicale e tropicale*, LV, 1961, pp. 266-278.

9. MADAGASCAR

- ALTHABE G., *Oppression et libération dans l'imaginaire. Les communautés villageoises de la côte orientale malgache*, Paris, Maspero, 1969, 358 p.
- Atlas de Madagascar*, Tananarive, Association des Géographes de Madagascar, 1969-1971.
- BATTISTINI R., *Géographie humaine de la plaine côtière mahafaly*, Paris, Cujas, 1964, 190 p.
- BIED-CHARRETON M., « Le canton de Betafo et le village d'Anjaza-fotsy », *Bulletin de Madagascar*, 1968, pp. 483-552 et 641-679.
- DESCHAMPS H., *Histoire de Madagascar*, Paris, Berger-Levrault, 1960, 348 p.
- ISNARD H., *Madagascar*, Paris, A. Colin, 1964, 220 p.
- KOERNER F., « Décolonisation et économie de plantation. Situation des propriétés européennes à Madagascar », *Annales de Géographie*, LXXVIII, n° 430, 1969, pp. 654-679.
- MARCHAL J.-Y. et DANDROY G., *Contributions à l'étude géographique de l'Ouest malgache*, Paris, O.R.S.T.O.M., 1972, 162 p.
- PETIT M., *La Plaine littorale de Maroantsetra*, Tananarive, 1969, 192 p.
- PETIT M., *Contribution à l'étude morphologique des reliefs granitiques à Madagascar*, Tananarive, 1971, 307 p. + un vol. de croquis.
- RAISON J.-P., « Mouvements et commerce des bovins dans la région de Mandoto (Moyen-Ouest de Madagascar) », *Madagascar. Revue de Géographie*, n° 12, 1968, pp. 7-58.

BIBLIOGRAPHIE

- RAISON J.-P., « Paysage rural et démographie. Leimavo (Nord du Betsileo, Madagascar) », *Etudes rurales*, n^{os} 37-39, 1970, pp. 345-377.
- RAISON J.-P., « Utilisation du sol et organisation de l'espace en Imerina ancienne », in *Etudes de Géographie tropicale offertes à Pierre Gourou*, Paris-La Haye, Mouton, 1972, pp. 407-425.
- ROBEQUAIN C., *Madagascar et les bases dispersées de l'Union française*, Paris, P.U.F., 1958, 586 p.

10. COMORES

- BATTISTINI R., « Le volcan actif de la Grande Comore », *Madagascar. Revue de Géographie*, n^o 10-11, 1967, pp. 41-77.
- CHARPANTIER J., « Les Comores : économie agricole et transports », *Cahiers d'outre-mer*, XXIV, 1971, n^o 94, pp. 63-77.
- ROBINEAU C., *Société et économie d'Anjouan (océan Indien)*, Paris, Mémoires O.R.S.T.O.M., 1966, 264 p.

11. MASCAREIGNES

a) Maurice

- BATTISTINI R., « Etat des connaissances sur la géomorphologie de l'île Maurice », *Madagascar. Revue de Géographie*, n^o 17, 1970, pp. 63-77.
- BENEDICT B., *Indians in a Plural Society. A report on Mauritius*, Londres, H.M.S.O., 1961, 168 p.
- BROOKFIELD H. C., « Population Distribution in Mauritius », *Journal of Tropical Geography* (Singapour), XIII, 1959, pp. 1-22.
- BROOKFIELD H. C., « Problems of Monoculture and Diversification in a Sugar Island: Mauritius », *Economic Geography*, XXXV, 1959, pp. 25-40.
- DUPON J.-F., « L'économie de l'île Maurice », *L'Information géographique*, 1967, pp. 158-184.
- DUPON J.-F., « L'île Rodrigues. Expérience de développement d'un milieu tropical dans l'archipel des Mascareignes », *Annales de l'université d'Aix-Marseille, Série Histoire et Géographie*, XLII, 1967, pp. 191-238.
- MEADE J. E. et al., *The Economic and Social Structure of Mauritius*, Port-Louis, 1960, 246 p.

BIBLIOGRAPHIE

ROBEQUAIN C., « Destin d'une île à sucre : l'économie et le peuplement de Maurice », *Annales de Géographie*, LXIII, 1954, pp. 255-273.

b) Réunion

DEFOS DU RAU J., *Le Relief de l'île de la Réunion. Etude de morphologie volcanique*, Bordeaux, Institut de Géographie, 1959, 320 p.

DEFOS DU RAU J., *L'île de la Réunion*, Bordeaux, Institut de Géographie, 1960, 720 p.

DERRUAU M., KARCHE J.-P., MOTTET G., « Problèmes de morphologie volcanique à l'île de la Réunion », *Madagascar. Revue de Géographie*, n° 17, 1970, pp. 7-35.

DUPON J.-F., « Les immigrants indiens de la Réunion. Evolution et assimilation d'une population », *Cahiers d'outre-mer*, XX, 1967, pp. 49-88.

VIDAL D., « Analyse comparative de deux domaines sucriers à la Réunion : le premier situé « au vent », le second situé « sous le vent » », *Madagascar. Revue de Géographie*, n° 14, 1969, pp. 63-96.

c) Seychelles

DUPON J.-F., « Aspects de l'agriculture aux Seychelles ; l'exemple de l'île Silhouette », *Cahiers d'outre-mer*, XXIV, 1971, n° 95, pp. 217-244.

Index

Chaque terme est suivi d'une abréviation indiquant le pays qu'il concerne, soit :

- B : Burundi.
- C : Comores.
- Dj : Territoire français des Afars et des Issas.
- E : Ethiopie.
- K : Kenya.
- M : île Maurice.
- Md : Madagascar.
- R : la Réunion.
- Rw : Ruanda.
- S : Somalie.
- T : Tanzanie.
- U : Uganda.

- Abyssinie (E), 114, 115-121, 122, 124, 138, 167, 170.
- Acholi (pays) (U), 75, 88.
- Aden, 58, 124.
- Adèn (golfe d'), 13, 24.
- Addis-Abeba (E), 14, 31, 116, 122, 123, 125, 171, 184, 187, 197.
- Adoua (E), 58, 116, 128.
- Afar et Afar-Dankali (plaines) (E et Dj), 13, 16, 167.
- Afrique de l'Ouest ou Afrique occidentale, 6, 7, 8, 40, 166, 167, 168, 170, 182, 196, 201, 202.
- Afrique du Nord-Est, 12, 39, 61, 62.
- Afrique du Sud, 8, 197, 199.
- Afrique méridionale, 6, 8, 192.
- Alaoira (lac) (Md), 142, 145, 178.
- Albert (lac) (U), 13, 14.
- Andriamena (Md), 182.
- Andrianampoinimerina (roi) (Md), 57, 127.
- Androy (massif de l') (Md), 20.
- Anjouah (île d') (C), 110, 111.
- Ankaratra (massif de l') (Md), 20.
- Antsirabe (Md), 34, 146, 184, 187.
- Arabie, 50, 105, 124.
- Arusha (déclaration d') (T), 175.
- Arusha (peuple) (T), 74.
- Arusha (ville) (T), 80, 182, 194.
- Asie des Moussons ou du Sud-Est, 126, 132.
- Asie occidentale, 47.
- Assab (E), 184.
- Athi (plaines d') (K), 18, 31.
- Athi River (K), 173.
- Awash (rivière) (E), 32, 182, 187.
- Baganda ou Ganda (peuple) (U), 53, 92, 94-95, 174, 189.
- Bahr-el-Ghazal, 51.
- Bantou, 48, 49-51, 67, 72, 112.
- Betsileo (pays et peuple) (Md), 60, 137, 147, 170.
- Bejsimisaraka (peuple) (Md), 109.
- Bongo lava (Md), 20.
- Broderick Falls (K), 184.
- Buganda (royaume de) (U), 19, 45, 56, 58, 59, 92, 93, 94-95, 100.
- Bukoba (T), 11, 52, 93.

INDEX

- Burundi, 33, 43, 52, 64, 83, 94, 99-103, 139, 169, 192, 193, 195, 196.
- Chagga (pays et peuple) (T), 96, 180.
- Chenchia (E), 122-123.
- Choa (pays) (E), 115, 119, 121.
- Cilaos (cirque de) (R), 152, 158.
- Comores (îles), 21, 25, 26, 29, 54, 105-106, 109-112, 192, 201.
- Comoriens, 110, 112.
- Congo, 18, 35.
- Couchites, 7, 48, 49, 51, 69.
- Daarood (S), 70, 72.
- Dar-es-Salaam (T), 31, 58, 105, 112, 171, 184, 187, 188, 194, 195, 197, 199, 200.
- Debra Berhan (E), 119.
- Dire Dawa (E), 184.
- Djibouti, 32, 58.
- Dodoma (T), 11, 80.
- Dodoth (peuple) (U), 11, 80.
- Edouard (lac) (U), 13, 17.
- Elgon (mont) (K, U), 17, 18, 38, 39, 64, 87, 93, 95.
- Erythrée (E), 27, 58, 139, 187.
- Ethiopie, 5, 10, 12, 17, 27, 31, 36, 37, 39, 41, 42, 43, 45, 47, 49, 50, 58, 61, 62, 76, 114-125, 165-189, 191, 193, 195, 200, 202.
- Eyasi (lac) (T), 14, 49.
- Fianarantsoa (Md), 29, 146.
- Fipa (peuple) (T), 81.
- Fort-Dauphin (Md), 28, 153.
- Fournaise (massif de la) (R), 21, 152.
- Galla (peuple) (E), 51, 69, 115, 116, 121, 122, 124.
- Gamu (E), 45.
- Gondar (E), 32.
- Grande Comore (île de) (C), 21, 110, 111.
- Guban (S), 32, 71.
- Gura (E), 116.
- Guraghe (E), 122.
- Hale (T), 182.
- Hamites, 48, 115.
- Harar (E), 32, 52, 105, 115, 124.
- Haud (E, S), 32, 42, 71, 76.
- Hutu (B, Rw), 100, 103.
- Imerina (Md), 138, 167, 170, 171.
- Inde, 7, 108, 112, 118, 153, 154, 201.
- Indien (océan), 7, 54, 104, 166.
- Indiens, 154, 162.
- Indonésie, 7, 47, 55, 108.
- Indonésiens, 5, 7, 54, 109.
- Iringa (T), 19, 29.
- Itasy (massif de l') (Md), 20, 146.
- Jie (peuple) (U), 74-75, 77.
- Jinja (U), 36, 172, 182, 184, 187, 195.
- Juba (fleuve) (S), 50, 62, 169.
- Kabale (U), 99, 197.
- Kampala (U), 36, 95, 105, 187, 194.
- Kano (plaines de) (K), 86.
- Karagwe (pays de) (T), 84.
- Kartala (massif du) (C), 21, 29.
- Katanga, 50, 55.
- Kavirondo (golfe et pays du) (K), 75, 86-87.
- Kenya, 8, 17, 19, 28, 31, 32, 34, 35, 36, 37, 42, 43, 49, 58, 59, 60, 62, 68, 72, 73, 74, 77, 78, 86, 87, 88, 97, 112, 139-149, 165-189, 193-196, 200, 201.
- Kenya (mont) (K), 18, 35, 38, 39, 51.
- Kiga (peuple) (U), 98-99.
- Kigezi (pays de) (U), 33, 64, 98-99, 100.
- Kikuyu (pays et peuple) (K), 51, 53, 59, 86, 96-97, 146, 180, 189.
- Kilembe (U), 171, 181.
- Kilimandjaro (mont) (T), 18, 33, 35, 38, 50, 92, 95.
- Kilombero (rivière) (T), 80-81, 178.
- Kioga (lac) (U), 19, 88.
- Kisii (plateau) (K), 87.

INDEX

- Kisumu (K), 55, 88, 185.
 Kivu (lac) (Rw), 13, 16, 17, 18.
- Lango (pays et peuple) (U), 88.
 Longonot (mont) (K), 18.
 Luhya (pays et peuple) (K), 86-88.
 Luo (pays et peuple) (K), 86-88, 189.
- Madagascar, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13,
 19, 21, 23, 25, 26, 28, 32, 36,
 37, 40, 41, 43, 44, 46, 50, 53,
 54, 56, 58, 60, 65, 109, 110, 112,
 126-138, 139-142, 145-149, 150, 165-
 189, 192, 193, 197, 199, 202.
- Majunga (Md), 26, 105, 133, 184, 187.
 Majunga (bassin de) (Md), 20, 26.
 Malawi, 8, 197.
 Malindi (T), 112.
 Mandrare (fleuve) (Md), 142, 145.
 Mangoky (fleuve) (Md), 178.
 Marakwet (peuple) (K), 74.
 Maroantsetra (Md), 20, 29, 131.
 Marovoay (Md), 133, 145.
 Masai (pays et peuple) (K, T), 52,
 53, 59, 69, 70, 73-74, 77, 78.
 Mascareignes (îles), 6, 8, 25, 29,
 55, 150-164, 185, 192.
 Massawa (E), 58, 184.
 Maurice (île), 21, 29, 65, 150-164,
 192, 193, 199.
 Mayotte (île) (C), 21, 29, 109, 110.
 Mbozi (T), 81.
 Méditerranée (mer), 8.
 Ménélik (empereur) (E), 58, 116,
 117, 128.
 Merina (peuple) (Md), 60, 128, 147,
 189.
 Meru (mont) (T), 18, 74.
 Mogadiscio (S), 55.
 Mombasa (K), 59, 105, 108, 112, 143,
 144, 164, 173, 184, 185, 187, 197,
 199.
 Morondava (Md), 26, 133, 135.
 Moroni (C), 29.
 Moshi (T), 33.
 Moyen-Ouest (Md), 25, 146.
 Mozambique, 8, 19, 24, 108.
 Mozambique (canal de), 25.
- Murchison Falls (U), 182.
 Mwanza (T), 184.
- Nairobi (K), 28, 31, 59, 77, 105,
 144, 171, 173, 186, 187, 194, 195,
 197, 199.
 Naivasha (lac) (K), 14, 18.
 Nakuru (K), 185.
 Namorona (chutes du) (Md), 182,
 199.
 Nandi (pays et peuple) (K), 52, 75-
 76.
 Natron (lac) (K), 14, 17, 18.
 Nazret (E), 125, 184.
 Ngorongoro (cratère du) (T), 14, 18.
 Nil (fleuve), 18, 51, 52, 56, 200.
 Nilo-Hamites, 48, 51, 52, 69.
 Nilotiques, 48, 51, 52.
 Nosy Be (île de) (Md), 145.
 Nyamwezi (peuple) (T), 56, 108.
 Nyassa ou Malawi (lac) (T), 6, 13,
 14, 16, 81.
 Nyerere (président) (T), 174, 175,
 188, 202.
 Nyiha (pays et peuple) (T), 81-82.
- Olduvai (gorge d') (T), 47.
 Oman, 55.
 Omo (rivière) (E), 47.
 Owen Falls (U), 172.
- Pare (monts de) (T), 19.
 Pemba (île de) (T), 31, 56, 106, 107-
 109.
 Piton des Neiges (R), 21, 42, 65,
 151, 152.
 Port-Louis (M), 161-164.
- Qoqa (barrage de) (E), 182.
- Radama Ier (roi) (Md), 57, 128.
 Réunion (île de la) et Réunionnais,
 6, 21, 29, 38, 40, 42, 142, 146,
 150-164, 184.
 Rhodésie, 79.
 Rift Valley (K), 62.
 Rodolphe (lac) (K, E), 14, 24, 51,
 73.

INDEX

- Rouge (mer), 6, 13, 16, 23, 24, 32, 43, 52, 105.
- Ruanda, 33, 43, 52, 58, 64, 83, 92, 94, 99-103, 139, 169, 192, 193, 196, 200.
- Rufiji (fleuve) (T), 112, 169, 178.
- Rungwe (mont) (T), 114.
- Ruvu (fleuve) (T), 112, 169, 178.
- Ruwenzori (mont) (U), 16, 17.
- Ruzizi (rivière) (Rw, B), 16, 18.
- Saint-Benoît (R), 29, 158.
- Saint-Denis (R), 38.
- Saint-Paul (R), 29.
- Sakalava (peuple) (Md), 109.
- Sakay (rivière) (Md), 146, 178.
- Salazie (cirque de) (R), 152, 158.
- Sambirano (pays de) (Md), 28, 44, 134, 145.
- Sayyid Saïd (sultan) (T), 56, 107.
- Sémites, 5.
- Seven Forks (K), 182.
- Seychelles (îles), 21, 150, 164.
- Shebelle (rivière) (S), 52, 62, 169.
- Shirazi (peuple) (T), 107, 108.
- Somali (peuple) (S, E, Dj, K), 52, 70, 71-72.
- Somalie, 5, 6, 10, 12, 24, 27, 32, 42, 43, 44, 49, 55, 61, 62, 65, 70, 71-72, 139, 165-189, 193, 199.
- Soroti (U), 90.
- Soudan, 24, 49, 50, 51, 77, 115.
- Sukunia (pays et peuple) (T), 45, 52, 90, 92.
- Tamatave (Md), 29, 133, 142, 184, 187.
- Tana (fleuve) (K), 182.
- Tananarive (Md), 29, 58, 65, 128, 136, 137, 171, 184, 187.
- Tanga (T), 112, 113.
- Tanganyika (partie continentale de la Tanzanie), 29, 37, 38, 40, 41, 42, 43, 45, 52, 55, 58, 59, 60, 108, 112, 140, 141, 170, 171, 172
- Tanganyika (lac) (T, B), 13, 14, 16, 18, 31, 33.
- Tanzanie, 8, 12, 19, 26, 36, 41, 44, 47, 62, 79, 83, 86, 112, 149, 165-189, 191, 193-196, 197, 199, 200, 201.
- Teso (pays et peuple) (U), 69, 76, 88-89.
- Tororo (U), 172.
- Trans-Nzoia (K), 144.
- Tsaratana (massif du) (Md), 20.
- Tsiribihina (fleuve) (Md), 132, 135.
- Tuléar (Md), 135.
- Turkana (pays et peuple) (K), 72-73, 74, 75.
- Tutsi (B, Rw), 40, 100, 101, 103.
- Uganda, 17, 18, 26, 27, 28, 31, 32, 36, 37, 40, 41, 42, 43, 44, 58, 59, 60, 64, 68, 69, 74, 77, 78, 85, 86, 88, 90, 94, 98, 139, 149, 165-189, 191, 193-196, 197, 200, 201.
- Ukara (île d') (T), 91-92.
- Usambara (monts) (T), 19, 34, 35.
- Uvira, 38, 40.
- Victoria (lac) (K, T, U), 5, 6, 7, 11, 14, 18, 19, 23, 27, 28, 31, 35, 43, 45, 50, 52, 60, 64, 83, 84, 87, 92, 93, 99, 143, 173, 194.
- Virunga (monts) (Rw), 17, 18.
- Wadigo (peuple) (T), 112-113.
- Wakara (peuple) (T), 89.
- White Highlands ou Hautes Terres blanches (K), 143-145, 147-149, 172, 176.
- Zaïre, 166, 196.
- Zambèze (fleuve), 14, 50.
- Zambie, 8, 23, 50, 79, 182, 195, 199, 200, 201.
- Zanzibar (île et ville) (T), 31, 56, 59, 105, 106-109, 110, 171, 201.

Table des figures

1. Géologie et morphologie	15
2. Pluviométrie annuelle	30
3. Les densités de population	63
4. L'utilisation du sol	85
5. L'île de la Réunion et l'île Maurice	159
6. Les voies de communication et les principales villes	198

Table des matières

Introduction : <i>Diversité et unité de l'Afrique des Hautes Terres</i>	5
1. <i>Les grands traits du relief</i>	10
Style africain : les grands aplanissements	10
Les rifts, accidents continentaux	13
Liés aux rifts, le volcanisme et les déformations du socle	17
2. <i>L'anomalie climatique de l'Afrique orientale</i>	23
Une convergence sans pluies	24
Des pluies accidentelles	26
Des rythmes classiques, mais une grande incertitude	27
Les régions climatiques	28
L'originalité climatique des Hautes Terres	32
3. <i>Végétation et sols des montagnes et des plateaux</i>	36
La végétation étagée des montagnes	37
Forêts claires et formations ouvertes des surfaces planes	40
Des sols jeunes menacés par l'érosion	42
En fonction du relief, les chaînes de sols	45
4. <i>Un carrefour de civilisations</i>	47
La genèse des Bantou et leur expansion	49
Les nouvelles invasions	51

TABLE DES MATIERES

Le mystère malgache	53
Le monde de l'océan Indien	54
L'influence britannique	56
Le partage de l'Afrique orientale	57
La répartition de la population	61
5. <i>Les régions de faible densité entre la vie pastorale et l'agriculture sans bétail</i>	67
Les sociétés pastorales	68
Les pasteurs purs, 71. — L'adaptation des pasteurs à l'agriculture, 74. — Les problèmes actuels de la vie pastorale, 76.	
L'agriculture céréalière sans bétail du Centre de la Tanzanie	79
6. <i>Le cœur de l'Afrique orientale</i>	83
Les pays céréaliers	84
Le surpeuplement du Kenya occidental, 86. — L'adoption de la charrue par les éleveurs au centre de l'Uganda, 88. — Billons et champs labourés en pays sukuma, 90. — Ukara : l'impasse d'un système de cultures raffiné, 91.	
Les pays bananiers	92
Civilisation et milieu naturel de la bananeraie, 92. — La société de planteurs du Buganda, 94.	
L'inégal développement des cultures pérennes en pays kikuyu et kiga	96
Stagnation et révolution de l'agriculture kikuyu, 96. — Le rapide surpeuplement du pays kiga, 98.	
Hiérarchie sociale et étagement en altitude au Ruanda et au Burundi	99
7. <i>Les pays d'Islam swahili</i>	104
La rencontre de l'Islam et de l'Afrique bantou	104
Les conflits sociaux dans les îles des épices et des parfums	106
La côte africaine	112

TABLE DES MATIÈRES

8. <i>L'expansion de la civilisation abyssine dans le bastion éthiopien</i>	114
Survie et expansion du royaume abyssin	115
La civilisation rurale abyssine	116
L'expansion de la civilisation abyssine	121
Les marges occidentales et la civilisation de l'« ensete »	122
L'occupation récente du rift	124
9. <i>Madagascar : l'unité et la diversité des civilisations rizicoles</i>	126
Echec et conséquences de la tentative d'hégémonie merina	127
Les fondements techniques de la riziculture	129
Riz de décrue et de brûlis dans les régions côtières	130
Le contraste des deux façades côtières	133
Pauvreté du milieu et maîtrise technique sur les Hautes Terres	135
10. <i>L'importance économique et politique de la colonisation européenne</i>	139
Deux sociétés contrastées : colons de Madagascar et du Kenya	142
Colonisation et rébellion	146
Après l'indépendance : pas d'exode général mais une sélection naturelle	148
11. <i>Les îles sucrières : Maurice et la Réunion</i>	150
Parenté et différences	150
Les contrastes physiques des îles	152
Au milieu des crises, l'expansion de la production sucrière	153
Deux modèles de grande propriété	156
La diversité réunionnaise	157

TABLE DES MATIÈRES

Monoproduction et sous-emploi	158
Crise politique ouverte ou latente ?	162
Vision du passé: les Seychelles	164
12. <i>Les conditions du développement économique</i>	165
Conditions géographiques du développement ..	165
La situation économique à la fin des années cinquante	170
Orientations politiques et développement	173
L'agriculture prioritaire, mais comment la promouvoir ?	176
La pauvreté persistante des ressources minières	181
Un développement industriel modeste et inégal	183
L'inégalité dans le développement	187
13. <i>L'Afrique des Hautes Terres et l'ensemble africain</i>	190
Quelques données statistiques	204
Bibliographie	216
Index	224
Table des figures	228

Actualité

Arts

Cinéma

Economie

Education

Epistémologie

Ethnologie

Géographie

Histoire

Idées

Langages

Littératures

Media

Politique

Psychologie

Sociologie

Théâtre

Urbanisme

L'AFRIQUE DES HAUTES TERRES

L'OUVRAGE Les régions des hauts plateaux et des montagnes volcaniques de l'Afrique de l'Est représentent un vaste ensemble non dépourvu d'unité.

Ces pays riverains de l'océan Indien ont reçu des influences diverses, arabes et surtout asiatiques, puis assez tard européennes. C'est un monde rural dans lequel la répartition des hommes et la mise en valeur sont étroitement liées au relief. A côté de régions céréalières ou pastorales n'existent que quelques noyaux de cultures commerciales : canne à sucre, banane, café...

Malgré ces traits communs, l'Afrique des Hautes Terres reste constituée d'une mosaïque d'États sans rapports politiques ou économiques étroits. Comment pourra-t-elle se développer ? Répondra-t-elle à l'appel de ses rivages en s'ouvrant vers l'Orient ?

L'AUTEUR Jean-Pierre Raison, agrégé de géographie, est directeur de recherches à l'O.R.S.T.O.M.